

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

BARACK OBAMA ET LE PRINTEMPS ARABE :
AMBIVALENCES D'UN DISCOURS DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE
COSMOPOLITE, EXCEPTIONNALISTE ET HUMBLE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
MAXIME BRUNET

JANVIER 2019

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

J'aimerais tout d'abord remercier mes professeurs du département de science politique de l'UQAM ainsi que la Chaire Raoul-Dandurand qui ont su aviver et guider mon intérêt pour les théories des relations internationales et la politique étrangère américaine. Ma formation n'aurait pas été la même sans les enseignements riches et stimulants de Charles-Philippe David, Sébastien Barthe, Alexander Macleod et Justin Massie. C'est dans leurs cours et dans les événements académiques qu'ils ont organisés que j'ai pu développer ma pensée et approfondir les enjeux de recherche qui sont traités dans ce mémoire.

Merci tout particulièrement à mon directeur de mémoire Frédérick Gagnon pour son soutien, ses idées et ses commentaires rigoureux et judicieux. Ce fut un plaisir de pouvoir se côtoyer et d'apprendre à se connaître durant cette aventure.

Une mention spéciale pour mes collègues de l'UQAM Vincent Boucher, Jeremy Bienvenu et Laura Pelletier qui m'ont offert de nombreux encouragements et avec qui j'ai eu le plaisir de partager cette expérience unique qu'est la rédaction d'un mémoire de maîtrise.

Je souhaite aussi à remercier ma famille et mes amis qui m'ont toujours soutenu, que ce soit dans la vie comme durant cette période occupée.

Enfin, je tenais à réserver mes derniers mots pour Marianne qui ne saura jamais assez comment son soutien et sa tendresse quotidienne m'ont été précieux. Je lui offre ma gratitude infinie pour tout.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	vi
RÉSUMÉ	vii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
L'INTERNATIONAL EST NATIONAL : L'ADOPTION STRATÉGIQUE	
D'UN DISCOURS COSMOPOLITE DURANT LA RÉVOLUTION	
ÉGYPTIENNE.....	
	29
1.1 La prise en compte de la société égyptienne, une réorientation de la politique	
sécuritaire américaine	30
1.1.1 L'abandon d'un vieil allié au Caire et l'adaptation au Printemps arabe ...	30
1.1.2 L'articulation officielle de l'intérêt national : le maintien de la	
stabilité par la démocratisation.....	35
1.2 Les représentations discursives d'une équipe de sécurité nationale divisée	37
1.2.1 Le Printemps arabe égyptien, une révolution chaotique	38
1.2.2 Se positionner du bon côté de l'histoire, une approche cosmopolite	42
1.3 La définition d'un intérêt national ambivalent par le président Obama	47
1.3.1 La démocratie comme vecteur de stabilité.....	47
1.3.2 Une transition ordonnée : le fragile équilibre entre cosmopolitisme et	
sécurité	51
CHAPITRE II	
L'INTERVENTION EN LIBYE : L'EXCEPTIONNALISME AMÉRICAIN AU	
SERVICE DE LA SÉCURITÉ COMMUNE	
	55
2.1 « Leading from behind » : Le soutien tardif à une intervention humanitaire	
et multilatérale	55
2.1.1 Répression violente et guerre civile en Libye	56
2.1.2 Le dilemme interventionniste américain et l'adoption prudente de la	
responsabilité de protéger	57
2.1.3 La sécurité de l'ordre international comme intérêt national	61
2.2 L'exceptionnalisme américain à l'ère de la sécurité commune.....	62

2.2.1	Au-delà du soutien rhétorique, les débats concernant l'intérêt national ...	63
2.2.1.1	Reproduction du discours cosmopolite envers un Printemps arabe libyen dans le sens de l'histoire	63
2.2.1.2	L'insolvable division du NSC, entre considérations libérales, non-enjeu et inefficacité	65
2.2.2	Une nouvelle stratégie sécuritaire pour le XXI ^e siècle	70
2.2.2.1	Une sécurité commune pour une humanité commune.....	70
2.2.2.2	Le multilatéralisme coopératif comme solution aux menaces sécuritaires du XXI ^e siècle	73
2.2.3	Les contradictions de la construction identitaire du président Obama	77
2.2.3.1	Le cosmopolitisme et le défi de l'exceptionnalisme américain....	77
2.2.3.2	L'exceptionnalisme d'un État comme les autres	79

CHAPITRE III

LA PUISSANCE AMÉRICAINE ET LA GESTION DU « RISQUE » EN SYRIE : SCEPTICISME ET HUMILITÉ DEVANT UN PROBLÈME ÉPINEUX.. 85

3.1	Le repli sur une stratégie diplomatique en Syrie	86
3.1.1	La prudence de Washington.....	87
3.1.2	L'intérêt national en Syrie : Une série de « choix impossibles ».....	90
3.2	Obama et les lacunes de la puissance américaine dans un monde dangereux....	91
3.2.1	Les États-Unis et l'importance du maintien de la stabilité d'un pays névralgique	92
3.2.1.1	Stabilité 2.0 : La brève réappropriation du discours sécuritaire passant par les États autoritaires	92
3.2.1.2	Le président universel confronté à la brutalité d'Assad	93
3.2.2	La société du risque, la puissance américaine et les conséquences imprévues	95
3.2.2.1	Les leçons de l'Irak et le plaidoyer anti-interventionniste	95
3.2.2.2	Armer les rebelles ? Le dictat des conséquences imprévues dans un monde dangereux	100
2.2.3	L'utilisation d'armes chimiques, les menaces transnationales et la permanence du discours de l'inefficacité de l'usage de la force.....	103
3.2.3.1	Marche arrière sur le recours à des frappes aériennes en Syrie..	103

3.2.3.2 L'exceptionnalisme post-américain et les exigences de l'intérêt national.....	105
CONCLUSION	110
BIBLIOGRAPHIE	121

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1.1 Synthèse des représentations des enjeux et des intérêts nationaux concurrents	112-113

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

CIA	Central Intelligence Agency
NSC	National Security Council
ONU	Organisation des Nations unies

RÉSUMÉ

En réaction aux soulèvements populaires de 2011 au Moyen-Orient, l'administration Obama a poursuivi des objectifs divergents et mis en œuvre des stratégies qu'elle a appliquées de façon inconstante envers chacun des pays touchés. Les États-Unis n'ont pas soutenu la démocratie avec la même conviction à travers la région, puis ils n'ont pas investi les mêmes ressources pour défendre les différentes populations qui étaient victimes de répression violente. Prenant pour point de départ ces oscillations dans la politique étrangère américaine, ce mémoire aborde la construction discursive de l'intérêt national dans le contexte du Printemps arabe. L'analyse des discours du président et de ses conseillers durant les processus décisionnels associés aux cas de l'Égypte, de la Libye et de la Syrie permet de retracer des représentations concurrentes concernant le caractère des événements et l'identité des États-Unis. Deux grandes contradictions ont marqué le processus de construction de l'intérêt national. D'une part, cette performance discursive réunit des représentations contraires du Printemps arabe dans lesquelles celui-ci est perçu comme un mouvement progressiste et bénéfique pour la sécurité américaine et comme l'apparition de troubles imprévisibles pouvant être dangereux pour les États-Unis. Cette double articulation est reflétée par une tension dans la définition de l'intérêt national entre une politique étrangère cosmopolite et un repli sur les intérêts étroits des États-Unis. D'autre part, cette administration articule une vision conflictuelle de l'identité américaine qui défend l'exceptionnalisme des États-Unis, mais qui insiste sur les limitations de sa puissance dans un monde mondialisé et post-américain. L'élaboration de l'intérêt national a alors été déchirée entre une importante volonté d'intervenir pour améliorer la situation et une disposition à demeurer humble et prudent. Il est possible de conclure que les interrelations entre ces différentes représentations durant le processus décisionnel ont permis l'émergence et la construction de *plusieurs intérêts nationaux* à travers le temps et l'espace durant le Printemps arabe. Ce contexte discursif a encadré une pratique versatile de la politique étrangère américaine.

Mots-Clés : politique étrangère américaine, Printemps arabe, démocratie, droits humains, intervention humanitaire, Barack Obama, exceptionnalisme, cosmopolitisme.

INTRODUCTION

Le 19 mars 2011, Barack Obama annonçait avoir autorisé les forces armées américaines à intervenir militairement en Libye aux côtés d'une coalition multinationale mandatée par l'ONU (Obama, 2011j). Cette décision survenait dans le contexte de l'éclatement du plus grand courant de transformation révolutionnaire depuis la décolonisation au Moyen-Orient, le « Printemps arabe » (Huber, 2014, p. 149; Vandal et Aoun, 2013, p. 10). Observant ces « populations entières [qui] se soulevèrent pour renverser des régimes autoritaires répressifs et demander des réformes démocratiques » (Vandal et Aoun, 2013, p. 38-39), Obama avait promptement dû définir la politique étrangère des États-Unis envers ce bouleversement d'ordre régional. Quelques jours après avoir annoncé l'intervention en Libye, le président avait exposé la vision de son gouvernement pour ce pays en proie à un conflit violent entre le régime autoritaire de Mouammar Kadhafi et ses opposants : « [...] while our military mission is narrowly focused on saving lives, we continue to pursue the broader goal of a Libya that belongs not to a dictator, but to its people » (Obama, 2011k). Pour certains commentateurs, l'intervention en Libye était une illustration saillante d'une politique étrangère qui comportait d'importants éléments de continuité avec la doctrine de l'administration George W. Bush (Gerges, 2013; Hassan, 2013; Holland, 2014). Une telle intensification de l'engagement américain dans cette région du monde était pourtant surprenante de la part de celui qui voulait être le président du pivot vers l'Asie en politique étrangère.¹ Fervent critique de la guerre en Irak, Obama avait souvent exprimé son ambition d'effectuer un rééquilibrage politique et militaire des ressources

¹ Le terme « pivot » est employé pour la première fois en octobre 2011 par Hillary Clinton dans un article du magazine *Foreign Policy* intitulé « America's Pacific Century » (Clinton, 2011a). Un mois avant un voyage présidentiel en Asie, la secrétaire d'État avait cherché à énoncer explicitement la priorisation de la zone asiatique dans la politique étrangère américaine. Cette stratégie n'était pas nouvelle puisqu'en 2009, Barack Obama s'était lui-même qualifié de « premier président du Pacifique » (Obama, 2009b).

américaines à l'international (Vaïsse, 2012). Envers d'autres pays aspirés par le tourbillon du Printemps arabe, les États-Unis ont d'ailleurs démontré une prudence qui correspondait plus avec ces orientations énoncées par le président. Il n'était alors pas question d'impliquer les États-Unis dans de grandes entreprises de réingénierie sociale, de reconstruction d'État ou même de miner l'emprise politique de certains de ces régimes. Concrètement, bien que la légitimité des aspirations de ce mouvement ait abondamment été reconnue par le président Obama, le soutien offert aux manifestants a amplement varié d'un pays à l'autre. De même, l'approche américaine envers certaines problématiques a fluctué dans le temps. Pour ces raisons, il est généralement reconnu que les États-Unis ont démontré une certaine ambivalence envers les enjeux liés au Printemps arabe (Forsythe, 2011; Atlas, 2012; Guiora, 2011).

Le Printemps arabe et la réaction américaine

L'immolation du vendeur de rue tunisien Mohamed Bouazizi, le 17 décembre 2010, fut le point de départ d'une réaction en chaîne qui poussera des milliers de manifestants à réclamer plus de dignité (*karama* en arabe) dans les rues du Moyen-Orient (Phillips, 2012).² Bien que le terme ne soit pas nouveau (Krauthammer, 2005), l'expression « Printemps arabe » a rapidement été associée à ces événements qui furent aussi qualifiés de « révolutions », de « soulèvements populaires », de « révoltes » et de « crises » (Dalacoura, 2012, p. 63).³ Deux facteurs déterminants sont généralement évoqués pour expliquer ce qui a poussé ces populations à réclamer des changements drastiques : leurs

² Les pays suivants furent touchés à différents degrés; en ordre chronologique : la Tunisie, l'Algérie, le Yémen, la Jordanie, la Mauritanie, Oman, l'Arabie Saoudite, le Liban, l'Égypte, la Syrie, la Palestine, le Maroc, le Soudan, Djibouti, le Bahreïn, l'Irak, la Libye, la Somalie, le Koweït, Chypre et l'Iran.

³ Krauthammer se réfère aux élections démocratiques de 2005 en Irak et au Liban qui représentaient selon lui les premiers jalons d'une transition des pays arabes vers la démocratie. Historiquement, l'expression est associée au *Printemps des peuples* de 1848, une série de révolutions européennes essentiellement démocratiques et libérales. « Printemps arabe » ou « Printemps des peuples arabes » sont des termes abondamment véhiculés par les médias et les politiciens internationaux à la suite des événements.

situations économiques de plus en plus difficiles depuis la crise de 2008 ainsi que la multiplication de leurs doléances envers des régimes tyranniques qui, continuellement, les humiliaient arbitrairement et en toute impunité (Byman, 2013, p. 29; Dalacoura, 2012, p. 67). Au-delà de ces quelques similitudes, il est rapidement apparu que ce mouvement initialement caractérisé par la non-violence et l'usage des réseaux sociaux était constitué de forces de changement foncièrement rattachées à leur contexte national, aussi bien au niveau sociétal que géopolitique. Les pays touchés seront ainsi affectés différemment par leurs moments de crise respectifs. Par exemple, on constate que la pression exercée par les manifestants aura raison des gouvernements en Tunisie et en Égypte alors que les événements dégèneront en conflits armés de grande envergure en Libye, en Syrie et au Yémen. Le Bahreïn est quant à lui un cas à part où la répression des manifestants sera appuyée par une intervention militaire de l'Arabie Saoudite. Outre ces six cas notables, les autres pays de la région connaîtront des mouvements qui auront des conséquences plus mineures (Dalacoura, 2012, p. 66). On remarque ainsi que le Printemps arabe est un phénomène complexe et pluriel.

Ailleurs dans le monde, les événements du Printemps arabe ont souvent été interprétés dans leur ensemble, parallèlement à une perception généralisée du monde arabe comme d'une « entité unifiée » (Dalacoura, 2012, p. 63).⁴ Perçu comme un mouvement historique aux visées transformatrices (Byman, 2013, p. 28; Vandal et Aoun, 2013, p. 10), le phénomène a rapidement interpellé le gouvernement américain en raison des alliances et des coopérations sécuritaires que les États-Unis entretenaient avec plusieurs régimes autoritaires du Moyen-Orient.⁵ Celles-ci étaient au cœur de la

⁴ Le Printemps arabe a généralement été accueilli aux États-Unis comme un phénomène d'ordre régional, que ce soit dans les médias ou dans les discours des membres du gouvernement. L'un des objectifs de cette recherche est d'analyser comment les différentes politiques américaines s'insèrent au sein de la logique d'« un Printemps arabe » qui, dans les mots d'Obama, se définit comme-ci : « The change that is taking place across the region [...] represents the aspirations of people who are seeking a better life » (Obama, 2011b).

⁵ Le Maroc, l'Égypte, Israël, la Turquie, la Jordanie, le Koweït, l'Afghanistan et le Pakistan sont considérés comme des alliés américains. Des coopérations sécuritaires privilégiées existent avec l'Arabie Saoudite et le Bahreïn (Fisher, 2013).

politique étrangère américaine envers une région sensible se distinguant par ses routes commerciales contestées, ses réserves de pétrole substantielles et son positionnement historique comme lieu de luttes idéologiques et sécuritaires internationales (L. B. Miller, 2014, p. 232).⁶

Le président Obama fit sa première déclaration officielle sur les soulèvements populaires le 14 janvier 2011, soit un mois après les premières manifestations en Tunisie et le même jour que l'annonce du départ du chef d'État tunisien Zine al-Abidine Ben Ali. Le président dénonçait alors l'usage de la violence, exhortait le régime à respecter les droits humains et encourageait la tenue d'élections libres et justes (Obama, 2011a). Les mêmes signaux furent envoyés à l'allié égyptien, bien qu'il fallut attendre que la pression exercée par la population prenne une ampleur irrésistible pour que les États-Unis cessent de prioriser leur alliance sécuritaire avec le président Moubarak et exigent une transition démocratique (Mann, 2012, p. 263). Au Yémen, les États-Unis préférèrent plutôt continuer de travailler avec leur allié, l'homme fort du pays Ali Abdullah Saleh, dans le but de trouver une résolution à la crise dans le pays. Ce n'est qu'en mars 2011, lorsque le président yéménite commença à perdre des appuis au sein de son régime, que les États-Unis demandèrent pour la première fois la démission de Saleh (Vandal et Aoun, 2013, p. 180). La position américaine fut aussi plus timorée dans le cas d'un autre partenaire, le Bahreïn. Malgré l'aggravation de la répression déployée contre les manifestants et l'intervention militaire de l'Arabie Saoudite en appui au gouvernement bahreïni, les États-Unis préférèrent modérer leurs critiques des autorités politiques et mirent plutôt l'accent sur la responsabilité mutuelle des deux groupes opposés de construire un dialogue honnête (Obama, 2011o). L'approche américaine se complexifiera davantage avec l'éclosion de la violence dans certains pays. Comme évoquée plus haut, les États-Unis ont participé à l'intervention militaire

⁶ Alors que la lutte au terrorisme, la défense d'Israël et le maintien d'intérêts économiques dans la région continuaient de dominer la politique étrangère américaine dans la région, les États-Unis étaient accoutumés à entretenir assidument des bonnes relations avec des pays comme l'Égypte, l'Arabie Saoudite et le Bahreïn.

en Libye dans le but de mettre un terme à la répression active du dictateur Mouammar Kadhafi contre ses opposants. Confronté à une situation similaire en Syrie, le gouvernement d'Obama mit beaucoup de pression diplomatique pour que les violences cessent, mais évita d'intervenir militairement pour des motifs humanitaires comme dans le cas précédent (Atlas, 2012, p. 376).

L'administration Obama s'est ainsi souvent immiscée dans les luttes qui opposaient les populations arabes à leur gouvernement. Par le fait même, les États-Unis ont eu à se positionner sur la possibilité d'appuyer des transitions démocratiques, sur la pertinence de leurs relations avec des régimes autoritaires, sur les impacts des soulèvements pour la stabilité économique et sécuritaire de la région et sur l'importance de défendre activement les droits humains. Comme on le constate avec le bref sommaire des politiques américaines qui précède, les États-Unis ont affiché beaucoup de circonspection et de versatilité envers les enjeux liés au Printemps arabe. Ce qui est visible de prime abord est que la réaction américaine a été caractérisée par des contradictions importantes au niveau des objectifs établis aussi bien entre des problématiques similaires (Libye et Syrie) qu'envers les mêmes pays au fil du temps (Égypte et Yémen) (Huber, 2015a, p. 66-67). Ailleurs, des incohérences sont notables entre la rhétorique et les instruments employés pour appuyer les buts énoncés (Syrie). Dans le cadre de cette recherche, trois cas particuliers seront analysés de façon détaillée, soit les politiques américaines relatives aux événements en Égypte, en Libye et en Syrie. Ces derniers ont été sélectionnés en raison de leur importance ainsi que pour la diversité des approches mises en place par le gouvernement américain entre chacun de ces pays. De plus, le cas du Bahreïn sera mentionné à quelques reprises dans les deux premiers chapitres, car celui-ci représente un contre-exemple aux politiques américaines en Égypte et en Libye.

L'apparente absence d'une ligne directrice dans l'approche des États-Unis soulève des questions importantes concernant les fondements et les objectifs des politiques américaines durant le Printemps arabe. Le 28 mars 2011, le conseiller adjoint à la

sécurité nationale Denis McDonough offrit quelques pistes de solution lorsqu'il répondit aux questions des journalistes quant au précédent que représentait la décision d'intervenir militairement en Libye : « we don't intervene based on precedent or based on a certain set of consistency guidelines but rather so that we can advance our interests. And each of those interests is going to be unique in each instance » (McDonough, 2011). McDonough tentait alors d'expliquer que chacune des décisions de politique étrangère de l'administration Obama reposait sur la défense d'intérêts uniques. Les diverses politiques mises en place durant le Printemps arabe pourraient ainsi être comprises à la mesure de cette différenciation. Dans ce contexte, l'analyse de la formulation de l'intérêt national américain, ou des intérêts nationaux, constitue une avenue intéressante pour comprendre les raisonnements qui ont guidé les prises de décision de l'administration Obama. Ce concept est au cœur de la question qui servira de fil conducteur à ce mémoire : **Comment le processus d'articulation de l'intérêt national par le président Obama et ses conseillers permet-il de comprendre les réponses diverses de ce gouvernement envers les événements du Printemps arabe ?**

Cette recherche a permis de mettre en relief comment la coexistence de discours concurrents dans la rhétorique des membres de l'administration Obama a conduit à l'émergence et la construction de *plusieurs intérêts nationaux* à travers le temps et l'espace durant le Printemps arabe. Ainsi, **la pratique versatile de la politique étrangère américaine a été façonnée par des visions contradictoires de la nature des menaces sécuritaires pour les États-Unis et du rôle de la puissance américaine à l'international.** Plus spécifiquement, on peut conclure que les politiques américaines durant le Printemps arabe sont tributaires de deux grandes incohérences entre les discours « cosmopolite », « exceptionnaliste » et « humble » du président et de ses conseillers. D'une part, un certain discours cosmopolite selon lequel le non-respect des « droits universels » des populations mondiales affecte négativement les États-Unis est contredit par la rhétorique particulariste de l'exceptionnalisme américain et la

représentation du Printemps arabe comme l'apparition de troubles imprévisibles et dangereux. D'autre part, cette administration articule une vision conflictuelle de l'identité américaine qui représente les États-Unis comme une nation exceptionnelle toujours prête à défendre la sécurité internationale, mais qui insiste sur les contraintes de sa puissance dans un monde mondialisé et post-américain.

Dans la revue de littérature qui suit, il sera souligné que beaucoup d'auteurs ont analysé la politique étrangère américaine d'une façon similaire au conseiller McDonough, c'est-à-dire que celle-ci est considérée comme étant le résultat d'une définition pragmatique des intérêts américains dans des contextes contraignants. Ce mémoire propose plutôt d'aborder la formulation des intérêts américains par l'administration Obama comme une construction basée sur des compréhensions particulières et divergentes des événements du Printemps arabe et du rôle des États-Unis dans ce contexte. La pertinence d'une telle approche est perceptible lorsque l'on considère qu'avant le déclenchement des premières manifestations populaires, la façon dont le président appréhendait le Moyen-Orient l'avait déjà poussé à réévaluer les intérêts américains dans la région. Ainsi, celui-ci avait commandé en 2010 une étude portant sur le lien entre les alliances américaines et le mécontentement grandissant des populations arabes (Mann, 2012, p. 259).⁷ Ce rapport soulignait le risque important de soulèvements populaires dans certains pays du Moyen-Orient en l'absence de réformes politiques majeures et offrait ses recommandations sur les meilleures façons de favoriser l'ouverture des régimes alliés. Autrement dit, il était estimé que la stabilité de la région était remise en cause par la tendance historique des États-Unis à favoriser, dans les moments de crise, les intérêts sécuritaires et commerciaux américains au détriment de la libéralisation des régimes politiques de leurs alliés (Mann, 2012, p. 258). Le lien potentiel établi entre les politiques américaines traditionnelles des États-

⁷ Il s'agit de la *Presidential Study Directive 11* qui demandait à certains experts de la bureaucratie américaine (Départements d'État et de la Défense, CIA, NSA, etc.) de fournir des réponses à ces questionnements sur la stabilité qu'offrait les régimes autoritaires au Moyen-Orient.

Unis et l'instabilité de la région dans le rapport commandé par Obama ouvraient ainsi la porte à une reconfiguration de l'intérêt national durant le Printemps arabe.

Dans le même ordre d'idées, le phénomène a poussé les membres de l'administration Obama à se poser des questions fondamentales sur leur conception de la politique étrangère américaine. Effectivement, ceux-ci ont dû composer avec une situation qui rompait spectaculairement avec le statu quo et qui venait les confronter à des enjeux délicats en matière de promotion de la démocratie, de défense des droits humains et de maintien de la stabilité et de la sécurité. Le président et ses conseillers étaient appelés à définir à brûle-pourpoint leur vision pour le Moyen-Orient ainsi que du rôle de la puissance américaine à l'international. L'analyse de ces arguments représente une voie intéressante pour comprendre la variabilité des politiques américaines.

Revue de littérature

Malgré la proximité temporelle avec les événements au moment où cette recherche a été réalisée, d'août 2016 à septembre 2017, la littérature portant sur la réaction des États-Unis au Printemps arabe est abondante. À ce sujet, des portraits souvent incompatibles ont été faits de l'administration Obama, celle-ci étant par exemple qualifiée d'« accommodante » (Dueck, 2011) et de « leader » (Vaughn et Dunne, 2015) ou bien de « spectatrice » (Morey *et al.*, 2012) et d'« interventionniste » (Walt, 2016).⁸ Ces analyses contradictoires sur la nature même de la réponse américaine permettent d'entrevoir une littérature riche et diversifiée. Il est possible de regrouper les textes en deux catégories, c'est-à-dire ceux qui ont mis l'accent sur les préférences de l'administration Obama en matière de politique étrangère et ceux qui ont conclu à une approche pragmatique et au cas par cas. Dans la première série de textes, la politique étrangère d'Obama a principalement été analysée sur la base de l'opposition entre

⁸ Walt utilise le terme de « meddling » pour décrire l'ingérence des États-Unis durant le Printemps arabe.

l'approche d'un acteur rationnel cherchant à maintenir la stabilité et celle d'un acteur normatif préférant favoriser un ordre démocratique dans la région. Pour beaucoup, la pluralité des politiques de Washington relevait cependant d'un compromis entre ces deux orientations. Néanmoins, d'autres textes ont plutôt souligné l'irrésolution, le tâtonnement et les compromis qui auraient marqué le processus décisionnel de l'administration Obama (Forsythe, 2011; Atlas, 2012; Guiora, 2011). Excluant l'influence de l'idéologie des décideurs, ces analyses ont ainsi interprété l'incohérence des décisions américaines comme une adaptation pragmatique à diverses contraintes internes et internationales. Après avoir survolé ces segments de la littérature, il sera montré que rarement des approches culturelles et constructivistes ont été employées pour comprendre l'approche *ad hoc* des États-Unis durant le Printemps arabe. Une telle avenue a le potentiel d'être originale et instructive pour appréhender différemment la formulation de l'intérêt national dans le cas étudié.

La paix démocratique et la stabilité stratégique

Les politiques souvent conflictuelles des États-Unis envers les changements qui s'opéraient au Moyen-Orient ont rapidement été interprétées comme étant le produit de la tension entre deux courants historiques de la politique étrangère américaine : les traditions idéaliste et réaliste (Atlas, 2012). Alors que la première met l'accent sur la promotion des valeurs américaines comme la démocratie et les droits humains, la seconde insiste sur la poursuite exclusive des intérêts stratégiques des États-Unis (Atlas, 2012, p. 354). Huber souligne qu'au Moyen-Orient, cette dichotomie a historiquement été articulée dans le cadre du débat entre libéraux et réalistes sur la meilleure façon de préserver la stabilité et la paix dans la région (2015, p. 57). À cet égard, la pensée libérale a prôné la transformation des systèmes politiques et des sociétés par la dissémination des idées et des institutions libérales alors que les réalistes ont plutôt préconisé une approche qui se contenterait de réguler l'équilibre des puissances à l'aide d'un engagement ciblé auprès des régimes étatiques (B. Miller,

2012, p. 347). L'émergence de conflits entre des manifestants pour la démocratie et des régimes alliés aux États-Unis ouvrait la voie à une opposition directe entre ces deux visions traditionnelles. De nombreux textes de la littérature ont ainsi cherché à déterminer les parts d'influence de ces deux conceptions sur la réponse du gouvernement américain envers le Printemps arabe.

Plusieurs auteurs ont souligné l'importance des idéaux démocratiques et humanitaires dans les politiques d'Obama (Bouchet, 2013; Vaughn et Dunne, 2015). À cet effet, Obama aurait reconduit les préceptes de l'internationalisme libéral qui influence les débats au sein de l'appareil de politique étrangère depuis la présidence de Woodrow Wilson (Perlmutter, 1997). Les textes de ce type insistent généralement sur la rhétorique de l'exécutif américain, soulignant tout spécialement les discours du président dans lesquels ce dernier a continuellement milité pour l'appui des États-Unis envers la « lutte courageuse et déterminée pour les droits universels » des populations de la région (Obama, 2011a). Outre cette rhétorique, on a aussi souligné l'activisme américain pour que les régimes respectent pacifiquement les droits des manifestants et pour que des réformes démocratiques aient lieu comme ce fut le cas en Égypte. Finalement, il est généralement accepté que les États-Unis ont perçu qu'il était dans leur intérêt de s'impliquer dans une intervention humanitaire pour protéger les manifestants libyens (Kuperman, 2015) et même qu'il était nécessaire d'œuvrer militairement pour qu'un changement de régime se produise, permettant ainsi l'instauration de la démocratie dans le pays (Guiora, 2011, p. 268-269). Toutefois, la plupart des textes n'excluent pas que d'autres décisions aient été prises par le gouvernement américain en raison de considérations sécuritaires plus traditionnelles.

Au début de son mandat, Barack Obama a souvent été considéré comme un président qui élaborait ses politiques de manière très réaliste (Zakaria, 2009; Douthat, 2011; Lizza, 2011). Cette analyse reposait sur la perception que le président déterminait prudemment les intérêts américains et qu'il se détournait des grands projets missionnaires. Quelques auteurs ont tenté de démontrer que les États-Unis avaient suivi

le même procédé durant le Printemps arabe, car ils se seraient contentés de sécuriser leurs intérêts économiques et sécuritaires tout au long de l'évolution des crises qui ont affecté la région (Douthat, 2011; Selim, 2013; Gerges, 2013; Kaplan, 2014). Le Moyen-Orient est depuis longtemps considéré comme une région d'importance stratégique capitale où les États-Unis ont traditionnellement œuvré pour préserver la sécurité d'Israël, la libre-circulation sur les routes commerciales et l'accès au pétrole (Vandal et Aoun, 2013, p. 16; L. B. Miller, 2014, p. 232). Plus récemment, la lutte au terrorisme est devenue un enjeu prioritaire. Selim soutient que l'administration Obama a poursuivi ces mêmes objectifs durant le Printemps arabe en soutenant les régimes alliés dans le but de freiner le changement qui menaçait la stabilité de la région, puis en faisant de l'ingénierie politique pour assurer les acquis américains lorsque les gouvernements commençaient à vaciller sous la pression croissante (2013).

Bouchet estime toutefois que le recours fréquent à l'opposition libérale/réaliste comme outil d'analyse camoufle la présence d'une certaine continuité dans les intérêts des États-Unis qui, selon lui, accordent depuis les années soixante-dix une place fondamentale à la promotion de la démocratie aux côtés des considérations sécuritaires et économiques (2013, p. 40-46). De même, dans la majorité des textes, les auteurs ont repéré des tendances concurrentes inspirées des visions réaliste et idéaliste dans la formulation de la politique américaine. Pour Indyk, Lieberthal et O'Hanlon, il s'agit de pragmatisme progressiste : « Obama's instinctive idealism has put the United States on the right side of history, and his innate pragmatism has served him well in striking a new balance between American values and the United States' strategic interests in a volatile region » (Indyk *et al.*, 2012a, p. 37). Bouchet considère quant à lui que les États-Unis ont mis de l'avant une approche semi-réaliste, car ceux-ci auraient défendu la démocratie et les droits humains seulement lorsque cela n'interférait pas avec les autres intérêts en matière sécuritaire qui demeuraient prioritaires (2013). Inversement, Lynch estime que l'administration Obama avait des ambitions de grands changements libéraux pour la région, mais qu'elle était seulement prête à employer des méthodes

réalistes, c'est-à-dire avec un engagement minimaliste (2014, p. 49). Ces différentes conclusions sur l'influence convergente de ces deux courants de politique étrangère sont instructives pour comprendre les différents objectifs poursuivis par les États-Unis durant le Printemps arabe. Toutefois, ces éléments préliminaires ne permettent pas de décrire avec précision les mécanismes du processus décisionnel qui ont mené aux accommodements entre ces deux courants de pensée dans la formulation de l'intérêt national.

Le président pragmatique et les contraintes systémiques

La personnalité du président est souvent mise en cause pour expliquer les hésitations et les volte-face qui ont marqué la prise de décision (Fabbrini et Yossef, 2015, p. 62). Obama a effectivement été décrit comme un commandant-en-chef « cérébral » et « prudent » qui préférerait « sermonner » plutôt qu'agir en fonction d'une stratégie bien définie (Fabbrini et Yossef, 2015; Lizza, 2011). Toutefois, l'analyse la plus populaire est certainement la description de Barack Obama comme un président qui a fait preuve de pragmatisme dans ses décisions durant les crises au Moyen-Orient (Bouchet, 2016; Crowley, 2016; Forsythe, 2011; Hallams, 2011; Indyk *et al.*, 2012b; Milne, 2012; Sanger, 2013; Vaïsse, 2012; Vandal et Aoun, 2013). Toal indique que le président a été influencé par les deux compréhensions prévalentes du pragmatisme au sein de la vie politique américaine; soit la propension à chercher des compromis ainsi que l'adoption d'une approche expérimentale basée sur les essais et les erreurs (2009). Chez ces auteurs, les politiques américaines au Moyen-Orient sont comprises comme des compromis relevant d'évaluations circonscrites à chaque cas des impératifs sécuritaires régionaux, de la défense des valeurs américaines et des contraintes internes et internationales. Hallams considère que le président a tenté de prendre la « bonne décision » pour chacun des enjeux et qu'il a refusé de suivre une politique globale et manichéenne qui s'appliquerait partout de la même manière dans la région (2011, p. 17). Dans les mots de Douzet et Vaïsse, il s'agit d'une stratégie qui consiste « à aller

là où ça marche et à ne pas aller là où ça ne marche pas » (2013, p. 13). Ainsi, ce sont les spécificités de chacun des enjeux qui permettraient d'expliquer les différences entre les diverses politiques (Vandal et Aoun, 2013: 13). Sans rejeter d'emblée l'importance de la personnalité du président pour expliquer la politique étrangère américaine, il n'est pas possible de conclure sans appel que ce facteur a été déterminant. Ainsi, il est intéressant de constater que le président Obama n'ait pas fait preuve d'autant de prudence et d'esprit de compromis lorsqu'il était question de la lutte au terrorisme ou bien de l'imposition de sanctions à l'Iran (Fabbrini et Yossef, 2015, p. 73).

D'autres auteurs vont plus loin et décrivent le pragmatisme d'Obama moins comme un trait de personnalité et plus comme une adaptation inéluctable à certains facteurs restreignants. Milne soutient ainsi : « Obama's response to the 'Arab Spring' has been defined by his determination to react on a case-by-case basis and not to allow 'ideology' to influence the decision-making process » (Milne, 2012, p. 938). Selon cette analyse, les décisions « pragmatiques » du gouvernement américain ne reposent pas sur des considérations idéologiques; elles sont plutôt des réponses adaptées à des contraintes internes et internationales ainsi qu'aux situations changeantes et incertaines sur le terrain (Huber, 2015a). Forsythe considère que la politique étrangère américaine est depuis longtemps affectée par la pratique du « muddling through » (2011, p. 768). Ainsi, les différentes administrations ont souvent énoncé de grandes aspirations à l'aide d'une rhétorique visionnaire, mais celles-ci étaient souvent contraintes par les « réalités » du système international. Daniela Huber offre une analyse révélatrice à ce sujet. Celle-ci soutient que les débats qui ont eu lieu en 2011 ont bien été portés par des positionnements normatifs (réalisme/libéral), mais que les politiques qui ont été élaborées en dernier lieu n'ont pas reflété ces discours (2015a, p. 58). Plutôt, les États-Unis auraient adapté leur politique étrangère à des pressions bureaucratiques et à l'humeur sceptique de la population américaine.⁹ D'autres auteurs évoquent pour leur

⁹ Huber conclue que plusieurs institutions du gouvernement américain ont défendu leurs intérêts bureaucratiques auprès du président et de leurs interlocuteurs internationaux durant le Printemps arabe.

part la notion du déclin de la puissance américaine pour expliquer la difficulté de l'administration Obama à définir sans entrave sa politique étrangère au Moyen-Orient (Quinn, 2011; Fabbrini et Yossef, 2015, p. 73). Outre les facteurs explicatifs mentionnés ci-haut, d'autres textes mettent de l'avant l'incertitude du Congrès et la crise économique pour expliquer le caractère prudent, changeant et multilatéral de l'approche américaine (Byman, 2013; Gerges, 2013; Krieg, 2016; Marsh, 2014). Ces recherches comportent plusieurs éléments pertinents qui offrent une meilleure compréhension des éléments qui ont été pris en compte dans le processus décisionnel. Toutefois, en réduisant les décisions de politique étrangère de l'administration Obama à des adaptations aux « contraintes structurelles », ces analyses réifient certaines représentations du monde et négligent par le fait même le processus de construction sociale qui accompagne la formulation de l'intérêt national (Weldes, 1999, p. 226). À ce sujet, on constate que le processus décisionnel dans le cas du Printemps arabe a été profondément marqué par les tergiversations et les oppositions entre des positions tranchées (David, 2015, p. 960). Cette dynamique sous-entend une prise de décision plutôt imprévisible. En effet, il semble difficile de réconcilier l'idée d'un acteur rationnel qui répond à des facteurs contraignants incontournables et limpides avec la présence de ces désaccords inconciliables au sein de l'administration Obama. Ainsi, il n'apparaît pas joué d'avance que les États-Unis allaient encourager le départ de Moubarak en Égypte, intervenir en Libye ou bien refuser d'adopter une approche semblable en Syrie après l'utilisation d'armes chimiques (Gates, 2014). Il semble donc pertinent de réévaluer la politique étrangère américaine à la lumière de textes qui n'adhèrent pas à cette lecture positiviste de l'intérêt national.

Huber indique ainsi que ces éléments ont souvent cherché à poursuivre les objectifs traditionnels des États-Unis qu'ils avaient depuis longtemps intégrés et associés au maintien des alliances avec les régimes autoritaires du Moyen-Orient (2015a, p. 70-71).

Les approches culturelles et sociales

Les textes présentés jusqu'à présent ont expliqué les incohérences de l'approche américaine comme un compromis entre réalisme et idéalisme ou comme une adaptation pragmatique à certaines contraintes. L'étude du contexte social, interne comme international, dans lequel les politiques américaines ont vu le jour permettrait de mieux comprendre comment ces « compromis » et ces « adaptations » ont pu être acceptées comme étant adéquats. Ainsi, certains auteurs adoptent des approches théoriques qui accordent plus d'importance à des concepts comme la culture, l'identité, les normes et la construction sociale de l'intérêt national. Par exemple, Vaughn et Dunne cherchent à comprendre les liens entre les politiques de l'administration Obama et le processus d'appropriation des normes internationales dans le contexte identitaire américain (2015). Selon ces auteurs, l'appui important des États-Unis à l'intervention en Libye s'explique par l'adhésion à la norme de plus en plus influente de la Responsabilité de protéger qui, à ce moment, concordait avec la conception de l'identité américaine mise de l'avant par Obama selon laquelle le pays était un porte-étendard des valeurs libérales dans le monde (Vaughn et Dunne, 2015, p. 42). Toutefois, très peu de textes adoptent cette approche pour analyser l'approche américaine durant le Printemps arabe dans son ensemble. Il convient donc d'aborder également les textes de ce type proposant une analyse plus générale de la politique étrangère de l'administration Obama.

Soulignant l'importance de courants historiques culturels durables, quelques auteurs proposent des analyses pertinentes pour interpréter les préférences du président Obama (Mead, 2010; Forsythe, 2011). Walter Russell Mead soutient ainsi que le président Obama est constamment tiraillé entre la tradition Jeffersonienne selon laquelle il est crucial de réduire l'engagement américain dans le monde et la tendance Wilsonienne qui insiste sur l'élaboration d'une politique étrangère globale avec comme priorité la promotion des droits humains et de la démocratie (Mead, 2010). Ainsi, la propension d'Obama à proposer un vaste engagement démocratique au Moyen-Orient et la dilution de ces objectifs par l'adoption de moyens réalistes (Lynch, 2014) pourrait être comprise

comme une approche développée dans le contexte où deux traditions historiques concurrentes de la politique étrangère américaine étaient en compétition durant le processus décisionnel. Cette analyse est un bon point de départ pour comprendre les incohérences dans l'approche américaine durant le Printemps arabe. Toutefois, il serait pertinent d'analyser la construction sociale de l'identité américaine et de l'intérêt national par l'administration Obama pour interpréter avec plus de fluidité les subtilités de l'appropriation qu'elle a faite de ces traditions de politique étrangère.

À cet égard, certains auteurs ont concentré leurs efforts sur l'étude des représentations identitaires dans les discours des membres du gouvernement. Plusieurs d'entre eux ont perçu dans la rhétorique présidentielle un renouvellement de l'exceptionnalisme américain où l'accent est mis sur le leadership par l'exemple plutôt que sur l'approche missionnaire (Gorski et McMillan, 2012; Hallams, 2011). Ces représentations discursives expliqueraient la préférence accordée au multilatéralisme et à la prudence dans l'approche américaine pour la défense des droits humains durant le Printemps arabe. Cette vision plus humble et cosmopolite de la nation américaine est interprétée comme une adaptation aux nouveaux défis de la mondialisation (Patman et Southgate, 2016; Toal, 2009). À l'inverse, Hartnett et Croucher considèrent que malgré une rhétorique d'ouverture à l'autre, l'exceptionnalisme américain, par définition, tend à produire des politiques nationalistes centrées sur les intérêts exclusifs des États-Unis (Hartnett, 2013; Croucher, 2015). Certaines analyses vont encore plus loin en soutenant que cette approche a servi à valider des politiques interventionnistes qui faisaient écho à l'impérialisme du « Freedom Agenda » de l'administration précédente (Durakçay et Güneş, 2012; Guiora, 2011; Hassan, 2013; Ives, 2007; Thakur, 2013). Pour sa part, Löfflmann relève deux thématiques incompatibles dans la rhétorique présidentielle : la foi immense en la supériorité des valeurs américaines et la perception que les États-Unis voient leur puissance décliner avec l'avènement d'un monde post-américain (Löfflmann, 2015). Ces représentations discursives contradictoires auraient mené à l'élaboration de politiques inachevées dans leurs ambitions (Putra, 2015). Bien qu'il

n'ait pas été possible de présenter en détail toutes les analyses de la rhétorique présidentielle américaine, la richesse et la diversité de ces différentes interprétations démontrent la pertinence d'approfondir cette approche pour comprendre la variabilité de l'intérêt national américain durant le Printemps arabe.

Cette revue de littérature a mis en relief que la majeure partie des recherches portant sur la politique étrangère américaine dans le contexte du Printemps arabe a cherché à dépeindre celle-ci comme étant le résultat d'une approche pragmatique. Alors que certains auteurs ont préféré ancrer cette doctrine dans des courants historiques comme les tendances réaliste et idéaliste, d'autres ont plutôt souligné l'impact de contraintes structurelles dans la modulation de la politique étrangère. Cherchant à affiner la compréhension du processus décisionnel, cette recherche s'appuiera plutôt sur les travaux qui ont étudié les représentations discursives de l'identité et de l'intérêt national américain, notamment dans la rhétorique officielle et les débats internes. Ce corpus propose des conclusions innovantes relativement à l'ambiguïté des politiques américaines. Malgré cela, ce courant de recherche demeure encore peu développé dans la littérature. Pour toutes ces raisons, il apparaît pertinent d'approfondir l'analyse des tensions au sein de la rhétorique étatique américaine pour répondre à la problématique soulevée par la question de recherche.

Problématique et cadre théorique

La revue de littérature précédente a fait ressortir qu'un nombre important d'auteurs ont traité l'hétérogénéité des politiques américaines comme une adaptation aux enjeux qui différaient d'un pays à l'autre. Sans nécessairement chercher à réfuter l'influence de considérations spécifiques à chaque cas dans le processus décisionnel, ce mémoire adoptera une approche théorique qui permet d'aborder différemment les politiques américaines durant le Printemps arabe. Ainsi, le constructivisme critique ou social permettra d'analyser de façon originale la problématique de l'approche ambivalente américaine sans tenir pour acquise l'absence de préférences idéologiques dans les

prises de décision de ce gouvernement. La propension du président américain à analyser de fond en comble toutes les ramifications possibles liées à chaque enjeu et décision possible est certes cohérente avec la tendance des chercheurs à définir Obama comme un président pragmatique. Le recours à cette approche constructiviste est une tentative de prendre du recul par rapport à ce regard logique et calculateur et d'examiner les mécanismes discursifs et sociaux qui ont soutenu l'élaboration de l'intérêt national dans le cas du Printemps arabe. Comme ce courant de recherche demeure encore peu exploité dans la littérature, ce projet a le potentiel d'offrir des informations pertinentes sur l'évolution de la politique étrangère américaine durant cette période.

Avant d'aller de l'avant avec l'opérationnalisation du constructivisme critique, il est important de présenter les fondements de cette approche théorique. Rejetant la conception selon laquelle il est possible d'expliquer le monde en observant « la réalité » à l'aide d'une méthode scientifique, le constructivisme cherche plutôt à étudier le monde social dans le but de comprendre les relations internationales (Macleod *et al.*, 2004, p. 243). Adler soutient qu'à travers la socialisation, les humains attribuent collectivement du sens au monde matériel (1997, p. 322). Cela ne revient pas à dire que les constructivistes rejettent l'idée qu'il existe un monde réel, mais plutôt que ce dernier n'est pas complètement déterminé par des réalités physiques et que, de façon générale, il est socialement émergeant (Adler, 1997, p. 324). Ainsi, au sein du processus d'interactions sociales, différentes représentations du monde s'entrechoquent jusqu'au moment où certaines d'entre elles deviennent suffisamment partagées entre les acteurs pour former ce qu'on désigne comme des structures intersubjectives (Adler, 1997, p. 322). Ce processus de consolidation crée des consensus qui viennent à leur tour fournir de l'information aux individus sur la raison d'être des différents objets matériels et sociaux ainsi que sur les façons « possibles » d'évoluer dans le monde (Hopf, 1998, p. 173). Dès lors, l'émergence de ces représentations façonne la conception du Soi et de l'Autre et, par conséquent, de l'identité. Ce concept est fondamental pour la pensée

constructiviste, car c'est par l'analyse de celui-ci qu'il sera possible de comprendre les intérêts et les actions des acteurs du système international. En effet, selon cette approche, les représentations identitaires contiennent en elles-mêmes des significations qui définissent les intérêts (Weldes, 1999, p. 13-14). L'opérationnalisation de ce concept est toutefois contestée dans la littérature, car la fluidité et la malléabilité de l'identité ne font pas consensus. Pour comprendre cette idée, il est nécessaire de revenir sur le processus de construction sociale de l'identité. Les éléments présentés précédemment sous-entendent un principe important du constructivisme : la co-constitution de l'agence et de la structure. Tout comme les structures idéationnelles ont un impact sur les actions des agents, ces derniers ont aussi la capacité de véhiculer de nouvelles représentations capables d'influencer le contexte intersubjectif (McSweeney, 1999, p. 130). Alors que certains travaux insistent sur la lenteur des évolutions issues de ce processus, d'autres auteurs plus critiques perçoivent plus de fluidité à ce niveau. À ce titre, le constructivisme critique ne conçoit pas l'identité comme une variable fixe et immuable, mais la comprend plutôt comme un concept fragmentaire, multiple et contesté qui doit continuellement être reconstruit et reproduit dans le temps (Brubaker et Cooper, 2000, p. 6; Cho, 2009). Ce sont les principes de cette approche théorique qui seront privilégiés dans ce projet de mémoire.

Dans l'optique d'opérationnaliser ces concepts pour répondre à la question de recherche, ce sont les travaux de Jutta Weldes qui serviront de cadre d'analyse. Dans son ouvrage *Constructing National Interest : The United States and the Cuban Missile Crisis*, l'auteure a développé une approche théorique permettant de comprendre les actions des acteurs du système international par l'analyse du discours de l'intérêt national. Weldes place ce concept au centre de son analyse, car il s'agit, encore aujourd'hui, du « langage de l'action étatique » (1999, p. 3). Ainsi, l'intérêt national peut être compris comme étant un langage partagé qui permet aux acteurs étatiques (entres autres) de définir et de justifier leurs objectifs de politique étrangère (Weldes, 1999, p. 4). Dans une perspective constructiviste, Weldes soutient que le contenu de

l'intérêt national émerge des pratiques représentationnelles qui sont mises de l'avant pour rendre compréhensibles les différents acteurs et objets du système international (1996, p. 282). Selon l'auteure, les représentations du monde qui sont créées apparaissent souvent sous la forme d'arguments *quasi-causaux*. Ces arguments permettent d'établir quelles actions sont raisonnables et légitimes, justifiant ainsi une certaine définition de l'intérêt national. Il s'agit toutefois d'arguments quasi-causaux, car les relations et les chaînes causales qu'ils proposent ne sont pas nécessairement valides empiriquement (Weldes, 1999, p. 13). En effet, les représentations desquelles émerge l'intérêt national s'appuient sur des significations intersubjectives et culturellement établies, ce qu'on appelle l'*imaginaire sécuritaire* (Weldes, 1999, p. 10). Weldes donne les exemples de la théorie des dominos et de l'analogie de Munich qui ont légitimé et façonné de larges pans de la politique étrangère américaine au XXe siècle (1999, p. 99). L'analyse de la construction sociale de l'intérêt national permet donc de comprendre de manière plus critique ces raisonnements qui font appel au « bon sens » et au pragmatisme (Weldes, 1999, p. 105). Autrement dit, Weldes soutient que la banalité qui entoure certaines conceptions n'est pas le signe de vérités intrinsèques, mais que celles-ci sont plutôt le produit de la sédimentation de certains discours dans un contexte social donné. L'auteure s'emploie à prouver ce point en démontrant l'existence de nombreuses représentations qui concurrencent fréquemment les discours établis. Cet aspect est très intéressant dans le contexte du Printemps arabe où il a souvent été considéré que le pragmatisme est venu tempérer les tendances idéalistes du président Obama. En effet, cette approche permet de rendre intelligible le contexte sociohistorique au sein duquel une politique a été rendue possible.

Weldes postule que la construction de l'intérêt national relève de deux grandes dynamiques, l'articulation et l'interpellation. En premier lieu, l'articulation se réfère au processus par lequel divers éléments linguistiques sont liés ensemble pour créer des significations particulières (Weldes, 1996, p. 284). Différents termes et différentes idées sont ainsi amalgamés et associés à des institutions culturelles et des relations

sociales dans le cadre d'un contexte donné. Généralement, la façon dont ces nouvelles significations sont construites est régie par l'imaginaire sécuritaire, ce qui explique pourquoi l'intérêt national apparaît souvent comme allant de soi (Weldes, 1999, p. 98). Weldes donne des exemples typiques d'éléments linguistiques de l'imaginaire sécuritaire américain tels les termes « terrorisme », « défensif » et les analogies de « Munich » et de « Pearl Harbor » (1999, p. 98). Dans le domaine des relations internationales, ces articulations permettent aux acteurs de comprendre le système en fournissant une description de leur État, des autres États et des menaces (Weldes, 1996, p. 289). Il est important de noter que cette approche conçoit la construction de l'intérêt national comme un processus de négociation social continu (Weldes et Laffey, 2004, p. 29). Ainsi, les articulations sont susceptibles d'être construites différemment à l'aide d'actes de langage concurrents ou parallèles. En second lieu, l'interpellation définit le processus par lequel des individus sont appelés à se reconnaître dans une représentation qui leur est soumise (Weldes, 1999, p. 288). Ainsi, ce concept porte surtout sur la construction identitaire qui est sous-jacente aux différentes représentations. L'internalisation d'une représentation nécessite en premier lieu une reproduction fréquente des nouveaux éléments dans le contexte social. Le degré de familiarité des individus avec les différents concepts présentés constitue un facteur important dans ce processus. Weldes explique que l'interpellation est plus efficace lorsqu'elle opère des liens avec un imaginaire déjà bien ancré dans la société, car cela a souvent pour effet de conférer un caractère raisonnable et justifié à une nouvelle interprétation (1996, p. 282). En somme, les processus d'articulation et d'interpellation construisent des conditions et un environnement politique et social qui justifient des intérêts nationaux particuliers (1996, p. 282).

Finalement, Weldes considère que la meilleure façon d'effectuer l'analyse de ce phénomène est d'étudier les pratiques observables au niveau étatique puisque la formulation de l'intérêt national est avant tout l'apanage de l'État (Weldes, 1999, p. 11). Tuathail et Agnew vont même plus loin en soutenant que dans le contexte

américain, le président occupe le rôle de bricoleur en chef, c'est-à-dire un mélange entre un conteur et un leader spirituel (1992, p. 195). Dans le cas du Printemps arabe, la construction de l'intérêt national a été ardue considérant que les articulations ont souvent été contestées durant le processus décisionnel. Les discours ambigus émergeant de ce processus n'ont pas facilité l'interpellation de la population américaine et sa mobilisation autour d'une représentation « évidente » de l'identité américaine et de l'intérêt national. Dès lors, la construction d'intérêts nationaux divergents peut être comprise dans le contexte de ces articulations et interpellations concurrentes du Printemps arabe, de l'identité américaine et du lien qui les unit. Il convient d'analyser ce processus multiple pour comprendre les politiques de l'administration Obama. La méthodologie utilisée pour atteindre cet objectif sera détaillée dans la section qui suit.

Méthodologie

Les trois études de cas portant sur l'Égypte, la Libye et la Syrie ont été analysées à l'aide des outils méthodologiques inclus dans le cadre théorique de Jutta Weldes. À ce sujet, l'article qu'elle cosigne avec Mark Laffey, *Methodological Reflections on Discourse Analysis*, fournit une démarche plus approfondie (Weldes et Laffey, 2004). Weldes emploie l'analyse de discours pour étudier la construction de l'intérêt national. Ainsi, l'étude des représentations discursives permet de retracer les frontières du possible qui émergent de ce processus. De plus, comme la formulation de l'intérêt national a été sujette à une féroce compétition au sein de la Maison-Blanche, il a été nécessaire d'accorder beaucoup d'importance au processus décisionnel dans cette analyse. À cet égard, les réflexions d'Alex Mintz et de Carly Wayne issues de leur ouvrage intitulé *The Polythink Syndrome* ont été très pertinentes (2016). Ces derniers théorisent le concept de *polypensée* ou de la *pensée multiple* qui décrit un mécanisme décisionnel marqué par l'existence d'une pluralité d'opinions où les désaccords importants parmi les membres du groupe rendent difficile la prise de décision. En abordant les articulations discursives des conseillers du président non comme un

discours unifié, mais comme des discours concurrents, il a été possible d'avoir une meilleure compréhension de la compétition entre les représentations ayant contribué à définir l'intérêt national.

Les analyses de discours sont sujettes à débat au sein de la littérature (Milliken, 1999, p. 226). En effet, celles-ci sont souvent rejetées parce que les discours ne seraient que des outils servant à convaincre des auditoires à appuyer certaines politiques. Ils ne seraient donc pas représentatifs de l'intérêt national. Weldes réfute cette vision à l'aide de trois points. En premier lieu, les notions présentes dans les discours aident à comprendre comment certaines caractérisations de l'intérêt national sont acceptées au sein de la société. Même les discours les plus exagérés et les plus cyniques offrent de l'information sur le contexte culturel et politique à un moment précis (Weldes, 1999, p. 115). Ensuite, les recherches de Weldes sur la Guerre froide la pousse à conclure que même si de nombreux discours sont conçus pour convaincre des auditoires, le langage et les arguments qu'on y retrouve sont très similaires à ce qui est présent dans les documents secrets, dans les analyses académiques et même dans les conversations privées des dirigeants de l'époque (1999, p. 115-116). Autrement dit, les déclarations rhétoriques sont bien souvent représentatives de l'imaginaire sécuritaire. Finalement, la distinction entre la rhétorique et les « vrais » intérêts s'appuie sur des bases fragiles (1999, p. 116). Toute forme de langage, qu'il soit public ou privé, fait partie d'un processus cherchant à fournir des revendications et des justifications plausibles relativement à l'intérêt national. Dès lors, les différents discours qui sont présentés d'un auditoire à l'autre sont tous utiles pour bien comprendre le contenu de l'intérêt national tel qu'il est construit à un moment historique précis. Ces notions seront utiles pour comprendre la méthodologie de cette approche.

Weldes aborde l'analyse des discours avec une méthodologie qu'elle définit de la manière suivante : « we understand DA [Discourse Analysis] to entail the retrodution of a discourse through the empirical analysis of its realization in practices » (Weldes et Laffey, 2004, p. 28). La rétroduction (aussi appelée abduction) se réfère au type de

raisonnement qui consiste à inférer la meilleure explication à un phénomène observé (Sober, 2013, p. 28). Dans le cadre de son approche théorique, l'analyse de discours constitue donc un raisonnement à rebours permettant d'établir les structures qui sous-tendent des manifestations empiriques (Weldes et Laffey, 2004, p. 28). Plus précisément, il s'agit d'examiner les conditions du « possible » des diverses pratiques discursives.¹⁰ Au niveau méthodologique, cette approche est mise en œuvre en examinant conceptuellement et empiriquement les processus d'articulation et d'interpellation. On se rappellera que le premier de ces concepts se réfère à l'attribution de significations aux différents objets du système international ainsi qu'aux relations qui les lient. Il s'agit donc d'analyser ces pratiques représentatives en mettant l'accent sur les principales significations dans le discours (Weldes et Laffey, 2004, p. 29). Il faut ainsi relever les différentes définitions qui sont données à certains concepts contestés comme « démocratie » et « liberté ». Il est aussi important d'examiner les « chaînes de connotations », ce qui peut être effectué par l'analyse des attributs, des capacités et des relations qui représentent et lient les différents sujets dans un discours donné. Dans cette optique, Milliken suggère d'étudier les verbes, les adverbes et les adjectifs qui sont attachés aux noms communs (1999, p. 232). L'analyse d'éléments linguistiques signifiants dans le discours ouvre la porte à une meilleure compréhension des représentations qui sont véhiculées par les dirigeants.

L'interpellation se rapporte de façon générale à la construction identitaire. Il est possible d'étudier ce processus en analysant la position des différents sujets par rapport aux autres éléments dans les discours (Weldes et Laffey, 2004, p. 32). À cet égard, il est nécessaire d'identifier qui est l'auteur d'un discours donné et d'examiner comment ce dernier oriente ce discours pour intégrer des publics disparates au sein d'une même

¹⁰ En ce sens, l'objectif de ce mémoire n'est pas d'établir quels facteurs permettent d'expliquer les diverses décisions de politique étrangère des États-Unis durant le Printemps arabe. On rappelle qu'il s'agit plutôt d'analyser les pratiques discursives qui ont permis de construire des intérêts nationaux multiples et divergents dans le contexte étudié. La remise en contexte de ces pratiques permet ainsi de saisir la compréhension des événements et du rôle des États-Unis qui ont servi à justifier certaines actions plutôt que d'autres.

identité. Weldes donne comme exemple l'adoption par les dirigeants américains du terme « nous » qui, par son identification plutôt vague, permet d'atteindre cet objectif d'interpellation plus large (1999, p. 105). Ultimement, l'interpellation est complétée lorsque des individus s'identifient aux représentations présentes dans les discours qui leur sont soumis. Ce processus a le plus de succès lorsque des représentations précises concordent au moins en partie avec les compréhensions et les expériences déjà bien ancrées dans l'esprit des individus. Ces représentations finissent alors par apparaître comme relevant du « sens commun ».

Il est nécessaire de comprendre que la construction de l'intérêt national est un processus contesté socialement (Weldes et Laffey, 2004, p. 32). À cet égard, les auteurs présentés ici s'entendent pour dire que ce processus est éminemment politique et qu'il relève de luttes de pouvoir. Il ne s'agit donc pas seulement d'étudier les discours, mais plutôt de comprendre les relations entre pouvoirs et savoirs dans un contexte social donné (Milliken, 1999, p. 226). Comme il a été mentionné dans la section précédente, Weldes soutient que les membres de l'appareil étatique occupent une position privilégiée dans le processus de formulation de l'intérêt national. Dans le cas du Printemps arabe, la prise de décision a d'ailleurs été fortement centralisée au sein de la Maison-Blanche et du conseil de sécurité nationale. Dans ce contexte, ce sont les discours du président et des conseillers membres de cette institution qui ont été analysés. Ceci inclut le vice-président, le secrétaire d'État, le secrétaire du Trésor, le secrétaire à la Défense, le chef de cabinet, le chef d'État-Major des armées, le directeur de la C.I.A, le conseiller à la sécurité nationale ainsi que quelques autres conseillers de haut niveau. Ces individus exercent effectivement une influence considérable sur le processus de définition des intérêts américains. Pour chaque étude de cas, l'analyse des processus d'articulation et d'interpellation a été faite en deux temps. D'une part, les représentations concurrentes qui se sont opposées durant le processus décisionnel ont été analysées. D'autre part, les discours officiels justifiant la prise de décision (principalement ceux du président) ont été examinés à la lumière de ces représentations initiales.

Considérant les impasses décisionnelles ayant marqué le Printemps arabe, il est pertinent de commencer l'analyse par les discours officiels et les argumentaires véhiculés au sein de l'équipe de sécurité nationale. Les sources utiles pour ce travail proviennent des discours officiels; d'entrevues avec des journalistes; et des mémoires écrits par certains de ces conseillers. Étant donné le caractère récent des événements, il n'a toutefois pas été possible d'analyser des documents secrets ou confidentiels. Ces sources ont permis de retracer les représentations officielles et officieuses initiales de ces conseillers concernant les problématiques du Printemps arabe. Ces discours et commentaires ont été examinés en parallèle avec l'analyse de l'évolution du processus décisionnel. Concrètement, il s'agissait d'observer les dissensions entre les conseillers pour pouvoir ultérieurement analyser comment la compétition entre ceux-ci s'est traduite dans la définition finale de l'intérêt national. À ce sujet, l'ouvrage de Mintz et Wayne est utile pour comprendre les dynamiques décisionnelles lorsqu'une équipe de sécurité nationale est sujette à la pensée multiple. Ces auteurs notent que ce phénomène aboutit souvent au « syndrome » suivant : « it becomes virtually impossible for group members to reach a common interpretation of reality and common policy goals » (Mintz et Wayne, 2016, p. 14). Dans ce contexte, le rôle du président est capital. Celui-ci a d'ailleurs souvent été l'acteur durant le Printemps arabe qui aura mis fin à l'impasse et tranché le débat dans un sens ou un autre.

Une partie importante de cette recherche a ainsi porté sur l'analyse des discours du président. D'une part, celui-ci occupe une position particulière dans l'imaginaire américain relativement à la définition de l'intérêt national. D'autre part, considérant l'influence remarquable que celui-ci a exercée durant le processus décisionnel, les discours d'Obama contenaient des informations cruciales concernant les représentations qui avaient contribué à encadrer la prise de décision. La complexité et la richesse de ces discours étaient d'ailleurs révélatrices des tensions entre les diverses définitions de l'intérêt national. L'accent a été mis sur les discours à la nation du président qui pouvaient potentiellement être très influents dans la construction de

l'intérêt national en raison de leur auditoire élargi. Bien que secondaires, les autres discours, entrevues et témoignages ont aussi été analysés. Dans chacun des trois cas étudiés, ces méthodes ont permis de comprendre comment la toile discursive tissée par les décideurs américains a rendu possible la mise en œuvre de certaines politiques envers ces pays. Cette analyse a ensuite permis de mettre en relief les tensions entre les différents discours articulés d'un cas à l'autre ou même envers un même enjeu, permettant ainsi de comprendre la mise en place de ces politiques variées durant le Printemps arabe.

Structure du mémoire

Ce mémoire est divisé en trois chapitres. Le premier porte sur la décision du gouvernement américain de faire des pressions sur le régime égyptien pour qu'une transition politique ait lieu dans ce pays. Débutant avec les premières manifestations en Égypte le 25 janvier 2011 et se terminant avec le départ du dictateur Hosni Moubarak le 11 février 2011, cette analyse démontrera comment la construction de l'intérêt national a évolué de l'importance du maintien de l'alliance avec le régime à la pertinence d'appuyer les revendications des manifestants. Le gouvernement égyptien a d'abord été représenté comme le meilleur rempart pour protéger la sécurité et les intérêts américains. Avec l'aggravation de la crise, le président a cependant mis de l'avant un discours cosmopolite selon lequel les intérêts du peuple égyptien étaient complémentaires aux intérêts américains. Finalement, la transition politique aura été représentée comme une meilleure façon de mettre fin à l'instabilité et de préserver les intérêts américains. La tension entre le discours cosmopolite du président et le langage de l'intérêt national spécifiquement américain sera mise en relief.

Dans le second chapitre, il sera question de la décision de l'administration Obama de participer à une intervention militaire, humanitaire et multilatérale pour protéger les Libyens contre les forces de sécurité du chef d'État Mouammar Kadhafi. Cette analyse portera sur la période allant du 15 février 2011 au 31 mars 2011, date où les États-Unis

remirent les rênes de l'opération militaire à l'OTAN. Il sera souligné que les actions du régime libyen ont été définies comme une menace pour la sécurité commune des États-Unis et de leurs alliés. De plus, l'articulation du langage de l'exceptionnalisme américain a renforcé l'argument selon lequel la protection des Libyens était dans l'intérêt national. Ce discours entraine cependant en contradiction avec la construction identitaire cosmopolite mise de l'avant en Égypte et selon laquelle les États-Unis allaient dorénavant agir avec humilité à l'international. La tension entre ces discours dévoile un contexte discursif permissif quant à une possible réaffirmation de la primauté de certains intérêts américains au détriment de la défense des revendications des manifestants arabes.

Le troisième chapitre porte sur la construction de l'intérêt national en Syrie où il a été jugé qu'il n'était pas approprié d'intervenir pour protéger les opposants au régime de Bachar al-Assad, que ce soit militairement ou en leur fournissant des armes. Les articulations discursives du président et de ses proches conseillers font des parallèles avec les échecs de l'intervention en Irak. Elles dépeignent un monde où la mondialisation a accentué la complexité des enjeux et augmenté l'incertitude relativement aux conséquences imprévues qui peuvent résulter des actions américaines. Le discours de l'exceptionnalisme américain semble alors contredit par cette perception de l'impuissance américaine. Cette analyse couvrira la période du 15 mars 2011 au 14 septembre 2013, c'est-à-dire du début des manifestations jusqu'à la fin de la crise associée à l'utilisation d'armes chimiques par le régime d'Assad.

CHAPITRE I

L'INTERNATIONAL EST NATIONAL : L'ADOPTION STRATÉGIQUE D'UN DISCOURS COSMOPOLITE DURANT LA RÉVOLUTION ÉGYPTIENNE

Dans ce premier chapitre, il sera question de la construction de l'intérêt national des États-Unis vis-à-vis le soulèvement populaire en Égypte.¹¹ Entre le début de la crise et la chute du président égyptien dix-sept jours plus tard, l'administration Obama est progressivement passée d'une position d'appui envers le régime de Moubarak à l'exigence que ce dernier soit écarté pour que des réformes démocratiques aient lieu (1.1). Deux constructions concurrentes de l'intérêt national ont encadré l'élaboration de l'approche américaine qui a continuellement valsé entre le désir d'observer une transition démocratique et la volonté de ménager un vieil allié des États-Unis (1.2). D'une part, certains conseillers ont représenté le régime égyptien comme un rempart contre le chaos révolutionnaire et l'incertitude en matière sécuritaire. Il aurait donc été nécessaire de préserver le statu quo politique au Caire. D'autre part, les aspirations des manifestants ont été comparées avec l'expérience américaine et représentées comme étant universelles conformément à une vision cosmopolite mettant de l'avant l'idée d'une humanité commune. Selon cette représentation, appuyer le mouvement populaire égyptien aurait été dans le « bon sens de l'histoire » et aurait favorisé la stabilité et la paix en Égypte. Le président Obama est finalement venu trancher le débat en soutenant qu'une transition politique permettrait de répondre aux aspirations des Égyptiens et de mettre fin à la violence. Cependant, un tel processus devait aussi inclure la préservation des accords sécuritaires préexistants. Cette double construction de l'intérêt national permet de comprendre l'hésitation et la confusion dont la position américaine a été empreinte. De plus, malgré l'équivalence déclarée entre les intérêts américains et les intérêts des Égyptiens, la tension présente dans le double discours de l'administration

¹¹ L'analyse portera sur l'intervalle allant du 25 janvier 2011 au 11 février 2011, soit entre le début du soulèvement populaire et l'abandon du pouvoir par Moubarak.

Obama soulève des questions quant aux limites qui encadrent l'objectif d'appuyer les mouvements populaires du Printemps arabe.

1.1 La prise en compte de la société égyptienne, une réorientation de la politique sécuritaire américaine

Cette première partie vise à analyser les paramètres de l'intérêt national américain envers l'Égypte et le soulèvement populaire de 2011. À cette fin, il convient tout d'abord de revenir sur la relation spéciale que les États-Unis entretenaient avec le régime au Caire, puis d'explorer comment Washington a abandonné cette politique pour favoriser une transition politique durant le Printemps arabe égyptien (1.1.1). Ensuite, il conviendra d'interpréter l'intérêt national derrière cette approche fluctuante non comme la conséquence de contraintes restrictives, mais plutôt comme l'aboutissement d'une construction sociale influencée par des compréhensions concurrentes des enjeux associés aux événements (1.1.2).

1.1.1 L'abandon d'un vieil allié au Caire et l'adaptation au Printemps arabe

Le 25 janvier 2011, les Égyptiens descendaient dans la rue pour réclamer la chute du régime d'Hosni Moubarak. L'événement n'était pas anodin dans l'histoire de l'Égypte, un pays reconnu pour sa stabilité politique (Vandal et Aoun, 2013, p. 101). À de nombreux égards, Washington avait contribué, depuis les années 1970, à la robustesse de ce régime en lui fournissant une aide importante au niveau économique et militaire. Cette relation spéciale avait pris son envol après la guerre du Kippour qui opposa des pays arabes à Israël en 1973. Le président Anouar el-Sadate avait alors cherché à se rapprocher des États-Unis dans le but de faire la paix avec Israël et de donner un

nouveau départ à son pays (Vandal et Aoun, 2013, p. 107). Comblés par le succès de l'opération, les deux gouvernements ont par la suite continué à développer une collaboration très étroite. Les États-Unis ont ainsi investi au fil des ans des milliards de dollars en Égypte (Hassan, 2013, p. 15). En retour, Sadate, puis Moubarak ont préservé l'accord de paix avec Israël, appuyé les politiques américaines dans la région et octroyé aux États-Unis un accès prioritaire au canal de Suez et à l'espace aérien égyptien (Mann, 2012, p. 260). À bien des niveaux, la relation américaine avec l'Égypte était emblématique de la politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient. Adhérant à la notion fermement implantée dans l'imaginaire sécuritaire américain selon laquelle il était impératif d'assurer les intérêts sécuritaires et économiques du pays, les différentes administrations ont constamment priorisé le maintien de bonnes relations avec le régime égyptien sur toute autre considération. Le soulèvement populaire de 2011 a cependant forcé le gouvernement américain à réévaluer les assises de ce parti pris.

Lors de son discours sur l'état de l'Union du 25 janvier 2011, Barack Obama avait applaudi l'élan de liberté de la population tunisienne qui leur avait permis de renverser leur dictateur. Il avait ensuite donné son appui aux « aspirations démocratiques de tous les peuples » (Obama, 2011b). Les semaines suivantes ont réellement testé la validité de cet engagement alors que l'Égypte s'enfonçait dans le même genre de troubles.¹² Donnant la première déclaration officielle sur la situation en Égypte, Hillary Clinton a rapidement déclaré que les États-Unis soutenaient les droits fondamentaux d'expression et de rassemblement et que son administration exhortait les partis à éviter la violence (Clinton, 2011b). Néanmoins, la secrétaire d'État a aussi ménagé la relation avec le régime égyptien en assurant que ce gouvernement était stable (Clinton, 2011b). Deux jours plus tard, le vice-président Joe Biden déclarait dans une entrevue qu'il

¹² Historiquement, les présidents américains ont presque toujours défendu des idéaux démocratiques dans leurs discours (Forsythe, 2012). Toutefois, ces professions de foi n'ont jamais eu d'impacts concrets sur les paramètres de l'alliance avec le régime égyptien (Hassan, 2013). Depuis la fin de la Guerre froide, les alliances avec des régimes autocratiques dans la région ont toutefois été plus souvent critiquées (Fabbrini et Yossef, 2015, p. 66).

connaissait bien Hosni Moubarak, qu'il ne le considérait pas comme un dictateur et qu'il n'avait pas à entamer une transition (Biden, 2011). Ainsi, l'un des réflexes initiaux de l'administration Obama a été de consolider la stabilité du régime égyptien en insistant sur sa légitimité et sa capacité à répondre adéquatement à la situation.

Outre ces déclarations, les membres de l'administration Obama furent relativement muets durant les premiers jours de manifestations qui avaient lieu en Égypte (Mann, 2012, p. 261). La position américaine commença à évoluer le 28 janvier alors que ce jour-là, des images troublantes avaient montré la répression violente des manifestants qui étaient sortis dans les rues par dizaines de milliers. Rassemblés dans la salle de crise (situation room), le président et ses conseillers observèrent la réaction télévisée de Moubarak qui annonçait la démission de ses ministres sans toutefois envisager de céder le pouvoir. Sur le terrain, cette déclaration fut accueillie avec indignation par les Égyptiens qui ont surtout retenu le ton paternaliste du président (Sanger, 2013, p. 292). L'équipe de sécurité nationale du président était alors complètement divisée sur la marche à suivre. Les conseillers à la sécurité nationale adjoints Ben Rhodes et Denis McDonough, le conseiller à la Sécurité intérieure John Brennan ainsi que Samantha Power, du département d'État, insistaient sur l'importance d'appuyer les manifestants et à l'inverse, la secrétaire d'État Hillary Clinton, le vice-président Joe Biden, le secrétaire à la défense Robert Gates et le conseiller à la sécurité nationale Thomas E. Donilon, des membres plus aguerris de l'establishment de politique étrangère, conseillaient de maintenir le lien de confiance avec Moubarak (Gates, 2014; Sanger, 2013, p. 291). On décida alors de demander au régime d'instaurer des réformes, sans pour autant évoquer le moindre vacillement du support américain (Mann, 2012, p. 262).

Obama trouva très peu d'écho à ces demandes dans sa conversation téléphonique avec le président Moubarak (Sanger, 2013, p. 292). La décision fut prise d'accroître la pression sur le régime égyptien. Le jour même de la rencontre des hauts conseillers, le porte-parole d'Obama, Robert Gibbs annonçait que l'armée égyptienne avait été avisée que l'assistance américaine à son endroit serait réévaluée en fonction de la tournure des

événements dans les jours suivants (Indyk *et al.*, 2012b, p. 145). Compte tenu de la relation historique et durable entre les armées des deux pays, il s'agissait d'un message accablant pour le régime égyptien. En soirée, le président Obama donna un discours dans lequel il exigeait des réformes « politiques, sociales et économiques » (2011c).

Les États-Unis poursuivirent dans la même voie et décidèrent, le lendemain, de demander qu'une transition ordonnée ait lieu en Égypte. Le plan qui avait été approuvé par Obama pour atteindre cet objectif prévoyait la nomination d'un vice-président (Omar Souleiman) qui superviserait la tenue d'élection en septembre 2011 (Indyk *et al.*, 2012b, p. 146). Ce scénario a cependant rapidement été considéré de plus en plus improbable en raison de l'accélération toujours croissante de la pression populaire en Égypte (Clinton, 2014). Dans ce contexte, les États-Unis semblaient être à la traîne des événements avec leur soutien public à une transition ordonnée sans exigence du départ du président égyptien (Sanger, 2013, p. 294). Le 1^{er} février, les conseillers se rencontrèrent à nouveau pour mettre à jour la position américaine. La vieille, l'émissaire américain Frank Wisner avait échoué à obtenir des réformes importantes et la garantie qu'il y aurait une réelle transition démocratique de la part de Moubarak (Clinton, 2014). Au même moment que se réunissait l'équipe de sécurité nationale, le président égyptien promit dans une allocution télévisée de tenir des élections et de ne pas s'y présenter. Les Égyptiens dans les rues considéraient cependant que les termes de cette transition n'étaient pas suffisants (Mann, 2012, p. 262).¹³ Insatisfait, Obama choisit de demander une transition immédiate de la part du chef d'État égyptien. La décision du commandant en chef venait ainsi rompre une entente vieille de plusieurs décennies entre les États-Unis et Moubarak. Obama avait été conforté dans sa décision par quelques garanties données par l'armée égyptienne qui avait déclaré la vieille qu'elle allait respecter la liberté d'expression pacifique (Indyk *et al.*, 2012b, p. 145).

¹³ Cette transition était perçue par plusieurs comme étant seulement cosmétique, car Moubarak n'avait pas levé l'état d'urgence en place depuis 1982. De plus, celui-ci pourrait toujours s'assurer de déterminer ses successeurs et de contrôler le gouvernement à partir des coulisses (Mann, 2012, p. 263)

En Égypte, les appuis de Moubarak continuaient à s'effriter rapidement, notamment en raison de la bataille de la Place Tahrir du 2 février où des loyalistes du président à dos de chameaux s'attaquèrent aux manifestants (Sanger, 2013, p. 297). À ce stade, la position officielle des États-Unis semblait toujours confuse alors que des messages contradictoires étaient envoyés par différents membres de l'administration. À la conférence de Munich, Clinton avait affirmé que la transition serait longue et compliquée et l'envoyé spécial en Égypte, Frank Wisner, avouait sa préférence pour une transition supervisée par Moubarak (Clinton, 2011e; Lizza, 2011). Furieux, le président Obama fit savoir que la déclaration de Wisner ne reflétait pas la position de la Maison-Blanche (Fabbrini et Yossef, 2015, p. 67). Dans les jours qui suivirent, l'administration Obama relayait le message qu'elle ne souhaitait pas voir le président égyptien garder quelconque emprise sur le pouvoir dans l'intermède précédant la transition à venir (Mann, 2012, p. 268). De plus en plus isolé, à l'international comme au sein de son gouvernement, Hosni Moubarak abandonna finalement Le Caire le 11 février, marquant ainsi le triomphe présumé de la révolution égyptienne.

La position américaine envers le soulèvement égyptien a constamment fluctué au cours des trois semaines qu'ont duré les manifestations, celle-ci ayant évolué de la façon suivante : le maintien de l'appui à Moubarak; la demande de réformes au régime; l'exigence qu'une transition commence sur-le-champ; le refus que le président égyptien conserve le pouvoir dans l'attente d'une transition politique. On constate ainsi une évolution prudente, et parfois hésitante, de la position américaine vers l'appui des revendications des manifestants. Le président a été déterminant dans ce cheminement alors qu'il a été l'acteur qui a mis un terme aux débats en amenant continuellement la position américaine vers plus de fermeté envers le gouvernement égyptien. Cette décision représentait un changement dramatique dans le contexte historique de la politique étrangère américaine (Arena, 2017, p. 11). Cependant celle-ci ne venait pas modifier outre mesure les objectifs sécuritaires poursuivis par les États-Unis. Ainsi, tout au long des événements, le gouvernement américain a toujours maintenu le contact

avec l'institution militaire égyptienne avec laquelle il travaillait pour qu'elle puisse préserver ses assises politiques et assurer la stabilité dans le pays. On observe donc un intérêt national complexe qui a évolué au fil des nouveaux développements en Égypte.

1.1.2 L'articulation officielle de l'intérêt national : le maintien de la stabilité par la démocratisation

L'approche théorique de Weldes consiste à retracer comment le « discours orthodoxe » de l'intérêt national a été rendu possible (1996, p. 295). Lorsque l'on observe le processus décisionnel par rapport à l'Égypte, il n'est pourtant pas certain qu'il ait existé un consensus suffisant autour de l'intérêt national pour qu'il soit question d'un discours de ce type concernant les enjeux du Printemps arabe égyptien et les contraintes qui régissaient les États-Unis. Il n'en demeure pas moins que le concept d'intérêts américains a continuellement été perpétué, que ce soit dans les discours officiels ou dans les commentaires de politique étrangère. Avant d'analyser plus en profondeur ces dissensions, il convient donc de mettre en relief les éléments qui se rapprochent le plus d'un « discours orthodoxe » dominant dans le cas de l'Égypte.

Il est généralement admis que les États-Unis ont poursuivi des objectifs démocratiques et sécuritaires en Égypte (Huber, 2015a, p. 68; Indyk *et al.*, 2012b, p. 146). Il a été constaté dans la section précédente que les États-Unis ont finalement penché en faveur d'une transition ordonnée qui permettait de maintenir la stabilité dans le pays et dans la région. Cette approche a été présentée comme étant dans l'intérêt national américain, car elle permettait de mettre fin à l'escalade de la violence et elle ouvrait la porte à une meilleure relation avec l'Égypte et sa population (Mann, 2012, p. 267). Il serait alors possible de rebâtir sur des bases plus solides la coopération entre les deux pays qui permettait d'assurer la stabilité dans la région. Clinton expliquait ainsi l'objectif des États-Unis alors que les manifestations étaient toujours en cours :

The challenge is to help our partners take systematic steps to usher in a better future where people's voices are heard, their rights respected, and their aspirations met. [...] It is a strategic necessity. Without genuine progress toward open and accountable political systems, the gap between people and their governments will only grow, and instability will only deepen. (Clinton, 2011e)

Cette définition claire de l'intérêt national ne semble néanmoins pas s'être transposée aisément dans les pratiques des États-Unis au moment des soulèvements égyptiens. Ainsi, l'administration Obama a commencé par réitérer son support au régime de Moubarak pour finalement, après de nombreux messages contradictoires, appuyer une transition démocratique incluant le départ du président égyptien.

Dans plusieurs analyses et commentaires sur la question, l'approche hésitante des États-Unis a été interprétée, non comme une tergiversation autour de l'intérêt national, mais comme une adaptation pragmatique à des contraintes systémiques. L'administration Obama aurait d'abord soutenu le régime de Moubarak pour maintenir la stabilité, puis elle aurait conclu qu'une transition politique servirait mieux cet objectif (Arena, 2017, p. 6). Huber explique que les pressions immenses exercées par le peuple égyptien avaient rendu impossible la vieille stratégie consistant à ne pas exiger de réformes démocratiques au régime égyptien à la faveur du maintien d'une bonne relation avec celui-ci (2015a). Plus largement, l'intérêt national dictant l'abandon de Moubarak en Égypte est souvent compris dans le contexte du déclin de la puissance américaine. Les États-Unis n'auraient pas eu la capacité d'influencer à leur guise la situation, ce qui les aurait poussés à continuellement s'ajuster à l'évolution des événements sur le terrain pour préserver leurs intérêts (Gerges, 2013, p. 307; Guerlain, 2014, p. 487; Kagan, 2012). De surcroît, l'hésitation des décideurs américains est aussi souvent interprétée comme ayant été causée par des contraintes internes alors que certains éléments du Congrès et de certaines institutions bureaucratiques avaient des réticences à appuyer l'abandon d'une vieille tradition de politique étrangère dans le contexte où cela mettait en danger les intérêts américains dans la région (Fabbrini et Yossef, 2015; Huber, 2015a).

Toutefois, les dissensions au sein de l'équipe de sécurité nationale démontrent que des discours alternatifs ont été articulés sur la signification des événements de 2011. Les deux groupes de conseillers offraient ainsi des visions complètement différentes des enjeux et de l'intérêt national. Les plus jeunes conseillers insistaient sur l'importance pour Obama de ne pas se retrouver du « mauvais côté de l'histoire » et à contrario des aspirations de la population égyptienne (Gates, 2014; Sanger, 2013, p. 291). À l'inverse, Biden, Gates, Clinton et Donilon contestaient la notion qu'il était possible de déterminer à l'avance le bon côté de l'histoire en rappelant les dangers d'une transition chaotique qui pourrait menacer les intérêts primordiaux des États-Unis (Clinton, 2014; Gates, 2014). Dans ce contexte, l'approche hésitante et fluctuante des États-Unis envers la révolution égyptienne pourrait aussi être comprise comme ayant été élaborées à la mesure de représentations contradictoires de l'enjeu égyptien. Plutôt que de conclure sur les effets restrictifs de contraintes systémiques, il convient d'analyser le processus décisionnel et d'étudier comment les représentations discursives concurrentes se sont appuyées sur l'imaginaire sécuritaire, permettant ainsi d'appréhender et de définir le Printemps arabe égyptien, les États-Unis et les contraintes auxquelles ils faisaient face. Par ce travail, il sera possible de comprendre comment l'enjeu égyptien a été construit comme une situation où les États-Unis n'avaient d'autre choix que d'appuyer une transition politique.

1.2. Les représentations discursives d'une équipe de sécurité nationale divisée

Les soulèvements populaires en Égypte sont venus briser le statu quo politique dans ce pays et forçaient les dirigeants américains à évaluer si l'intérêt national de leur pays demeurerait le même à la faveur de ces nouveaux développements. La forte opposition entre les conseillers rappelle comment Obama avait choisi d'instaurer ce qu'on appelle un « cabinet de rivaux » qui pouvait offrir une plaidoirie multiple au président (David,

2015, p. 931; Fabbrini et Yossef, 2015, p. 76). Tout au long du processus décisionnel, ces deux groupes ont offert au commandant en chef une vision complètement différente des événements. Un tel phénomène est concordant avec les symptômes du syndrome de la polypensée. Dans ce contexte, la définition de l'intérêt national devient effectivement compliquée, nécessitant une intervention proactive du président (Mintz et Wayne, 2016, p. 14). C'est d'ailleurs la position que prendra Obama en écoutant tous les points de vue pour ensuite trancher et prendre une décision. Les arguments présentés par les conseillers sont tout de même très importants, car en donnant leur compréhension des événements et des intérêts américains, ils ont pu influencer la construction de diverses trames narrative concernant ces enjeux.

Afin de comprendre comment le président Obama en est arrivé à la conclusion qu'une transition politique en Égypte était dans l'intérêt national américain, il est donc nécessaire d'analyser les articulations et les interpellations émises par le président et ses conseillers relativement à la situation égyptienne et à l'identité des États-Unis dans ce contexte. Il sera observé que deux groupes de représentations ont permis la construction d'intérêts nationaux différents. En premier lieu, la révolution égyptienne a été articulée, notamment par Gates et Clinton, comme étant chaotique et dangereuse pour les États-Unis, ce qui dictait de maintenir le soutien à Moubarak (1.2.1). Néanmoins, l'ouverture cosmopolite à un mouvement universel et progressiste a été au cœur des discours du président et des décisions initiales voulant que l'Égypte soit poussée à mettre en place des réformes (1.2.2). Une attention particulière sera octroyée aux articulations du président puisqu'il a été très influent dans le processus décisionnel.

1.2.1 Le Printemps arabe égyptien, une révolution chaotique

Dès la première rencontre de l'équipe de sécurité nationale, Clinton, Biden, Donilon et Gates (par l'intermédiaire de Donilon) ont défendu une approche prudente envers la

situation égyptienne, déconseillant au président d'être trop exigeant envers Moubarak et son régime. Ceux-ci affichaient de la réserve plutôt que de l'enthousiasme envers le changement réclamé par les manifestants égyptiens, car ils associaient les événements en cours à d'autres moments historiques semblables qui avaient nui aux États-Unis. Trois représentations importantes ont été employées dans ce discours, celles-ci se rapportant à la nature des manifestations, du régime de Moubarak et de l'identité des États-Unis.

Gates et Clinton ont abondamment utilisé de qualificatifs chargés pour décrire les événements en Égypte tels « uncharted waters » (Gates, 2014), « intensely complex situation » (Clinton, 2011c), « volatile situation » (Clinton, 2011d) et « a surprise [...] damnably hard to predict » (Gates, 2014). En représentant la situation comme étant imprévisible et complexe, ces conseillers estimaient qu'une certaine notion de danger caractérisait le phénomène. Ainsi, Gates utilise des analogies historiques pour articuler ensemble les éléments linguistiques de *révolutions* et d'*extrémistes* :

The history of revolutions is not a happy one. Most often repressive authoritarian governments are swept out, and power ends up in the hands not of moderate reformers but of better-organized and far more ruthless extremists - as in France in 1793 (the Reign of Terror), Russia in 1917 (the Bolsheviks), China in 1949 (Mao), Cuba in 1959 (Castro), and Iran in 1979 (Ayatollah Khomeini). (Gates, 2014)

À la conférence de Munich, quelques jours avant la chute de Moubarak, Clinton a continué de véhiculer cette représentation en soulignant comment les révolutions peuvent être détournées par des forces extrémistes, violentes et fourbes :

It can be chaotic. [...] Revolutions have overthrown dictators in the name of democracy only to see the political process hijacked by new autocrats who use violence, deception, and rigged elections to stay in power or to advance an agenda of extremism. (Clinton, 2011e)

L'argument quasi-causal qui est invoqué est donc simple : les transitions révolutionnaires ont souvent des conséquences catastrophiques qui occasionnent l'émergence de menaces graves pour les États-Unis.

Ce genre de représentation n'est pas nouvelle, celle-ci puisant abondamment dans un imaginaire sécuritaire datant de la Guerre froide. Gates a d'ailleurs souvent recours à des analogies se rapportant à cette époque. En particulier, les révolutions russes et cubaines sont représentées ici comme des cas de mouvements populaires qui ont mené à l'établissement de gouvernements agressifs et antagonistes aux États-Unis. Durant la Guerre froide, les soulèvements populaires étaient généralement perçus comme des révolutions initiées par l'URSS dans le cadre de son « expansionnisme hostile et totalitaire » (Weldes, 1996, p. 295-301). De nos jours, les discours pessimistes concernant les révolutions populaires vont plutôt s'appuyer sur des représentations du monde comme un endroit qui, même après la chute du bloc communiste, demeure dangereux (Rowley et Weldes, 2012, p. 189). Alors que l'accent est mis sur les menaces transnationales et les « États voyous » dans les années 90, on insiste plutôt sur la menace terroriste à la suite des attentats du 11 septembre 2001 (Kane, 2003). Dans ce contexte, il est courant de faire appel à ces représentations pour articuler la menace que pose un potentiel détournement des révolutions par ces forces hostiles. Ainsi, l'emploi d'expressions de « ruthless terrorists » par Gates n'est pas si éloigné de ce qu'articule George W. Bush lorsqu'il parle de terroristes « barbares », « fanatiques », « lâches », « prédateurs » et « totalitaires » (Bush, 2001a, 2001b, 2005).

Ensuite, la représentation du Printemps arabe comme une potentielle menace dans un monde dangereux affecte aussi l'identité qui est accolée au régime de Moubarak. Dans le contexte où le Moyen-Orient est perçu comme une région volatile et sensible, le régime égyptien est représenté de manière positive, celui-ci ayant historiquement permis de préserver la paix avec Israël et d'empêcher « la tourmente, la violence et les morts » au Moyen-Orient (Clinton, 2011d). De même, le régime autoritaire est présenté comme un rempart contre le risque que l'Égypte soit contrôlée par des groupes hostiles

aux États-Unis. Le président Obama reproduit lui aussi ce genre de représentations dans ses discours : « The United States has a close partnership with Egypt and we've cooperated on many issues, including working together to advance a more peaceful region » (Obama, 2011c). On remarque donc que le président adhère au moins en partie aux arguments défendus par son secrétaire à la Défense et sa secrétaire d'État.

Finalement, les États-Unis sont représentés comme une nation qui doit se défendre contre les menaces internationales. Historiquement, les membres de l'exécutif américain ont eu tendance à représenter les États-Unis comme le « leader » « non agressif » du « monde libre » à l'inverse de l'URSS ou des terroristes qu'on identifiait alors comme les « autres hostiles » qui étaient issus d'un monde dangereux pour les Américains (Weldes, 1996, p. 295-301). Clinton a souvent répété comment les États-Unis devaient toujours défendre leur sécurité et leurs intérêts dans le monde actuel :

Because, ultimately, my job, the President's job, is to protect the security and the interests of the United States. [...] I mean that's the world in which we live. (Clinton, 2011f)

L'intérêt national américain qui résultait de ces représentations était donc clair, la nation américaine avait la « responsabilité » de « défendre résolument » la « stabilité » du pays pour assurer sa sécurité et ses intérêts économiques. C'est dans ce contexte que la coopération avec le gouvernement autocrate égyptien a continuellement été considérée comme précieuse. Clinton est claire à ce sujet dans ses mémoires :

Many of the same national security interests that had led every previous administration to maintain close ties with Mubarak remained urgent priorities. Iran was still attempting to build a nuclear arsenal. Al Qaeda was still plotting new attacks. The Suez Canal remained a vital trade route. Israel's security was as essential as ever. Mubarak had been a partner in all these areas, despite anti-American and anti-Israeli sentiments among his own people. His Egypt served as a linchpin of peace in a volatile region. (Clinton, 2014)

Les États-Unis sont représentés comme étant forcés de maintenir des relations avec des régimes autoritaires, car le système international demeure un endroit menaçant pour sa sécurité et son économie. Ces trois représentations; des révolutions comme une menace déstabilisante, du régime de Moubarak comme un allié loyal et utile et des États-Unis comme un pays qui doit défendre sa sécurité; impliquent que l'intérêt national est de ne pas favoriser une transition politique en Égypte.

Le président semble aussi influencé par ces représentations, celui-ci soulignant régulièrement l'importance de maintenir la paix durant les manifestations :

At the same time, those protesting in the streets have a responsibility to express themselves peacefully. Violence and destruction will not lead to the reforms that they seek. (Obama, 2011c)

De même, il déclare le 1^{er} février que des jours difficiles attendent l'Égypte (Obama, 2011d). Malgré ces mises en garde, on remarque toutefois un penchant pour le scénario du changement dans les discours du président : « Now, going forward, this moment of volatility has to be turned into a moment of promise » (Obama, 2011c). Cette citation résume bien comment les États-Unis espèrent pouvoir manœuvrer pour obtenir un changement positif en Égypte, même si cela comporte de grands risques. En effet, le président a en majeure partie déployé une rhétorique optimiste envers les événements.

1.2.2 Se positionner du bon côté de l'histoire, une approche cosmopolite

En évoquant le bon côté de l'histoire, les plus jeunes conseillers se rapportaient à tout un imaginaire lié à certains idéaux des États-Unis en matière de droits humains et de démocratie. Dans ses mémoires, Clinton décrit comment ces conseillers, McFaul, Power, McDonough, Brennan et Rhodes, s'identifiaient aux aspirations des manifestants et comment ils étaient pris d'une certaine exaltation envers les promesses

du mouvement (2014). Même si elle souligne surtout les dangers d'une transition politique, la secrétaire d'État inscrit elle aussi les événements en Égypte dans la trame narrative du réveil de la population égyptienne qui se lève pour demander ses droits :

Indeed Americans of all ages and political stripe were moved by the sight of people so long repressed finally demanding their universal human rights, and repulsed by the excessive force the authorities used in response. I shared that feeling. It was a thrilling moment. (Clinton, 2014)

Il s'agit d'une représentation très enthousiaste du mouvement égyptien. Concernant les déclarations de ce type, le président Obama a sans aucun doute été le plus prolifique.

Le premier discours que donna Obama eut lieu le 28 janvier 2011, la journée où les manifestants égyptiens avaient été réprimés violemment par les forces de l'ordre. Dans celui-ci, le président identifie de manière concise la signification de différents objets qu'il associe au phénomène observé, contribuant ainsi à construire la trame narrative qui servira de fondation à la définition de l'intérêt national. Cette courte citation est représentative d'une part importante de sa vision :

I believe that the Egyptian people want *the same things that we all want* - a better life for ourselves and our children, and a government that is fair and just and responsive. Put simply, the Egyptian people want *a future that befits the heirs to a great and ancient civilization*. (Obama, 2011c)

Lorsque le président soutient que les Égyptiens veulent « une meilleure vie » pour leur « avenir », il énonce clairement qu'il perçoit les événements des jours précédents comme un mouvement progressiste qui vise à améliorer la société égyptienne. En interprétant les motivations des Égyptiens de la sorte, Obama choisit de caractériser ce mouvement de manière foncièrement positive et dès lors de l'ancrer dans la légitimité. Par ailleurs, on remarque que le peuple égyptien est décrit de manière élogieuse, celui-ci étant en quête d'un futur qui sied aux descendants d'une grande civilisation.

Ensuite, le progrès à atteindre est associé à l'obtention d'un gouvernement juste et ouvert. Le président explique ainsi que les contestations en Égypte sont le résultat de : « griefs qui se sont accumulés avec le temps », notamment en raison d'une certaine stagnation au niveau économique, social et politique dans le pays (Obama, 2011c).¹⁴ Dans ce constat, il est implicite que le régime de Moubarak représente le frein à l'amélioration du sort de sa population. Dans son discours du 19 mai 2011 où il avait exprimé sa vision du Printemps arabe, Obama avait été clair à ce sujet :

It's the same kind of humiliation that takes place every day in many parts of the world - the relentless tyranny of governments that deny their citizens dignity. (Obama, 2011o)

Finalement, le président inscrit cette quête pour un gouvernement juste et responsable dans l'universalisme. Il déclare ainsi que les aspirations des Égyptiens sont partagées par tout le monde. Le président résume sa conception empathique du Printemps arabe égyptien et du rôle des États-Unis de la façon suivante :

The people of Egypt have rights that are *universal*. That includes the right to peaceful assembly and association, the right to free speech, and the ability to *determine their own destiny*. *These are human rights*. And the United States will *stand up for them everywhere*. (Obama, 2011c)

L'idée des droits universels n'est pas novatrice dans l'histoire américaine. Toutefois, cette notion a pour la plupart du temps été présentée conjointement avec le particularisme des valeurs américaines, comme ce fut le cas durant la présidence de George W. Bush (Kane, 2003, p. 783). Dans cette articulation, Obama s'éloigne toutefois du patriotisme paroissial et se rapproche plutôt d'une vision cosmopolite.¹⁵

¹⁴ « In the absence of these reforms, grievances have built up over time ».

¹⁵ Le dernier président à avoir mis la notion des droits universels au cœur de sa politique étrangère est Jimmy Carter. Cette politique avait notamment été mise de l'avant dans le sillon de la fin de la guerre du Vietnam et venait du président qui avait fait le discours du « malaise » concernant la crise de confiance

Dans l'histoire américaine, ce concept est surtout associé aux idées du siècle des Lumières et aux principes fondateurs de la Révolution américaine selon lesquels les humains partagent des droits universels qui vont au-delà de l'expérience nationale américaine (Forsythe, 2011, p. 769).

Ainsi, Obama utilise la quête de « droits fondamentaux » (liberté, démocratie, etc.) comme un pont qui permet de lier l'identité américaine à l'identité des Égyptiens et par extension à toutes les populations mondiales. Cette représentation est complémentaire à la description élogieuse qui est faite des Égyptiens et de leur combat. Plusieurs auteurs soulignent en ce sens que la construction identitaire ne s'opère pas toujours en opposition à des « autres » hostiles (Herschinger, 2012, p. 73; Lebow, 2008, p. 479). Obama semble effectivement refuser d'entrer dans des dynamiques d'exclusion et d'altérité avec le monde arabe, une construction qui a historiquement poussé les États-Unis à aborder l'international avec plus de méfiance (Payne, 1995; Heurtebize, 2007). Il souligne plutôt les similitudes entre les expériences américaines et arabes :

For the American people, the scenes of upheaval in the region may be unsettling, but the forces driving it are not unfamiliar. Our own nation was founded through a rebellion against an empire. (Obama, 2011o)

Cette construction d'un lien identitaire fort entre les expériences des deux peuples semble donc s'inscrire dans une conception cosmopolite de l'identité américaine. Lorsqu'il avait fait son discours d'ouverture au monde arabe au Caire en 2009, le président avait ainsi défendu l'idée d'un nouveau départ basé sur le respect mutuel avec le monde musulman, celui-ci étant fondé sur des « principes communs » avec les États-Unis dans le cadre d'une « humanité commune » (Obama, 2009a).¹⁶ En examinant les discours de sa campagne de 2008, Toal avait conclu qu'Obama considérait les idéaux

des Américains (Kane, 2003, p. 783-784). On constate que l'accent mis sur les droits universels par Obama est aussi survenu à la suite d'interventions militaires difficiles, celles-ci en Irak et en Afghanistan.

¹⁶ Dans ses discours, Obama se réfère constamment au concept de l'humanité commune (Obama, 2011d).

américains comme étant des aspirations qui ne sont pas uniques aux Américains, mais qui sont partagées par toute l'humanité (2009). En ce sens, le président décrit l'identité américaine comme étant à la fois nationale et globale (Toal, 2009, p. 381-382).¹⁷

Selon Allison Brysk, l'intégration du cosmopolitisme aux discours identitaires ouvre la porte à la construction d'un intérêt national qui accueille la défense des droits humains comme une notion qui « a du sens » (2009, p. 31-32). Dans ce contexte discursif, les intérêts de l'humanité peuvent être associés aux intérêts américains. Ainsi, on constate dans les extraits précédents que les États-Unis sont représentés comme une nation qui soutient les droits universels partout sur la planète. Gorski et McMillan soulignent toutefois que le président réfute l'idée de la destinée manifeste, car il considère que les États-Unis ne sont pas parfaits et qu'ils n'ont pas réalisé chez eux le plein potentiel des principes universels au centre de l'expérience américaine (2012, p. 47-48). Dans la même optique, Obama souligne régulièrement que les États-Unis doivent adopter une approche plus humble à l'international :

Of course, as we do, we must proceed with a sense of humility. It's not America that put people into the streets of Tunis or Cairo - it was the people themselves who launched these movements, and it's the people themselves that must ultimately determine their outcome. (Obama, 2011o)

Selon cette articulation cosmopolite et pas tout à fait exceptionnelle des États-Unis, ces derniers n'ont plus la légitimité morale pour dicter la marche à suivre à d'autres peuples, ils peuvent seulement les appuyer dans leur quête de leurs droits universels.

Les représentations imbriquées dans ces discours sont très importantes pour la construction de l'intérêt national. Ayant articulé la signification des événements en Égypte et de l'identité américaine dans ce contexte, le président a pratiquement défini

¹⁷ Toal souligne qu'Obama incarne ce discours puisqu'il a lui-même des origines et des attaches mondiales, notamment au Kenya et en Indonésie, mais aussi à Hawaï et à Chicago. Ce parcours lui a permis d'intégrer des sensibilités cosmopolites à son identité américaine.

l'intérêt national. Ainsi, les États-Unis doivent accompagner les Égyptiens dans leur lutte légitime, progressiste, universelle et américaine qu'est l'obtention d'un gouvernement démocratique. Ils doivent cependant adopter une approche humble et éviter de dicter l'évolution du mouvement égyptien. Cette série de représentations cosmopolites n'est toutefois pas complète en l'absence de leur penchant sécuritaire. En effet, d'autres articulations discursives sont venues renforcer l'attitude bienveillante du gouvernement américain envers les manifestants.

1.3 La définition d'un intérêt national ambivalent par le président Obama

Dans cette section, il sera question de la conclusion du processus décisionnel et de la définition finale de l'intérêt national. Dans un premier temps, il sera noté que l'articulation de la démocratisation de l'Égypte comme un progrès (immédiat et à long terme) pour la stabilité régionale a beaucoup contribué à réconcilier les deux représentations précédentes et persuader l'administration Obama de l'importance d'une transition (1.3.1). Cependant, ce compromis ayant servi à définir l'intérêt national n'est stable que dans le contexte où les intérêts des populations du Moyen-Orient ne sont pas représentés comme une menace pour la sécurité américaine (1.3.2). Cette tension au centre de l'intérêt national comporte le potentiel de miner l'élaboration de politiques qui seraient invariablement le reflet du discours cosmopolite du président.

1.3.1 La démocratie comme vecteur de stabilité

Durant le processus décisionnel, le président Obama a donc été confronté à deux séries de représentations complètement différentes des événements en Égypte. Alors qu'une faisait ressortir que cette révolution pouvait aboutir sur l'émergence de menaces

importantes pour les États-Unis, l'autre soulignait le caractère progressiste et universel du mouvement ainsi que l'importance pour les Américains d'appuyer un changement historique. À l'extérieur de la Maison-Blanche, il ne semblait pas y avoir non plus de consensus sur la question. D'un côté, les discours empathiques du président étaient également présents dans les médias américains qui ont beaucoup véhiculé l'idée d'un réveil démocratique des populations arabes contre de vieux dictateurs corrompus (Ha, 2017; Purcell *et al.*, 2017; Salaita, 2012). D'un autre côté, des institutions bureaucratiques comme le Département d'État, le Département de la Défense et la CIA avaient institutionnalisé l'association entre la sécurité d'Israël et l'alliance avec l'Égypte et étaient réfractaires à abandonner cette tradition de politique étrangère (Fabbrini et Yossef, 2015; Huber, 2015a; Mann, 2012, p. 266). Finalement, l'opinion publique américaine semblait incertaine, celle-ci étant surtout préoccupée par un désengagement des États-Unis dans la région du Moyen-Orient (Smeltz, 2012).

Devant l'évolution rapide des événements, le président devait prendre une décision sans trop de délais. Comme il a été observé, Obama a rapidement démontré beaucoup d'empathie envers les manifestants égyptiens. Ce dernier était cependant aussi reconnu pour ses politiques réalistes. En effet, le président avait peu été enclin à inclure la promotion de la démocratie dans son programme de politique étrangère dans les premières années de son mandat (Carothers, 2012). De même, il a toujours insisté avant toute chose que tous les groupes sur le terrain devaient éviter la violence et le chaos. Obama était donc sensible aux arguments sécuritaires de Clinton et Gates, même s'il a en majeure partie adopté un discours cosmopolite durant la crise.

Dans l'ensemble, Obama semblait enclin à redéfinir les assises de la politique étrangère traditionnelle des États-Unis en Égypte : « The way we have been thinking about this region is out of date » (Obama cité dans Mann, 2012, p. 267). D'ailleurs, la représentation du régime de Moubarak comme une force pour la stabilité résistait difficilement au refus de ce dernier de démontrer une certaine ouverture aux demandes de sa population. Le 30 janvier, la Secrétaire d'État insista durant sa tournée d'entrevue

sur la complexité de la situation en Égypte, mais elle souligna aussi l'inefficacité à long terme du maintien du statu quo devant les nouvelles caractéristiques du XXI^e siècle :

[...] whatever was possible in the 20th century is no longer possible for regimes in the 21st century. People's aspirations and certainly the rise of middle classes throughout the world demand responsive, participatory government. (Clinton, 2011d)

À bien des égards, cette articulation était une réactualisation d'une vieille idée présente dans l'imaginaire sécuritaire américain selon laquelle les États démocratiques sont garants d'une plus grande stabilité.¹⁸ Cette vision n'avait cependant jamais été appliquée à la lettre en Égypte en raison de ce qu'on a appelé le « conflit des intérêts » ou le « dilemme de la démocratie » (Wittes, 2008, p. 17-18; Huber, 2015b, p. 36). En effet, le discours de l'atteinte de la stabilité par la démocratisation a historiquement été écarté par l'idée selon laquelle les transitions sont source de chaos (Hassan, 2013, p. 18). Même lorsque George W. Bush décida de combattre la tyrannie au Moyen-Orient dans le but de s'attaquer aux causes du terrorisme, seulement des réformes économiques furent privilégiées dans les pays alliés comme l'Égypte (Hassan, 2013, p. 18).¹⁹ Pour plusieurs, les soulèvements populaires de 2011 au Moyen-Orient venaient cependant contredire l'idée de la stabilité autoritaire (Gause, 2011).

La représentation de la démocratisation comme étant une meilleure approche pour assurer la stabilité fut aussi bonifiée par d'autres considérations dans le contexte du Printemps arabe égyptien. Ben Rhodes énonce lui-même : « You have U.S. interests that suffer if you are seen to be on the side of counterrevolution » (Rhodes cité dans

¹⁸ Selon Hayes, le postulat de la paix démocratique est le résultat d'une construction identitaire qui définit la menace extérieure en fonction des différences au niveau de la mécanique politique d'un état (2013).

¹⁹ Lorsque Bush mit en place son « Freedom Agenda », un certain inconfort s'établit alors dans la relation entre l'Égypte et les États-Unis. Lorsque la Secrétaire d'État Condoleezza Rice demanda la fin des emprisonnements politiques et la tenue d'élections libres en 2005, le mécontentement de Moubarak convainquit le président Bush de ne jamais reproduire de telles demandes (Sanger, 2013, p. 287-288). Finalement, les changements de régime n'ont été appliqués qu'aux régimes antagonistes aux États-Unis.

Mann, 2012, p. 267). Le président a aussi abondé dans ce sens durant les débats (Mann, 2012, p. 267). Celui-ci expliqua son raisonnement quelques mois plus tard :

Moreover, failure to speak to the broader aspirations of ordinary people will only feed the suspicion that has festered for years that the United States pursues our interests at their expense. Given that this mistrust runs both ways - as Americans have been seared by hostage - taking and violent rhetoric and terrorist attacks that have killed thousands of our citizens - a failure to change our approach threatens a deepening spiral of division between the United States and the Arab world. (Obama, 2011o)

Le discours cosmopolite d'ouverture au monde arabe s'inscrit donc dans un cadre plus large qui se rapporte à la sécurité des États-Unis.²⁰ Obama articule ainsi un argument quasi-causal selon lequel la négligence américaine des aspirations universelles des Égyptiens conduit au foisonnement d'une trame narrative hostile envers les États-Unis et favorise ensuite l'émergence du terrorisme dans le monde arabe. Dès lors, la sécurité des États-Unis n'est pas articulée comme durant l'ère de Bush fils où elle était associée à la nature des gouvernements de la région. Celle-ci dépend aussi d'une plus grande ouverture, empathie et écoute envers les sociétés du monde arabe et les injustices qui les affectent (Wittes, 2008, p. 5-8). Les actions américaines envers les Égyptiens sont considérées comme ayant des impacts directs sur la sécurité et les intérêts américains, particulièrement lorsque celles-ci sont interprétées comme de l'impérialisme. Cette représentation avait l'avantage de réconcilier en partie les discours pessimistes et optimistes envers le soulèvement égyptien au sein de l'administration Obama. Elle offrait ainsi l'argument que la démocratisation de l'Égypte ouvrait la porte à une plus grande stabilité dans le pays ainsi qu'à une relation plus harmonieuse avec les États-

²⁰ Dans un article du *Foreign Affairs* de 2007, Obama avait détaillé longuement sa vision : « une sécurité commune pour notre humanité commune » (2007b). Dans un monde mondialisé et interconnecté, Obama soutient qu'il est nécessaire de s'assurer que les droits et la sécurité des populations soient préservés pour que le monde soit sûr. Cette vision sera abordée en détails dans le second chapitre sur la Libye.

Unis. Dans ce contexte, il s'agissait d'un argument de plus envers la définition d'un intérêt national selon lequel il serait nécessaire d'appuyer une transition démocratique.

À la seconde rencontre de l'équipe de sécurité nationale, le 1^{er} février 2011, les jeunes conseillers conseillèrent à Obama d'exiger le départ du président égyptien, alors que les voies des conseillers seniors s'élevaient pour appeler à la prudence dans un contexte où la possibilité d'une transition pacifique demeurait incertaine (Gates, 2014). Gates explique comment Obama prit sur ses épaules la prise de décision :

The president overrode the unanimous advice of his senior-most national security advisers, siding with the junior staffers [...] He told Mubarak that reform and change had to begin "now" [...]. (Gates, 2014)

Cet extrait démontre combien le président fut important dans la prise de décision menant à la demande d'une transition. Le président s'expliqua en disant que l'« histoire était en mouvement » et qu'il était « nécessaire d'être du bon côté de l'histoire » alors que le président égyptien semblait déjà condamné (Sanger, 2013, p. 295). De surcroît, les messages provenant de la rue égyptienne ne concordaient pas avec la vision pessimiste de certains conseillers puisque le mouvement semblait pluraliste, inclusif et à la recherche de liberté (Indyk *et al.*, 2012b, p. 147-149). Toutefois, comme il a été souligné en début de chapitre, l'administration Obama a tout de même continué de préserver des liens forts avec l'institution militaire égyptienne, favorisant ainsi une transition démocratique ordonnée qui ne faisait pas table rase de tout le système politique. En définitive, le président a embrassé une conception de l'intérêt national qui prévoyait une transition démocratique à la condition que cela se fasse sans violence.

1.3.2 Une transition ordonnée : le fragile équilibre entre cosmopolitisme et sécurité

En 2013, Obama revint sur sa conception de l'intérêt national en Égypte :

So in the spirit of mutual interest and mutual respect, I want to be clear that America wants to be a partner in the Egyptian people's pursuit of a better future, and we are guided by our national interest in this longstanding relationship. (Obama, 2013b)

Barack Obama a intégré des parts importantes des deux séries de représentations de ses conseillers sur l'enjeu égyptien dans sa compréhension de la problématique égyptienne. Les représentations du Printemps arabe comme d'un mouvement universel et légitime, puis des États-Unis comme faisant partie de ce monde cosmopolite ont conduit le président vers une attitude bienveillante envers les manifestants. Le président a aussi adhéré partiellement aux arguments de ses conseillers seniors dans la mesure où il a considéré que le maintien de la stabilité de l'Égypte était dans l'intérêt national américain. Il est toutefois arrivé à la conclusion que le déni des aspirations des Égyptiens serait une source d'insécurité pour les États-Unis. Obama défend ainsi fréquemment ces deux visions en même temps :

We also know that progress in the most impoverished parts of our world enriches us all - not only because it creates new markets, more stable order in certain regions of the world, but also because it's the right thing to do. (Obama, 2013a)

En adoptant cette trame narrative, le président américain cherchait à démontrer que la défense des droits égyptiens et des intérêts américains était indissociable. Une grande tension est toutefois au centre de cette construction de l'intérêt national.

On dénote une certaine contradiction entre l'humilité cosmopolite déclarée par le président et l'élaboration de politiques qui servent les intérêts américains. Pour amenuiser cette tension, le président explique que les actions américaines répondent aux intérêts des Égyptiens : « We will continue to do these things, with the firm belief that America's interests are not hostile to people's hopes; they're essential to them » (Obama, 2011o). Néanmoins, le discours cosmopolite où les intérêts américains sont considérés comme universels contient en lui-même une distinction au niveau du

langage entre les intérêts propres aux États-Unis et les intérêts de l'humanité. Cette démarcation ouvre la voie, dans un contexte différent, à ce que la défense des droits universels soit représentée comme contraire aux intérêts américains.

Ainsi, bien que le président ait présenté le Printemps arabe égyptien comme la promesse d'un avenir plus prospère, stable et harmonieux, on dénote une grande tension de ce discours avec l'idée fréquemment exprimée qu'il existe des forces hostiles au Moyen-Orient pouvant détourner ces mouvements. Le compromis entre ces deux visions reposait sur des bases fragiles. Considérant ce contexte discursif, il demeurait toujours possible que le discours sécuritaire devienne plus influent et que l'appui aux manifestants du Printemps arabe soit considéré plus comme un danger que comme une promesse de stabilité. À ce sujet, le président soutenait que les forces islamistes modéreraient leur vision s'ils atteignaient le pouvoir, dans le contexte où il concevait que l'« implication (politique) mène à la modernisation » (Fabbrini et Yossef, 2015, p. 69). Bien qu'il ait embrassé l'idée d'une transition démocratique avec cette vision, Obama persistait pourtant à considérer avec inquiétude l'avenir à court terme de l'Égypte. Le président résumait ainsi sa pensée juste avant que Moubarak ne quitte le pouvoir : « What I want is for the kids in the square to win and that Google guy to be president. What I think is we're going to be in for a long, protracted transition » (Sanger, 2013, p. 297).²¹ On remarque ainsi un déficit de confiance important envers l'idée que la démocratisation apporterait plus de stabilité.

Ultimement, on remarque qu'une telle tension a persisté après que les États-Unis aient décidé d'appuyer une transition politique puisque l'appui donné aux revendications de la population égyptienne n'a pas empêché Washington de faire des pressions pour que l'institution militaire à la base du régime autoritaire conserve son influence. Suite à la transition politique, les États-Unis ont aussi perpétué cette approche ambiguë et fluctuante alors que l'exécutif américain a alternativement appuyé et désavoué le

²¹ La citation provient d'une entrevue de David Sanger avec Michael McFaul. Celui-ci relate une discussion qu'il a eu avec le président durant les événements en Égypte.

gouvernement élu de Mohamed Morsi des Frères musulmans (2012 à 2013), puis critiqué le coup d'État du général al-Sissi (2013-) pour ensuite s'en accommoder (Crowley, 2016). Ces politiques sont compréhensibles dans le contexte d'un processus de construction de l'intérêt national ayant été marqué par la compétition entre les mêmes représentations contradictoires concernant la stabilité par les alliances et la stabilité par la démocratie et le dialogue ouvert. Ces deux discours s'appuyaient sur des compréhensions contradictoires de la menace dans le contexte du Printemps arabe. Cette tension apparente permet de mieux saisir les lignes de fracture présentes au sein de l'imaginaire sécuritaire américain, celui-ci offrant aux décideurs à Washington des façons incompatibles de construire l'identité nationale et le discours sécuritaire. En définitive, on remarque que le discours cosmopolite d'ouverture était en partie inféodé à l'idée de la stabilité qui, bien que sa formulation fût contestée, demeurerait une notion incontournable et mieux ancrée dans l'imaginaire sécuritaire. L'ouverture au monde arabe de l'administration Obama relevait ainsi d'un discours selon lequel le maintien de la stabilité et la lutte efficace aux forces hostiles aux États-Unis ne pourraient être achevés que par la mise en place d'une nouvelle grande stratégie sécuritaire marquée par l'humilité et la coopération.

Finalement, il est notable de constater que seulement trois jours après la chute de Moubarak, le Bahreïn entrait dans le même genre de cycle que l'Égypte, mais que dans ce cas, les États-Unis ont donné un appui beaucoup plus terne aux manifestants. L'administration Obama a ainsi définitivement mis de l'avant ses « intérêts à court terme » dans la région du Golfe. L'analyse des tensions présentes dans la construction de l'intérêt national en Égypte laisse entrevoir le contexte qui a permis aux décideurs américains de construire différemment les deux situations. La forte concurrence entre les deux séries de représentations analysées dans ce chapitre démontre toute l'instabilité sur laquelle repose le discours cosmopolite du président. L'influence de ces discours sera analysée plus en détail dans les prochains chapitres sur les cas de la Libye et de la Syrie où ils ont aussi joué un rôle important dans la réaction américaine.

CHAPITRE II

L'INTERVENTION EN LIBYE : L'EXCEPTIONNALISME AMÉRICAIN AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ COMMUNE

Dans ce second chapitre, il conviendra d'examiner comment les discours sécuritaires et cosmopolites du président Obama et de ses conseillers ont évolué pour prendre en compte l'éclatement de la violence en Libye. Il s'agira de comprendre comment les décideurs en sont venus à construire une vision de l'intérêt national indiquant qu'il fallait intervenir aux côtés de la coalition internationale pour protéger la population libyenne (2.1). Il sera exposé comment les notions d'humanité commune ont évolué vers le discours de la sécurité commune, une construction qui réclamait une intervention militaire légitimée par le consensus et la coopération internationale (2.2). Le recours au discours identitaire de l'exceptionnalisme américain pour justifier l'intervention américaine en Libye sera ensuite analysé (2.3). Les contradictions de cette représentation avec l'imaginaire d'une humanité commune seront mises en exergue.

2.1 « Leading from behind » : Le soutien tardif à une intervention humanitaire et multilatérale

Durant la révolution égyptienne, Barack Obama a articulé dans ses discours une vision nuancée de l'identité américaine. Il concevait les États-Unis comme un État qui serait toujours prêt à défendre les droits universels des populations à travers le monde. Cependant, il rejetait la notion selon laquelle son pays avait le droit d'intervenir pour dicter le parcours à suivre aux différentes nations. Alors que son gouvernement s'était abstenu d'appuyer la Révolution verte en Iran en 2009, celui-ci avait néanmoins fait des pressions importantes sur le régime de Moubarak pour qu'il y ait une transition

démocratique.²² Malgré cette adoption d'une approche plus appuyée envers la défense de la démocratie, Obama a toujours présenté cela comme un appui qui répondait aux demandes de la société civile égyptienne (Obama, 2011o). Ainsi, la réaction américaine en Égypte avait principalement été réactive et n'avait pas nécessité un investissement exorbitant des ressources américaines au-delà des pressions diplomatiques. L'éclosion des manifestations en Libye et les combats armés violents qui s'en suivirent allaient tester la vigueur avec laquelle les États-Unis étaient prêts à défendre la cause des manifestants dans le contexte du Printemps arabe. La problématique libyenne demandait sans détour une définition du rôle des États-Unis dans le monde et des paramètres justifiant ses interventions militaires. Il fallait ainsi reconstruire l'intérêt national dans un contexte plus tumultueux.

Dans cette section, il sera d'abord question de la métamorphose du Printemps arabe libyen en guerre civile marquée par une répression violente mise en place par le régime de Mouammar Kadhafi (2.1.1). La réponse américaine dans le cadre de l'activisme humanitaire international sera ensuite examinée (2.1.2).

2.1.1 Répression violente et guerre civile en Libye

Les premiers incidents liés au Printemps arabe en Libye eurent lieu le 15 février 2011 lorsque quelques avocats sortirent dans les rues protester contre l'emprisonnement d'un de leur collègue à Tripoli (Sanger, 2013, p. 302). Inspirés par les événements en Égypte et en Tunisie, les Libyens envahirent rapidement les rues par centaines. La réponse de Kadhafi fut sans nuances, ses forces de sécurité ainsi que des mercenaires provenant d'Afrique réprimèrent avec violence les manifestants (Gates, 2014, p. 511; Mann,

²² Obama avait refusé de s'impliquer en 2009, car il considérait que cela n'était pas cohérent avec le discours de distanciation avec les politiques démocratiques que George W. Bush avait mis de l'avant durant ses mandats (Mann, 2012, p. 267).

2012, p. 283). Dès le lendemain, des centaines de milliers de personnes se joignirent aux manifestations alors que dans la ville de Benghazi dans l'est du pays, une résistance armée s'organisait. (Gates, 2014, p. 511; Mann, 2012, p. 283). Alors que la tension montait rapidement, des affrontements se firent de plus en plus fréquents entre les manifestants et les forces de l'ordre. Après seulement quelques jours, le nombre de morts était monté à 200 personnes et la ville de Benghazi tombait sous le contrôle des rebelles (Indyk *et al.*, 2012b, p. 158). Ces affrontements ont été accompagnés d'une rhétorique impitoyable de la part du leader libyen qui prétendait vouloir passer « maison par maison » pour « liquider les rats » (Vaïsse, 2012, p. 178). Les manifestations ont commencé pacifiquement comme en Tunisie et en Égypte, mais il est rapidement apparu que Kadhafi avait l'intention d'écraser le mouvement dans l'œuf pour éviter de finir comme ses homologues voisins (Mann, 2012, p. 283).

2.1.2 Le dilemme interventionniste américain et l'adoption prudente de la responsabilité de protéger

Dans les premiers jours des manifestations et des affrontements en Libye, les États-Unis se contentèrent d'assurer la sécurité des 600 Américains présents dans le pays et d'organiser leur évacuation le 25 février (Ghattas, 2013, p. 249-251). Sur la scène internationale, des pays comme la France avaient quant à eux fait preuve d'un plus grand activisme en réclamant des sanctions contre le régime libyen. Une fois les Américains en sécurité, l'administration Obama changea d'approche et accentua la pression en étant plus ferme dans ses déclarations demandant la fin de la répression violente et en gelant tous les avoirs du gouvernement libyen (Mann, 2012, p. 283). De surcroît, Obama émit un ordre exécutif qui déclarait la situation en Libye comme une menace sérieuse pour la sécurité nationale américaine (Obama, 2011n). Le lendemain, les États-Unis contribuèrent à faire adopter la résolution 1970 au Conseil de sécurité

de l'ONU qui imposait un embargo sur les armes vers la Libye et référait Kadhafi à la Cour pénale internationale. Certains observateurs considérèrent cependant ces sanctions bien dérisoires dans le contexte où la situation sur le terrain devenait de plus en plus violente et incontrôlable (Mann, 2012, p. 283). Effectivement, après la prise de plusieurs villes par les rebelles, Kadhafi entreprit de bombarder les rebelles avec ses forces aériennes et il commença ainsi à reprendre l'avantage dans ce qui s'était transformé en un conflit armé généralisé (Mann, 2012, p. 290). Dans les jours qui suivirent, certains alliés des États-Unis, notamment la France et la Grande-Bretagne, commencèrent à diriger le débat vers une intervention humanitaire dans le pays (Ghattas, 2013, p. 256).

Les États-Unis ont pour leur part gardé une grande réserve à ce sujet et évité de discuter publiquement de cette option dans les premiers jours de mars. Le gouvernement américain semblait effectivement très réfractaire à appuyer une autre intervention militaire dans un pays du Moyen-Orient (Blomdahl, 2016, p. 142). Obama se contentera de déclarer que Mouammar Kadhafi avait perdu toute légitimité et qu'il devait quitter le pouvoir (Obama, 2011h). Ainsi, les options diplomatiques furent favorisées et Clinton fut dépêchée auprès des représentants de l'opposition libyenne pour accentuer la pression sur le régime libyen (Bouchet, 2016). L'intensification diplomatique entre alliés ne ralentit pas le régime libyen qui reprit les villes de Ras Lanuf et Brega tout en se rapprochant rapidement de Misrata et du plus important bastion rebelle, Benghazi (Indyk *et al.*, 2012b, p. 161). Au sein de l'administration Obama, les conseillers furent à nouveau profondément divisés sur la question de l'intérêt national dans ce nouveau contexte. La pression était cependant grande sur les États-Unis qui avaient déjà annoncé leur désir de voir Kadhafi quitter le pouvoir. D'une part, les Libyens demandèrent de l'aide à l'international et la Ligue arabe donna son appui à l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne sur la Libye. D'autre part, les Français et les Britanniques firent savoir aux États-Unis qu'ils comptaient sur eux pour les appuyer dans cette opération militaire (Mann, 2012, p. 290). En Libye, l'armée

s'apprêtait à entrer dans Benghazi faisant craindre à la communauté internationale que Kadhafi mît sa menace de « tuer les opposants comme des rats » à exécution (Sanger, 2013, p. 341).

Suite à la rencontre de l'équipe de sécurité nationale, le 15 mars, les États-Unis décidèrent d'appuyer une intervention militaire. Toutefois, l'administration Obama considéra qu'une zone d'exclusion aérienne était insuffisante pour protéger les Libyens et conclut qu'il était essentiel de donner comme mandat aux forces aériennes et navales d'utiliser « toutes les mesures nécessaires » pour atteindre ce but à l'exception d'une présence de soldats sur le terrain (Vaughn et Dunne, 2015, p. 41). Ces éléments furent à la base de la Résolution 1973 que les États-Unis firent adopter à l'ONU le 17 mars. L'intervention qui se préparait s'appuyait ainsi sur des notions de droit international et fut considérée comme la première intervention humanitaire faisant appel au concept de la *Responsabilité de protéger*.²³ Durant les premiers jours de l'intervention qui débuta le 19 mars, les États-Unis offrirent la part la plus importante de l'effort militaire avec leur opération *Odyssey Dawn* qui permit de décimer les défenses aériennes libyennes et de freiner l'avance du régime vers Benghazi (Mann, 2012, p. 300). Le gouvernement américain s'était toutefois entendu avec la France et le Royaume-Uni pour remettre les commandes de l'opération à l'OTAN, ce qui fut fait le 31 mars 2011 (Mann, 2012, p. 293). Durant l'intervention militaire, les forces de l'OTAN entreprirent d'appuyer les forces de l'opposition en bombardant les forces de l'armée libyenne ainsi que des cibles stratégiques et des centres de commandement qui ne mettaient pas directement les civils en danger (Indyk *et al.*, 2012b, p. 164). Avec cette aide, l'opposition libyenne parvint à prendre le contrôle du pays et à provoquer la mort de Mouammar Kadhafi en

²³ La responsabilité de protéger fait référence au concept décrit dans un rapport de 2001 de la CIISE (Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États) et adopté légalement par la communauté internationale en 2005. Cette norme met de l'avant la protection de la dignité et de la vie humaine comme une responsabilité absolue de l'État. En cas d'échec à subvenir à ces impératifs, celle-ci peut être transférée à la communauté internationale qui peut suspendre la souveraineté d'un État défaillant pour assumer cette responsabilité à sa place.

octobre 2011. Les forces de l'OTAN mirent fin à leur intervention le 31 octobre, sept mois après son commencement.

En somme, l'administration Obama a repris sa rhétorique des droits universels et du maintien de la paix tout en appliquant des sanctions importantes contre le régime de Kadhafi qu'elle considérait comme responsable d'actes violents et répréhensibles. Toutefois, pendant deux semaines, elle ne donna aucun signe que les États-Unis allaient appuyer une intervention humanitaire dans le pays au même moment où certains pays européens discutaient ouvertement de cette possibilité. La position américaine changea finalement lorsque l'armée libyenne se rapprocha de la ville de Benghazi. Les États-Unis se positionnèrent alors du côté interventionniste et prirent l'initiative diplomatique pour coordonner une opération militaire qu'elle laisserait par la suite entre les mains de ses alliés européens (France et Royaume-Uni). La décision américaine de lancer l'opération Odyssey Dawn qui devait contribuer à l'intervention internationale en Libye créa une certaine effervescence chez les commentateurs politiques qui s'interrogeaient sur la signification de cet engagement comme nouveau précédent. Cette décision plaçait l'appareil militaire américain au service d'interventions internationales humanitaires (Murray, 2013). De plus, la décision des États-Unis de conserver un rôle en retrait durant les bombardements posait la question à savoir si l'administration Obama abandonnait son rôle historique de leader pour une position plus modeste qui fut qualifié de « discrète » (*leading from behind*) (Chesterman, 2011).²⁴ Cet amalgame de décisions posait la question à savoir si les États-Unis considéraient dorénavant dans leur intérêt national de contribuer à bâtir des coalitions internationales dans le but d'empêcher des catastrophes humanitaires.²⁵

²⁴ L'expression avait été confiée à Ryan Lizza par un responsable de la Maison-Blanche (Lizza, 2011)

²⁵ Dans les semaines qui ont suivi cette décision, les responsables du gouvernement américains ont souvent été interrogé à propos de leur ambition de reproduire ce genre d'expérience dans d'autres régions affectées par des crises humanitaires tels le Congo ou la Côte d'Ivoire (Lizza, 2011).

2.1.3 La sécurité de l'ordre international comme intérêt national

La rhétorique ferme des États-Unis envers l'utilisation de la violence par le régime, l'application de sanctions contre ce dernier et la requête que Kadhafi quitte le pouvoir démontrent bien que Washington avait décidé d'adopter la même position qu'en Égypte et d'appuyer une transition politique en Libye. Le silence prudent de l'administration Obama dans les premières semaines de mars lorsque la question d'une intervention humanitaire fut discutée publiquement révèle cependant un processus de définition de l'intérêt national plus hésitant relativement à cet enjeu. Comme en Égypte, cette notion fut ardemment contestée au sein de l'administration (Blomdahl, 2016, p. 147).

Il fallut attendre qu'un massacre apparaisse imminent aux responsables de la Maison-Blanche pour que ceux-ci abandonnent leur hésitation et acquiescent à une intervention (Huber, 2015a, p. 65-66). Des acteurs tel le président mirent de l'avant qu'il était dans l'intérêt national d'agir au côté de la communauté internationale pour prévenir un massacre (Obama, 2011k). La Secrétaire d'État expliqua qu'il était dans les intérêts de son pays d'intervenir pour empêcher que ce conflit ne cause de l'instabilité dans la région et dans le monde (Clinton, 2011l). Marsh explique que les États-Unis en étaient venus à la conclusion qu'une intervention en Libye était dans l'intérêt national américain, car ils estimaient que cette crise pouvait affecter négativement la sécurité et la prospérité internationale et américaine, le respect des valeurs universelles et le maintien d'un ordre international pacifique (2014).²⁶ Plusieurs auteurs soulignent aussi que les pressions exercées par les alliés des États-Unis et l'appui de la Ligue arabe ont poussé les États-Unis à appuyer une intervention (Blomdahl, 2016; Indyk *et al.*, 2012b; Mann, 2012). Avec son analyse réaliste néoclassique, Marsh soutient cependant que

²⁶ Durakçay et Güneş considèrent pour leur part que les États-Unis n'étaient intéressés que par le maintien de la circulation du pétrole en provenance de la Libye (2012). Les analyses de discours à venir démontrent cependant que d'autres intérêts ont influé sur la prise de décision.

des contraintes économiques (crise de 2008, surinvestissement militaire) et politiques (Congrès divisé, population fatiguée) ont encadré les paramètres de l'intervention américaine et conduit à l'adoption d'une approche « discrète » dite de *leading from behind* durant les opérations militaires (2014). Une fois de plus, la décision de l'administration Obama était considérée comme pragmatique et calculatrice. Malgré ces entraves, il est tout de même notable d'observer que l'administration Obama ait décidé d'appuyer une intervention. L'approche de Weldes et l'analyse du processus décisionnel permettront dans la section suivante de comprendre comment ces enjeux ont été négociés durant l'élaboration de l'intérêt national par l'administration Obama.

2.2 L'exceptionnalisme américain à l'ère de la sécurité commune

En donnant son appui aux aspirations démocratiques des révolutionnaires libyens, Washington reconduisait la même logique qui l'avait guidé en Égypte. Afin de poursuivre l'analyse du processus de construction de l'intérêt national de l'administration Obama envers les événements associés au Printemps arabe, il sera question dans cette section de la décision d'intervenir militairement en Libye. En analysant les représentations discursives de l'administration Obama, il sera alors possible de comprendre comment la décision de participer à une intervention militaire humanitaire au sein d'une coalition internationale a été rendue possible. Les paramètres de la décision américaine peuvent être compris selon des articulations discursives qui ont encadré la représentation de l'enjeu libyen. Il convient tout d'abord d'analyser le contexte discursif et la division au sein de l'équipe de sécurité nationale qui a dominé les semaines avant la prise de décision (2.2.1). Ensuite, les discours ayant dépeint la situation en Libye comme une menace pour la sécurité nationale et internationale seront étudiés plus en détail (2.2.2). Finalement, le lexique de l'identité américaine lié à l'exceptionnalisme américain et au multilatéralisme sera abordé (2.2.3). Ces

représentations seront analysées à l'aide de l'examen du processus décisionnel ayant eu lieu du 15 février au 31 mars 2011. Ce chapitre conclura sur une réflexion quant aux contradictions présentes dans les représentations discursives de l'administration Obama ainsi que sur les impacts de ces concurrences sur la mise en place de politiques suivant des logiques différentes envers les enjeux de démocratisation et de droits humains dans le contexte du Printemps arabe.

2.2.1 Au-delà du soutien rhétorique, les débats concernant l'intérêt national

2.2.1.1 Reproduction du discours cosmopolite envers un Printemps arabe libyen dans le sens de l'histoire

Il a été maintes fois souligné que les membres de l'administration Obama ont observé une grande réserve par rapport à la situation libyenne pendant que les civils américains étaient évacués du pays. Alors que les violences empiraient en Libye, l'équipe de sécurité nationale avait commencé à débattre de la voie à suivre relativement à cette situation difficile (Blomdahl, 2016, p. 147). Émergeant tout juste de la crise égyptienne, l'administration Obama était encore portée par l'impression que le Printemps arabe signalait un changement historique et irréversible (Mann, 2012, p. 283). Les premiers commentaires officiels émis par Clinton et Obama les 21 et 23 février mirent l'accent sur les mêmes thématiques que précédemment durant la Révolution égyptienne. Ainsi, la situation était « volatile », le gouvernement libyen avait la « responsabilité de respecter les droits universels » de sa population et les États-Unis allaient toujours défendre « la liberté, la justice et la dignité de tous les peuples » (Clinton, 2011g; Obama, 2011e). Perpétuant la position américaine mise de l'avant en Égypte, le président déclara d'emblée que les États-Unis travailleraient pour appuyer les Libyens dans leur transition vers la démocratie (Obama, 2011e). Il semblerait donc qu'Obama ait reproduit son discours cosmopolite quant à l'intérêt mutuel des États-Unis, des

Libyens et de l'humanité de voir ces droits triompher en Libye. À nouveau, le gouvernement américain tentait de construire des ponts avec le monde arabe en soutenant la population libyenne contre son dictateur.

Toutefois, dans le cas de la Libye, ce n'était pas uniquement le droit à l'autodétermination qui était bafoué par le gouvernement, mais aussi le droit de manifester pacifiquement. Ainsi, la répression violente mise en place par le régime libyen contre sa population allait amener les États-Unis à principalement se prononcer sur cet enjeu. À ce propos, les États-Unis exigeront le respect de la non-violence (Obama, 2011e). Poursuivant dans cette voie, l'administration Obama imposa des sanctions importantes contre le régime libyen le 25 février 2011. Clinton expliqua cette action en déclarant que les actions répressives de Kadhafi lui avaient fait perdre toute sa légitimité :

When a leader's only means of staying in power is to use mass violence against his own people, he has lost the legitimacy to rule and needs to do what is right for his country by leaving now. [...] The Libyan people deserve a government that is responsive to their aspirations and that protects their universally recognized human rights. (Clinton, 2011h)

Ainsi, les discours de l'administration Obama portant sur la nature des événements en Libye étaient assez constants et uniformes. Dans la citation précédente, Clinton décrit Kadhafi comme un leader qui utilise la violence de masse contre sa population. Le 1^{er} mars, Gates et Mullen soutiennent également que Kadhafi « mène une guerre contre son propre peuple » (2011). Le président Obama fut d'ailleurs clair à ce sujet lorsqu'il réclama le départ de Kadhafi le 3 mars :

Instead of respecting the rights of his own people, Qaddafi chose the path of brutal suppression. Innocent civilians were beaten, imprisoned, and in some cases killed. Peaceful protests were forcefully put down. Hospitals were attacked and patients disappeared. A campaign of intimidation and repression began. (Obama, 2011h).

De même, Kadhafi fut souvent décrit comme un leader cruel, excentrique et imprévisible (Clinton, 2014). Par ces articulations tout à fait négatives du leader libyen et de ses actions, les responsables américains attribuèrent toute la responsabilité de la violence au régime de ce dictateur.

Dans son analyse constructiviste des interventions humanitaires, Carrie Booth Walling soutient que trois types de représentations, ce qu'elle appelle des trames narratives causales, sont prévalentes pour décrire les cas de conflits et de violence à l'intérieur d'un État (2013). Ces situations peuvent être représentées comme étant involontaires (acteurs moraux équivalents agissant violemment), intentionnelles (acteur qui emploie la violence unilatéralement) et complexes (chaotique, compliquée et provenant de sources multiples et fragmentaires). Selon Walling, la trame narrative « intentionnelle » influence souvent le débat des interventions humanitaires, car l'accent est mis sur une utilisation de la violence par une source « amoral » définie (2013, p. 27). Il est implicite dans cette articulation qu'il est possible d'éradiquer la violence en éliminant sa source. Cette possibilité était d'ailleurs déjà envisagée ailleurs alors qu'au lendemain de l'adoption de la résolution 1970 à l'ONU, certains pays européens évoquaient déjà l'idée de l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne en Libye (MacDonald, 2011). S'étant prononcée du côté des opposants au régime, l'administration Obama a aussi rapidement débattu des vertus d'une intervention humanitaire.

2.2.1.2 L'inexorable division du NSC, entre considérations libérales, non-enjeu et inefficacité

Dans les deux premières semaines du mois de mars 2011, plusieurs rencontres du Conseil de sécurité nationale eurent lieu pour traiter de la situation libyenne. Le président prit soin de siéger à toutes ces sessions et il organisa le débat en dirigeant les discussions sans jamais donner son opinion sur le sujet (Blomdahl, 2016, p. 152). Le

chef de la Maison-Blanche fut confronté à deux groupes de conseillers avec des vues diamétralement opposées quant aux implications de la situation en Libye. D'un côté, les conseillers importants qui s'opposaient à une intervention militaire étaient Robert Gates, Thomas Donilon, Denis McDonough, Joe Biden, le chef de cabinet William Daley et le responsable du contre-terrorisme John Brennan. Les partisans de l'option musclée étaient Samantha Power, l'ambassadrice à l'ONU Susan Rice, Ben Rhodes, l'ambassadeur à l'OTAN Ivo Daalder et le conseiller du NSC en matière de droits humains Jeremy Weinstein. D'entrée de jeu, les conseillers opposés à l'option militaire semblaient occuper une position favorable en raison de leur nombre et de l'influence qu'ils exerçaient dans le gouvernement américain.

Le plus ardent opposant était définitivement Robert Gates qui soutenait qu'il n'y avait pas d'intérêt national vital à défendre en Libye (Gates, 2011). L'argument principal du secrétaire à la Défense relevait de sa représentation de la violence en Libye comme étant une situation qui ne menaçait pas directement les intérêts stratégiques et économiques américains et qui relevait plutôt de la responsabilité des pays européens qui avaient plus de liens avec cet État (Gates, 2014; Mann, 2012, p. 288). Cependant, étant forcé de contempler la possibilité d'une intervention dans le pays, ce dernier s'appuya sur un argument quasi-causal hérité des expériences en Afghanistan et en Irak : les interventions militaires au Moyen-Orient comportant des objectifs de réingénierie sociale finissent par s'enliser. Dans ses mémoires, il avait repris le même argument : « The advocates of military action expected a short, easy fight. How many times in history had that naïve assumption proven wrong ? » (Gates, 2014).²⁷ Cette articulation était aussi secondée par les représentations de la situation libyenne comme étant complexe et des rebelles comme ayant des convictions et des objectifs incertains (Blomdahl, 2016, p. 147). À bien des égards, il s'agissait d'une variante du discours

²⁷ Le 15 février 2011, il avait été encore plus direct à ce sujet : « any future defense secretary who advises the president to again send a big American land army into Asia or into the Middle East or Africa should "have his head examined » (Gates, 2011a).

représentant les révolutions comme un phénomène dangereux et imprévisible. Finalement, les États-Unis étaient dépeints comme surtaxés, ayant à subir déjà les coûts de deux longues guerres en Afghanistan et en Irak (Gates, 2011). Dans ce contexte, il était préférable de se concentrer sur les intérêts nationaux vitaux des États-Unis.

Pourtant, quelques conseillers ayant des expériences formatrices particulières avec les crises humanitaires ont rapidement réagi : dans le cas où la situation deviendrait dramatique en Libye, il serait impératif pour les États-Unis d'intervenir (Mann, 2012, p. 284). Susan Rice était une conseillère de l'administration Clinton à l'époque du génocide rwandais et avait été témoin des dégâts de la catastrophe lorsqu'elle avait été envoyée dans le pays après la crise. Samantha Power s'était quant à elle fait connaître comme journaliste en couvrant la réponse américaine aux génocides en Bosnie et au Rwanda, puis en publiant le livre *Problem from Hell* qui avait pour but d'offrir une boîte à outils aux décideurs pour répondre aux catastrophes humanitaires (Power, 2007). Toutes deux avaient la conscience marquée par l'idée qu'en cas de grave risque humanitaire, elles plaideraient de toute leur force pour que les États-Unis ne demeurent pas « spectateurs d'un génocide » (Power, 2001).²⁸ Ce groupe de conseillers tirait constamment des parallèles avec le génocide au Rwanda de 1994 dans leur représentation des événements en Libye (Fitzgerald et Ryan, 2014, p. 100). Dans un discours à l'université de Columbia quelques semaines après l'intervention, Power revint sur sa position en expliquant qu'un refus d'intervenir : « would have been extremely chilling, deadly and indeed a stain on our collective conscience » (Cité dans Fitzgerald et Ryan, 2014, p. 100). L'argument principal de ce groupe était que la non-intervention aurait des coûts graves pour les valeurs américaines dans le monde et le maintien de la sécurité et de l'ordre international libéral (Marsh, 2014, p. 124-126). À cet égard, ces conseillers faisaient sans aucun doute appel à l'intérêt national. Celui-ci était cependant appréhendé de manière à intégrer des enjeux plus larges.

²⁸ «Bystanders to Genocide» est un article publiée par Power dans le magazine The Atlantic dans lequel Rice témoigne et explique son appui aux interventions humanitaires

Ne parvenant pas à un consensus, l'administration Obama évita longtemps de se prononcer sur le bien-fondé d'une implication militaire américaine en Libye. Ainsi, le 9 mars 2011, au terme d'une rencontre de l'équipe de sécurité nationale, les conseillers semblaient toujours majoritairement opposés à appuyer quelque intervention militaire américaine en Libye alors que la nécessité d'une intervention apparaissait toujours plus claire pour Power, Rice et Rhodes (Clinton, 2014). Gates était quant à lui excédé de voir des civils proposer des solutions militaires qu'ils ne « comprenaient pas » (Gates, 2014). Le président devait donc dénouer une impasse décisionnelle alors qu'il était confronté à deux visions complètement différentes au sein de son équipe de sécurité nationale. Dans des entrevues subséquentes, celui-ci a expliqué qu'au début des débats, il était généralement réfractaire à l'idée d'une opération militaire en Libye (Goldberg, 2016). Toutefois, Rice, Power et Rhodes ont continuellement eu un accès privilégié au président durant le processus décisionnel. En effet, Rhodes parlait à ce dernier avant et après chaque rencontre avec ses membres de Cabinet, Rice lui servait de liaison auprès de l'ONU et Power lui offrait ses conseils en matière de crise humanitaire (Blomdahl, 2016, p. 153). De surcroît, Clinton, qui avait semblé être une fois de plus en accord avec Gates, rejoignit finalement le camp interventionniste au début du mois de mars, ce qui eut pour effet d'accroître l'influence de cette option auprès du président (Blomdahl, 2016, p. 153). Finalement, le soutien de la Ligue arabe à une zone d'exclusion aérienne le 12 mars, les requêtes répétées des alliés européens en ce sens et l'imminence de l'attaque de Benghazi par les forces du régime vinrent modifier l'évaluation de la situation par le président (Mann, 2012, p. 288). Convaincu de l'urgence de la situation, Obama demanda le 15 mars 2011 des options concrètes pour arrêter un massacre s'il fallait en arriver là (Blomdahl, 2016).²⁹ Rassuré par l'appui de la Ligue arabe, celui-ci trancha finalement pour l'option d'une zone d'exclusion aérienne avec l'autorisation d'utiliser toutes les mesures nécessaires pour

²⁹ Les conseillers d'Obama lui proposèrent trois choix : la non-intervention, l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne et le bombardement de cibles au sol du régime de Kadhafi (Blomdahl, 2016, p. 154).

protéger les Libyens. Cette décision allait d'ailleurs dans le sens de l'opinion publique qui appuyait à 56 % une zone d'exclusion aérienne, mais qui rejetait à 82 % l'envoi de troupes au sol (CNN/Opinion Research Corporation, 2011).

Il n'est pas certain que le président ait incorporé des éléments des deux visions dans sa définition de l'intérêt national comme ce fut le cas en Égypte. Certes, Gates avait défendu qu'il serait dommageable d'organiser une intervention de grande envergure en Libye, toutefois aucun conseiller n'avait sérieusement considéré envoyer des troupes au sol pour faire cesser la violence. En ayant recours à un modèle bureaucratique (Bureaucratic Politics Model), Blomdahl exclut ainsi la théorie selon laquelle cette prise de décision particulière ait été le produit d'un compromis bureaucratique, puisque le président est venu trancher le débat en appuyant pleinement les conseillers interventionnistes (2016, p. 155). Obama avait effectivement choisi l'option la plus musclée qui lui était proposée, celle qui permettait d'utiliser toutes les mesures nécessaires pour protéger les Libyens. Blomdahl conclue ainsi sur l'importance qu'ont joué l'idéologie et la personnalité de Rice, de Power ainsi que celle, primordiale, du président dans la prise de décision (2016, p. 156).³⁰ Le 28 mars 2011, Obama expliqua dans un discours à la nation quels éléments avait affectés sa décision (et son revirement) :

In this particular country - Libya - at this particular moment, we were faced with the prospect of violence on a horrific scale. We had a unique ability to stop that violence : an international mandate for action, a broad coalition prepared to join us, the support of Arab countries, and a plea for help from the Libyan people themselves. We also had the ability to stop Qaddafi's forces in their tracks without putting American troops on the ground. (Obama, 2011k)

Afin de mieux comprendre le raisonnement d'Obama, il est nécessaire d'analyser plus en détail les justifications qu'il a mises de l'avant dans ses discours.

³⁰ Évaluant les théories du modèle bureaucratique dans le contexte de la crise libyenne, Blomdahl conclut que certains acteurs ont adopté la position qui servait les intérêts de leur organisation (Gates, Clinton) alors que d'autres ont pris des décisions incohérentes avec cet objectif (Rice, Power).

2.2.2 Une nouvelle stratégie sécuritaire pour le XXI^e siècle

2.2.2.1 Une sécurité commune pour une humanité commune

L'un des premiers éléments révélateurs du processus de définition d'un intérêt national aligné sur la protection des Libyens est l'ordre exécutif 13566 imposant des sanctions sur le régime de Kadhafi signé par le président dès le 25 février 2011 (Obama, 2011f). Le langage présent dans cet ordre est révélateur :

I have determined that the actions of Colonel Muammar Qadhafi, his government, and close associates, including extreme measures against the people of Libya, constitute an unusual and extraordinary threat to the national security and foreign policy of the United States. The order declares a national emergency to deal with this threat.(Obama, 2011g)

Le président identifie les actions de Kadhafi envers son peuple comme une menace extraordinaire pour la sécurité des États-Unis. Cette articulation lourde de sens ouvrait déjà la voie à l'élaboration d'un intérêt national élargi qui implique la défense des Libyens contre un dictateur. Obama expliqua plus en détail quel était son raisonnement dans son discours du 19 mai sur le Moyen-Orient :

Now, option one would be to do nothing, and there were some in my administration who said, as tragic as the Libyan situation may be, it's not our problem. The way I looked at it was that it would be our problem if, in fact, complete chaos and civil war broke out in Libya. (Obama, 2011o)

Dans cette articulation discursive, le chaos et la guerre civile sont représentés comme une menace pour les États-Unis. Afin de comprendre le contexte discursif lié à cette définition, il est nécessaire d'analyser d'autres articulations du président Obama quant à sa compréhension des événements en Libye, mais aussi de la nature des menaces

contemporaines pour les États-Unis. Pour ce faire, il faut revenir au concept de sécurité commune qu'il avait mis de l'avant durant sa campagne électorale de 2008.

Comme il a été vu dans le chapitre I, l'identification des États-Unis au sein d'une humanité commune se faisait en parallèle à l'idée d'une sécurité commune. Toal explique que ce discours du président émane d'une conceptualisation de l'international qui met l'accent sur la mondialisation et ses effets :

The first was the act of constituting the contemporary as a consequential conjuncture, as a distinctive twenty-first-century geopolitical condition characterised by the collapse of distance, the interconnectedness of economies, societies and cultures, the diffusion of power, the rise of East Asian states and other far-reaching dramas. (Toal, 2009, p. 393)

Le président lie cette condition partagée et mondialisée avec l'émergence de nouvelles menaces transnationales pour les États-Unis, mais aussi pour toute la communauté internationale. Précédemment à sa victoire électorale de 2008, Obama avait été en contact régulier avec un groupe d'intellectuels qui avait formé le *Phoenix Initiative* ayant pour but d'élaborer une stratégie de sécurité nationale pour le XXI^e siècle (Toal, 2009, p. 388).³¹ Dans leur rapport, ceux-ci avaient souligné les effets de la mondialisation pour la sécurité américaine :

The 21st century is an era of deep interconnectedness, creating unparalleled opportunities but also great dangers from which no nation can be immune. It is also an era of increasingly diffuse power, spreading to many different states and from states to non-state actors of many different kinds. (Daalder et Brainard, 2008)

Deux notions cruciales sont véhiculées dans cet extrait concernant la nature des menaces sécuritaires au XXI^e siècle. D'une part, celles-ci sont décrites comme

³¹ Anthony Blinken, Lael Brainard, Kurt Campbell, Ivo Daalder, Bruce Jentleson, Michael McFaul, Jim O'Brien, Susan Rice, Anne-Marie Slaughter, Gayle Smith et James Steinberg font partie de ce groupe. Plusieurs d'entre eux (Blinken, McFaul, Slaughter, Rice) se joindront à l'administration Obama.

déterritorialisées, non gouvernementales et plus diffuses. Par exemple, le 11 septembre a démontré que dans le contexte de la mondialisation, un petit groupe d'individus peut représenter une menace pour les États-Unis (Patman et Southgate, 2016). D'autre part, l'accent n'est pas mis sur les États, mais sur les dynamiques internes à ceux-ci. En effet, Obama considère que ces dangers émergent de l'insécurité des populations :

In today's globalized world, the security of the American people is inextricably linked to the security of all people. When narco-trafficking and corruption threaten democracy in Latin America, it's America's problem too. [...] When religious schools in Pakistan teach hatred to young children, our children are threatened as well. (Obama, 2007a)

Comme le mentionne Obama dans l'extrait précédent, l'argument quasi-causal principal dans cette double articulation est que la sécurité américaine est liée à la sécurité des populations dans le monde. Ce discours se rapporte plus généralement à l'idée devenue influente dans les années 1990 selon laquelle la sécurité humaine et la défense des droits humains sont liées à la sécurité nationale des États-Unis et du monde (Burke-White, 2004; Dunne et Wheeler, 2004).

Les discours cosmopolites et sécuritaires du président se rejoignaient ainsi admirablement alors que l'accent mis sur les similitudes entre les peuples contribuait à une trame narrative qui facilitait l'émergence d'une volonté d'intervenir pour prévenir des catastrophes humanitaires (Grillo et Pupcenoks, 2017). La situation libyenne s'intégrait parfaitement à ces représentations de l'international alors qu'on redoutait que le pays devienne un État failli et que des milliers de réfugiés se présentent aux frontières des pays voisins. Obama qualifiait ainsi les actions de Kadhafi : « actions that undermine global peace and security » (Obama, 2011i). Dans ce contexte discursif, l'approche des forces libyennes du bastion rebelle de Benghazi a été appréhendée comme une menace imminente pour la sécurité des Libyens et conséquemment pour la sécurité américaine. Obama s'est expliqué à ce sujet le 18 mars 2011, trois jours après avoir décidé d'intervenir en Libye :

Now, here is why this matters to us. Left unchecked, we have every reason to believe that Qaddafi would commit atrocities against his people. Many thousands could die. A humanitarian crisis would ensue. The entire region could be destabilized, endangering many of our allies and partners. The calls of the Libyan people for help would go unanswered. The democratic values that we stand for would be overrun. Moreover, the words of the international community would be rendered hollow. (Obama, 2011i)

Les discours du président et de certains de ses conseillers avaient donc représenté un dictateur fou s'apprêtant à commettre des atrocités contre sa population, menaçant par le fait même la sécurité régionale, internationale et américaine. Une fois de plus, le président tentait d'effacer le fossé historique entre les visions réalistes et idéalistes de la politique étrangère américaine (Vaughn et Dunne, 2015, p. 34).³² L'adoption du principe de la *Responsabilité de protéger* concordait ainsi avec l'intérêt national, car cela permettait de défendre les valeurs et la sécurité américaines. Néanmoins, cette identification de la menace n'était pas suffisante pour démontrer qu'il était judicieux d'intervenir en Libye. En effet, les expériences de l'Irak et de l'Afghanistan résonnaient avec force au sein de l'administration. Celle-ci était sensible aux mises en garde émises par Gates concernant les défaillances des actions militaires au Moyen-Orient.

2.2.2.2 Le multilatéralisme coopératif comme solution aux menaces sécuritaires du XXI^e siècle

Les discours d'Obama sur les menaces transnationales soulignaient la nécessité d'adopter une nouvelle stratégie sécuritaire. Alors que Bill Clinton avait mis l'accent

³² Obama revient fréquemment sur ce qu'il considère être un « faux choix » entre les intérêts et les valeurs. Cette notion est d'ailleurs mentionnée dans le document de Sécurité Nationale de 2010 : « The United States rejects the false choice between the narrow pursuit of our interests and an endless campaign to impose our values. Instead, we see it as fundamental to our own interests to support a just peace around the world - one in which individuals, and not just nations, are granted the fundamental rights that they deserve » .(Maison-Blanche, 2010, p. 5)

sur l'élargissement de l'OTAN et le renforcement des liens entre les démocraties de marché, Bush avait privilégié les solutions unilatérales militaires (Johnson, 2004). Obama est particulièrement critique de la stratégie de son prédécesseur immédiat et de la guerre en Irak qui, selon lui, reprenait une logique interétatique de la Guerre froide complètement inadaptée aux nouvelles réalités transnationales de la mondialisation (Toal, 2009, p. 395). Deux leçons sont tirées de cette représentation : 1) la nécessité d'adopter une approche multilatérale et concertée apte à répondre à ces menaces non-étatiques et 2) l'importance d'agir en partenariat sincère avec les populations locales pour répondre aux sources d'insécurité internes aux États. En définitive, le président cherchait à développer une stratégie qui permettrait de construire un fort consensus partout à l'international (Toal, 2009, p. 386)

(1) Dans un article du Foreign Affairs de 2007, le président avait présenté sa stratégie de sécurité commune pour répondre aux menaces sécuritaires qu'étaient le terrorisme, les armes de destruction massive, les États voyous, les États faillis et les désastres environnementaux (Obama, 2007b). D'une part, les interventions unilatérales qui visaient à modifier la nature des États comme en Irak étaient jugées complètement inefficaces face aux insécurités internes (Toal, 2009). D'autre part, l'administration Obama avait estimé que la mondialisation des menaces nécessitait un effort conjoint à tous les niveaux pour qu'il soit possible de combattre efficacement ce phénomène (Patman et Southgate, 2016, p. 222). Dès le début de la crise libyenne, les discours de l'administration Obama mirent donc beaucoup l'accent sur la nécessité d'une réponse concertée. Clinton explique la nécessité de cette coordination dans le contexte où les États-Unis exercent peu d'influence sur Tripoli :

We are working very closely with partners. [...] As you know, we haven't had those relations for many years to the extent that we've had the kind of influence that other countries might be able to exercise now. But everything will be on the table. We will look at all the possible options to try to bring an end to the violence, to try to influence the government. (Clinton, 2011g)

Il était donc déterminant que d'autres pays s'engagent pour une intervention et que celle-ci soit acceptée au Conseil de Sécurité de l'ONU pour que les États-Unis puissent vraisemblablement considérer une intervention avec comme mandat la responsabilité de protéger. Cette nécessité est aussi compréhensible dans le cadre de la construction identitaire des États-Unis où ceux-ci se déclarent plus humbles et moins unilatéraux dans leurs actions.

(2) Dans le chapitre I, il a été souligné que le président Obama était conscient des imperfections américaines. Cette constatation résonne encore plus fort lorsqu'il est question des interventions militaires des États-Unis. La pensée du président en termes d'actions militaires est ainsi façonnée par les échecs de la guerre en Irak (Toal, 2009). Obama explique ici comment ce type d'intervention laisse des marques et peut avoir des conséquences imprévues :

We have history in Iran, we have history in Indonesia and Central America. So we have to be mindful of our history when we start talking about intervening, and understand the source of other people's suspicions. (Goldberg, 2016)

L'analogie avec l'Irak sert à démontrer que même si une intervention américaine formule l'intention de défendre les droits d'une population locale, cette action peut être mal interprétée sur le terrain et provoquer des résultats contraires aux intérêts défendus par les États-Unis.

Beaucoup de conseillers ont ainsi remarqué que durant le processus décisionnel en rapport avec les atrocités commises en Libye, l'équipe de sécurité nationale était très préoccupée par l'impression que laisserait une autre intervention américaine au Moyen-Orient auprès des populations arabes (Sanger, 2013, p. 342). De même, le président était inquiet de la possibilité qu'une implication américaine dans le contexte du Printemps arabe fasse dérailler un mouvement progressiste en donnant l'impression que celui-ci était manipulé à partir de Washington (Indyk *et al.*, 2012b, p. 161). En articulant ce genre d'argument, Obama se rapprochait de l'élaboration de ce que Toal

appelle une sécurité réflexive, c'est-à-dire que le président démontrait une certaine conscience des impacts de ses propres pratiques dans un système international mondialisé (2009, p. 383-384). Ainsi, les interventions unilatérales sont comprises comme des risques importants pour la sécurité américaine, celles-ci pouvant faire croître le sentiment antiaméricain et provoquer l'enlissement des forces américaines.

Dès lors, l'autre critère essentiel à une intervention militaire est que celle-ci soit réclamée par la population sur le terrain et les autres pays régionaux. Il est primordial que les acteurs locaux perçoivent l'intervention comme une aide d'urgence dans un contexte dramatique et non comme une action intéressée et impérialiste. À ce titre, les requêtes des combattants libyens et de la Ligue arabe le 12 mars 2011 sont venues modifier l'interprétation de la situation par l'administration Obama. Ainsi, les États-Unis pouvaient intervenir conformément à l'articulation cosmopolite et coopérative de leur identité. Obama articulait déjà ce sentiment le 3 mars 2011 :

I think it's very important for us to do this in consultation, though, with the international community. One of the extraordinary successes of Egypt was the full ownership that the Egyptian people felt for that transformation. That has served the Egyptian people well. It serves U.S. interests well. We did not see anti-American sentiment arising out of that movement in Egypt precisely because they felt that we hadn't tried to engineer or impose a particular outcome, but rather they owned it. (Obama, 2011h)

Le succès d'une intervention est ainsi intimement associé au respect de la volonté des populations sur le terrain. Cette articulation permet de comprendre la décision d'intervenir pour protéger les Libyens et freiner les actions de Kadhafi sans qu'une occupation militaire pour diriger la transition politique ne soit envisagée. Chandler explique que cette stratégie fait appel à la résilience des Libyens, c'est-à-dire qu'elle a pour objectif d'habiliter ce peuple à défendre lui-même sa sécurité (Chandler, 2012, p. 220-221). Cette approche est pour les États-Unis une tentative de respecter leur discours cosmopolite selon lequel ils interviennent seulement pour seconder la population libyenne dans les efforts qu'elle menait déjà par elle-même.

En somme, l'administration Obama avait identifié l'insécurité des Libyens comme une importante crise humanitaire et une grave menace sécuritaire pour les États-Unis. Toutefois, les interventions américaines unilatérales au Moyen-Orient sont aussi représentées comme inefficaces et ayant des conséquences imprévues pouvant nuire à la stabilité. Dès lors, une intervention humanitaire n'est jugée dans l'intérêt national américain que si les acteurs locaux la réclament et qu'une telle décision est acceptée et organisée de manière multilatérale. À cet égard, l'activisme des alliés français et britanniques et l'appui de la Ligue arabe ont été compris comme le signe d'une mobilisation locale et internationale qui s'imbriquait parfaitement dans cette construction de l'imaginaire sécuritaire commun. La proximité d'une attaque sur Benghazi a quant à elle été l'élément final permettant de construire la situation libyenne comme une menace imminente pour la sécurité des Libyens, de la région et des États-Unis. Pour compléter l'analyse de ce processus de construction de l'intérêt national, il reste toutefois à examiner l'interpellation de ces articulations au sein de la société et de l'identité américaines.

2.2.3 Les contradictions de la construction identitaire du président Obama

2.2.3.1 Le cosmopolitisme et le défi de l'exceptionnalisme américain

Confronté à une situation qui avait été définie comme une catastrophe humanitaire à venir et une menace sécuritaire importante, le gouvernement américain eut à déterminer le rôle des États-Unis dans ce contexte. À cet égard, le président Obama a décrit son pays comme étant prêt à répondre à l'appel d'une population en danger. Les États-Unis sont une fois de plus représentés comme cette nation qui utilise sa politique étrangère pour défendre humblement les « intérêts du monde ». Toutefois, il est également proposé que c'est parce qu'ils sont exceptionnels que les Américains sont prêts à

entreprendre cette action. On constate alors une certaine tension au sein du discours de l'identité américaine.

Comme il a été décrit dans la section précédente, les États-Unis ont jugé essentiel de représenter les changements sociaux ayant lieu en Libye et durant le Printemps arabe comme étant entièrement l'expression de volontés locales. Dans ce contexte, les États-Unis sont représentés comme des alliés des populations arabes et non comme un État cherchant à dicter le cours des événements :

But I want to be clear: the change in the region will not and cannot be imposed by the United States or any foreign power; ultimately, it will be driven by the people of the Arab World. It is their right and their responsibility to determine their own destiny. (Obama, 2011i)

Ainsi, le président tente d'évacuer toute notion d'unilatéralisme et d'impérialisme dans les actions américaines. C'est dans ce contexte qu'il reconstruit l'identité et l'image des États-Unis comme étant humbles et cosmopolites. Obama interpelle donc l'identité américaine au sein d'une humanité commune. Dans cette articulation, ceux-ci interviennent pour défendre les intérêts et le bien-être de l'humanité.

Cependant, le président Obama a également mis de l'avant tout un lexique lié à l'exceptionnalisme américain pour justifier l'implication américaine dans cette intervention. Dans son ouvrage, *A Problem From Hell*, Samantha Power avait indiqué comment l'inaction dans ce genre de contexte avait des coûts pour la perception du leadership américain dans le monde (Power, 2007, p. 512). Le même genre d'arguments fut aussi véhiculé auprès du président durant la crise libyenne (Marsh, 2014). De même, Obama justifia l'intervention américaine en soulignant le caractère exceptionnel du leadership américain dans son discours du 28 mars :

To brush aside America's responsibility as a leader and - more profoundly - our responsibilities to our fellow human beings under such circumstances would have been a betrayal of who we are. Some nations may be able to turn a blind eye to

atrocities in other countries. *The United States of America is different*. And as President, I refused to wait for the images of slaughter and mass graves before taking action.(Obama, 2011k)

Bien qu'il présente l'action américaine comme étant au service des êtres humains, le président Obama indique aussi qu'en choisissant d'entreprendre cette action, les États-Unis marquent leur différence. D'emblée, ce double discours est difficile à réconcilier considérant que les États-Unis étaient représentés comme une nation supérieure, mais aussi comme des partenaires égaux. Cette contradiction représente une piste d'analyse intéressante pour comprendre les incohérences entre certaines des politiques américains durant le Printemps arabe. Dans ce contexte, il convient d'analyser plus en détail la compatibilité ou non de ces deux discours.

2.2.3.2 L'exceptionnalisme d'un État comme les autres

En mettant de l'avant l'exceptionnalisme des États-Unis, le président Obama faisait appel à tout un vieil ensemble de significations identitaires qui trouvaient leur origine dans la mythification, souvent religieuse, du caractère unique de l'expérience américaine, de ses idéaux et de ses institutions libérales (Hodgson, 2009, p. 30-31; Marienstras, 1976, p. 23). McCrisken identifie deux courants qui ont dominé l'histoire américaine, celui identifiant les États-Unis comme une « cité sur la colline » qui a servi à justifier un certain isolationnisme en politique étrangère et celui de la « destinée manifeste » qui soulignait la mission providentielle et divine des États-Unis d'exporter ses valeurs universelles (2003). Lane Crothers rappelle cependant que rien dans le concept d'exceptionnalisme ne spécifie une orientation quelconque en politique étrangère (2011: 25). Ainsi, le chapitre I a permis de constater une version différente élaborée par Obama, c'est-à-dire qu'il croyait fermement en l'universalisme et le bien-fondé des valeurs américaines, mais qu'il refusait d'adopter une approche messianique

dans le contexte où il considérait que les États-Unis avaient parfois posé des gestes qui n'étaient pas la hauteur de leur potentiel. Considérant les nuances de l'exceptionnalisme d'Obama, Gorski et McMillan l'ont qualifié de prophétique (2012) alors que Hallams considérait qu'il était « exemplariste » (2011). En effet, cette administration a beaucoup mis l'accent sur la nécessité de rester engagé dans le monde, tout en considérant qu'il était plus judicieux de défendre les valeurs américaines/universelles par la persuasion et l'exemple seulement. Le président réfutait l'idée du déclin des États-Unis (Rogin, 2012), cependant il reconnaissait que l'exceptionnalisme américain avait historiquement permis de justifier des interventions unilatérales à l'extérieur de leurs frontières (Ignatieff, 2005, p. 13) et il souhaitait contrecarrer la trame narrative de l'impérialisme américain et élaborer une politique étrangère plus efficace et consensuelle.

En Libye, l'exceptionnalisme d'Obama reposait cependant sur sa variante activiste qui définissait les États-Unis comme une nation déterminée et prête à confronter les menaces aux « droits universels » des Libyens (Hrnjaz et Krstić, 2015, p. 35). Ce discours était réconcilié avec le désir d'humilité et de consensus du président par l'articulation que l'action américaine était inscrite dans l'universalisme et l'altruisme. En effet, le président considérait que les intérêts internationaux et les intérêts américains étaient interchangeables : « Today we are part of a broad coalition. We are answering the calls of a threatened people. And we are acting in the interests of the United States and the world » (Obama, 2011j). Les États-Unis étaient donc représentés comme un État exceptionnel et cosmopolite qui répondait aux demandes des Libyens (et du monde arabe) sans avoir la prétention de lui dicter la marche à suivre.

Billig soutient qu'historiquement, l'idée de la défense d'intérêts universels aux États-Unis a servi à construire une « syntaxe hégémonique » qui permettait à ceux-ci d'être les porte-paroles des intérêts de l'humanité (1995, p. 11). Le concept de « droits universels » est effectivement souvent critiqué dans la littérature. Chris Brown argue que l'idée de l'universalisme de ces droits relève d'une fiction servant à dissimuler une

défense affirmée d'une vision libérale et occidentale (Brown, 2007). Dans le contexte du Printemps arabe, Borg estime que ce travail discursif a permis aux États-Unis de s'approprier le mouvement en s'octroyant le privilège de définir la nature des droits que ces populations réclamaient (2016). Les discours de l'administration Obama présentés jusqu'ici ont en effet très fréquemment interprété les revendications des populations arabes selon leur conception des droits universels. Selon cette analyse, l'administration Obama a reproduit une notion diluée de la dichotomie entre Américains et Arabes qui a alors été articulée en des termes temporels (Borg, 2016). Ces derniers devant ainsi rejoindre l'idéal défini par Washington. Le discours de l'exceptionnalisme américain était ainsi l'illustration manifeste de cette distinction. À cet égard, il est révélateur de constater qu'Obama défend la représentation de la supériorité des États-Unis, aussi bien au niveau matériel (économique et militaire) que de ses valeurs libérales associées à la liberté (Löfflmann, 2015, p. 311).

L'interpellation d'une identité américaine cosmopolite semble ainsi partiellement entravée par le discours de l'exceptionnalisme américain. Ce dernier exalte l'autorité morale des États-Unis comme on peut l'observer dans cet extrait où Obama discute de l'identité américaine :

They know that America is great not just because we're powerful, but also because we have a set of values that the world admires, that we don't just think about what's good for us, but we're also thinking about what's good for the world. That's what makes us special. That's what makes us exceptional. (Obama, 2011q)

Dans cette citation, il est évident que le président Obama aborde la politique étrangère avec toute la confiance que lui accorde sa foi en l'exceptionnalisme des valeurs et de l'expérience américaine, lui permettant ainsi de savoir ce qui est « bon pour le monde ». C'est dans ce contexte discursif que les États-Unis s'arrogent le droit d'*influencer* l'évolution du Printemps arabe selon *leur interprétation* de certains droits universels. On comprend mieux alors comment les États-Unis en sont arrivés à la conclusion qu'il était dans leur prérogative d'influencer la transition égyptienne pour que l'armée

conserve ses assises politiques. De même, il est révélateur de constater que les États-Unis et leurs alliés ne se sont pas contentés de protéger la population libyenne avec leur intervention, mais qu'ils ont aussi fait des frappes sur les installations des forces de sécurité dans le but de provoquer un changement de régime (Guerlain, 2014, p. 487). Dans le même ordre d'idées, certains ont vu dans l'approche cosmopolite et universelle du président une adoption du *soft-power* comme stratégie de promotion de la vision américaine de l'ordre international (Hallams, 2011).³³ Toal souligne d'ailleurs que le discours de l'universalisme n'est finalement pas trop éloigné des concepts de « destinée manifeste » et de « nation indispensable » (2009). Dans ce contexte, il devient plus difficile d'accepter le discours de l'action altruiste tel que le soutient Obama. Au-delà des discours pétris d'humilité du président, il reste que son administration ne s'est pas gênée pour défendre sa vision en même temps qu'elle défendait les manifestants arabes.

La contradiction apparaît incontournable dans ce double discours de la citoyenneté mondiale et du patriotisme exceptionnel. Croucher explique que la cohabitation de ces types de discours a des impacts importants sur l'élaboration de la politique étrangère (2015). En insistant sur la différence et la supériorité américaines, l'exceptionnalisme d'Obama met en relief le maintien de toute une série d'intérêts étroits et uniques aux États-Unis qui pourraient potentiellement entrer en conflit avec le discours cosmopolite et universaliste selon lequel son gouvernement avait comme intérêt national d'appuyer les manifestants au Moyen-Orient. Le président souligne d'ailleurs lui-même que les États-Unis défendent à la fois leurs intérêts « étroits » et les intérêts de tous. Comme il a été vu plus tôt, l'ouverture au monde arabe s'intégrait dans des représentations sécuritaires qui répondaient aux intérêts particuliers des États-Unis. Ainsi, lorsque les manifestants du Bahreïn ont été réprimés violemment par leur régime, les États-Unis ont fait une distinction presque complète entre leurs intérêts individuels et les intérêts

³³ Défini pour la première fois dans les années 90 par Joseph Nye, ce dernier définit le *soft-power* de la manière suivante : « It is the ability to get what you want through attraction rather than coercion or payments » (Nye, 2004, p. x).

universels, contrairement à ce qu'ils avaient fait en Égypte et en Libye. Obama était parfaitement conscient de cette contradiction : « there will be times when our short-term interests don't align perfectly with our long-term vision for the region » (Obama, 2011o). Au Bahreïn, son administration a privilégié ses intérêts stratégiques et militaires en évitant de critiquer trop ardemment le gouvernement de Manama qui était son allié et qui lui permettait de maintenir la Cinquième flotte des États-Unis sur son territoire.³⁴

En résumé, les revendications des Libyens ont été accueillies à la Maison-Blanche avec la même empathie qu'en Égypte. Le président Obama a représenté les États-Unis comme des alliés du peuple libyen qui avaient intérêt à voir les droits universels de celui-ci à être respecté. Ce discours cosmopolite s'intégrait à une construction du monde comme étant un endroit dangereux où les menaces diffuses devaient être contrées par une stratégie sécuritaire dont les fondements devaient être le consensus et le multilatéralisme. Dès lors, l'approche d'ouverture des États-Unis envers les populations arabes peut aussi être comprise comme un moyen de réduire l'insécurité internationale de manière plus efficace. Les violences survenant en Libye ont également été représentées avec ce vocabulaire, celles-ci étant alors comprises comme une menace pour le système international. Dans ce contexte, le président Obama a compris qu'il était dans l'intérêt national américain de protéger les Libyens pour qu'ils puissent défendre leurs droits universels. Il aurait toutefois été contre-productif d'agir de la sorte sans que le discours d'ouverture des États-Unis ait été réciproque. Il était impératif que cette intervention s'appuie sur les demandes des Libyens, le droit international et le multilatéralisme. Finalement, l'usage d'un langage issu de l'exceptionnalisme américain par le président Obama met en lumière de façon encore plus apparente la potentielle contradiction au cœur des discours du président quant à sa

³⁴ Le cas du Bahreïn est aussi intéressant, car l'intervention saoudienne dans ce pays pour mater les manifestants s'est produit à la même période (14 mars 2011) où les États-Unis cherchaient à obtenir l'approbation de la Ligue arabe pour une intervention en Libye. Clinton explique qu'il aurait été contre-productif dans ce contexte de trop s'insurger des événements au Bahreïn (Clinton, 2014).

prétention d'agir pour défendre les intérêts américains et les intérêts de l'humanité. L'usage de l'exceptionnalisme démontre le maintien de la distinction entre l'identité américaine et les « autres » et donc, aussi, entre les intérêts américains et les intérêts universels. Cette tension permet de comprendre les décalages entre certaines politiques américaines au Moyen-Orient durant le Printemps arabe. Il est alors possible pour les États-Unis de considérer que les intérêts universels doivent primer dans certains pays alors que les intérêts unilatéraux américains doivent être priorités dans d'autres. Une dernière contradiction importante inscrite dans ces discours permet de comprendre l'inconstance des politiques américains. Celle-ci est liée aux articulations des opposants à l'intervention libyenne et sera traitée plus en détail dans le chapitre III sur la Syrie.

CHAPITRE III

LA PUISSANCE AMÉRICAINE ET LA GESTION DU « RISQUE » EN SYRIE : SCEPTICISME ET HUMILITÉ DEVANT UN PROBLÈME ÉPINEUX

Dans cet ultime chapitre, il sera question de la construction de l'intérêt national américain envers la crise syrienne et la guerre civile qui suivit. Cette analyse couvrira la période allant du 15 mars 2011 au 14 septembre 2013, soit du début des manifestations jusqu'à la fin de la crise associée à l'utilisation d'armes chimiques par le régime Assad. L'administration de Barack Obama fut à nouveau confrontée à une situation de violence commise par un dictateur contre sa population. Dans ce cas, les États-Unis ont évité d'intervenir militairement pour protéger une population courant de graves dangers humanitaires (3.1). Durant le processus discursif de formulation de la politique étrangère, le président et ses conseillers ont mis, comme en Libye, l'accent sur la menace que représentait cette violence pour la sécurité internationale et américaine. Néanmoins, un contre-discours important a représenté cette situation comme étant trop complexe pour que les États-Unis puissent porter une action qui obtienne des résultats jugés bénéfiques (3.2). Cette compréhension venait contredire l'exceptionnalisme américain que le président avait mis de l'avant dans ses discours portant sur le cas libyen et sur l'utilisation d'armes chimiques par le régime syrien. En effet, les nuances dans le discours identitaire américain ainsi que dans la représentation des menaces dans un contexte de mondialisation permettent de comprendre l'emploi d'instruments différents en Libye et en Syrie malgré que l'intérêt national eût été défini de manière similaire initialement.

3.1 Le repli sur une stratégie diplomatique en Syrie

En 2011, la Syrie était dirigée par Bachar Al-Assad, un membre de la communauté religieuse alaouite qui constituait 12 % de la population (Vandal et Aoun, 2013, p. 222).³⁵ Inspirés par les révolutions en Tunisie et en Égypte, les Syriens commencèrent à manifester pour l'instauration de réformes à la mi-mars 2011. Le 18 mars, en réponse au traitement brutal réservé à quelques adolescents qui avaient fait des graffitis anti-régime, des milliers de manifestants envahirent les rues de la ville Deraa dans le sud du pays (Indyk *et al.*, 2012a, p. 170). Les forces de sécurité répondirent avec des arrestations de masse et une répression violente qui s'illustra par des tirs dans la foule (Indyk *et al.*, 2012a, p. 170). C'est dans ce contexte que les manifestants se radicalisèrent et entreprirent d'exiger la chute du gouvernement du parti Baas d'Assad pour qu'une transition démocratique ait lieu (Vandal et Aoun, 2013, p. 236). Malgré la répression lourde exercée par les forces de l'ordre, les manifestations de masse se poursuivirent durant tout le mois de mars et d'avril et se propagèrent rapidement des villes périphériques vers le centre. Le pays fut aux prises avec une escalade de la violence alors que les tensions se transformèrent rapidement en affrontements armés. Ainsi, le 25 avril 2011, les forces de sécurité marquèrent un nouveau jalon dans l'évolution de cette crise en entrant dans la ville de Deraa avec des milliers de troupes de l'armée et plusieurs chars d'assaut qui firent des dizaines de morts (Phillips, 2012, p. 67). À la fin du mois de juillet, cette tactique fut aussi reprise dans plusieurs autres villes comme Homs et Hama alors que des centaines de personnes sont tuées et des dizaines de milliers sont emprisonnées (Indyk *et al.*, 2012b, p. 170). Dans les premiers mois de cette répression, durant l'été et l'automne 2011, le gouvernement Assad promit périodiquement des réformes sans toutefois que ces propositions n'aboutissent ou que les violences ne cessent (Indyk *et al.*, 2012b, p. 172). Assad semblait vouloir éviter le

³⁵ Les autres segments de la populations se répartissent ainsi : 75 % sont sunnites, 8 % sont chrétiens, 4 % sont druzes et 1 % sont ismaélites (Vandal et Aoun, 2013, p. 222)

sort réservé à Kadhafi en offrant l'image d'un homme raisonnable à la communauté internationale (Cronogue, 2012, p. 129). Dans cette optique, le leader syrien déploya de grands efforts pour représenter les rebelles comme des terroristes.

À l'automne 2011, le total des morts montait déjà à trois mille, ce qui représentait un nombre beaucoup plus élevé que ce qu'avait causé la répression par Kadhafi en Libye avant qu'il n'y ait une intervention internationale (Sanger, 2013, p. 363). Les mois suivants menèrent ainsi le pays vers une guerre civile meurtrière. Rapidement, le conflit s'était divisé selon des lignes sectaires alors que les Alaouites et leurs alliés (Chrétiens et Druzes) défendaient le régime contre les opposants à majorité sunnite. Alors que l'opposition luttait pour un changement de gouvernement, les minorités au pouvoir avaient peur pour leur survie et étaient prêtes à se battre jusqu'au bout (Vandal et Aoun, 2013, p. 242). Pour compliquer les choses, l'enlèvement du conflit permit à des pays tels l'Iran, la Russie, la Turquie et certains pays du Golfe de financer des groupes et/ou d'envoyer des forces armées sur le terrain. Deux années après le début des combats, sans résolution en vue, le régime fut accusé d'avoir utilisé des armes chimiques contre sa population.

3.1.1 La prudence de Washington

Les premiers échos issus du gouvernement américain concernant les manifestations en Syrie de la mi-mars provinrent du sénateur John Kerry qui indiqua le 16 mars 2011 : « My judgment is that Syria will move, Syria will change, as it embraces a legitimate relationship with the West » (Kanat, 2015, p. 155). Tout en déplorant les premiers cas de violences, la secrétaire d'État Clinton reprit aussi ces propos onze jours plus tard, le 27 mars (Clinton, 2011i). Ainsi, les États-Unis refusèrent de critiquer trop sévèrement Assad dans ces premières semaines en soutenant que son profil suggérait qu'il pourrait instaurer des réformes politiques. Cette position ne subsista pas à l'intensification de la

répression en Syrie alors que suite aux violences liées au siège de Deraa, Washington imposa des sanctions sur le régime syrien (Obama, 2011n). Toutefois, la Maison-Blanche garda somme toute un profil bas relativement à la situation syrienne en l'absence d'une solution crédible à offrir au conflit qui s'envenimait (Indyk *et al.*, 2012b, p. 176). Effectivement, la communauté internationale était complètement divisée à ce sujet alors que la Russie et la Chine bloquaient toute tentative d'action au Conseil de sécurité de l'ONU. Obama exigea dans son discours du 19 mai 2011 qu'Assad instaure des réformes ou qu'il quitte le pouvoir (Obama, 2011o). Le 18 août 2011, suite à une autre attaque meurtrière sur la ville de Hama, les États-Unis exigèrent finalement le départ du leader syrien (Obama, 2011p).

Après avoir attendu cinq mois pour exiger une transition politique, les États-Unis démontrèrent plus d'activisme durant l'année 2012. Ainsi, l'administration Obama discuta sérieusement de la possibilité d'armer les rebelles, mais décida finalement de ne pas retenir cette option (McKelvey, 2015).³⁶ La voie diplomatique fut plutôt privilégiée. Relevant d'une initiative de la France et des États-Unis, un regroupement nommé les *Amis de la Syrie* organisa sept conférences de février 2012 à juin 2013 permettant ainsi de réunir les représentants de 70 à 114 États pour les trois premiers rendez-vous (Clinton, 2014, p. 470). Le regroupement original avait pour objectif de trouver une réponse à l'impasse diplomatique suite à l'utilisation du veto par la Chine et la Russie, le 4 février 2012, contre une résolution écrite conjointement par l'Occident et des pays arabes et soumise au Conseil de sécurité de l'ONU. Celle-ci ne prévoyait pas d'action militaire ni de sanctions, mais elle cherchait à envoyer un message clair à Bachar Al-Assad qui l'amènerait à adhérer à un plan de paix présenté par la Ligue arabe (Clinton, 2014; Indyk *et al.*, 2012b, p. 362). Comme précédemment, ces efforts diplomatiques conjoints ne sont, eux non plus, pas venus à bout des réticences russes et chinoises vis-à-vis toutes mesures qui dans leur esprit allaient inévitablement

³⁶ La CIA fut néanmoins autorisé à organiser la distribution des armes fournies par d'autres pays de la région (Turquie, Arabie Saoudite et le Qatar) (Schmitt, 2012).

déclencher une escalade vers une intervention en Syrie et un possible changement de régime (Thakur, 2013, p. 71).

En août 2012, le président Obama décrétait que l'utilisation d'armes chimiques par le régime représentait une « ligne rouge » à ne pas franchir (Obama, 2012c). Lorsqu'un tel événement se produisit dans l'enclave de la Ghouta, le 21 août 2013, les possibilités d'intervention devinrent soudainement très concrètes. L'administration Obama s'activa effectivement dans l'optique d'intervenir militairement en Syrie aux côtés de quelques alliés sans l'accord de l'ONU (Patman, 2015, p. 46). La Maison-Blanche décida cependant de demander l'autorisation au Congrès pour une telle action, puis se ravisa et privilégia un accord diplomatique avec les Russes et le gouvernement syrien. Ce dernier s'engageait ainsi à renoncer à ses armes chimiques et à les détruire. Finalement, en 2014, les États-Unis s'éloignèrent des débats sur une intervention humanitaire et portèrent leur attention sur la prise de contrôle de grands pans de territoire en Irak et en Syrie par le groupe terroriste de l'État islamique.

En somme, les États-Unis firent preuve d'une plus grande prudence envers le régime de Bachar Al-Assad, mais finirent tout de même par adopter la même rhétorique ferme exigeant le respect des droits des Syriens et une transition politique. Devant l'impasse internationale, Washington se concentra sur une solution diplomatique, mais obtint très peu de résultats à ce niveau. Même après avoir défini l'utilisation d'armes chimiques comme une ligne rouge à ne pas dépasser, le président préféra ne pas impliquer les États-Unis directement dans ce pays quand un tel événement se produisit. Il semble donc que l'intérêt national américain ait été compris différemment en Syrie et en Libye.

3.1.2 L'intérêt national en Syrie : Une série de « choix impossibles »

Au sein de l'administration Obama, la situation syrienne était considérée comme un « wicked problem », un problème épineux et pernicieux (Clinton, 2014). Les États-Unis s'étaient officiellement prononcés en faveur du départ de Bachar Al-Assad, mais ceux-ci n'avaient pas de solutions à offrir pour atteindre cet objectif. En effet, il n'était alors pas question d'être aspiré dans un nouveau conflit au Moyen-Orient (Entous, 2013). Ces deux tensions contradictoires semblaient effectivement régir la définition de l'intérêt national américain envers la crise syrienne. Comme les actions américaines le démontrent, c'est finalement le refus d'intervenir directement qui l'emporta.

Cette décision est généralement interprétée comme une adaptation à toute une série de facteurs propres à la Syrie qui rendait l'atteinte d'une solution beaucoup plus difficile qu'en Libye (Vandal et Aoun, 2013, p. 11). Ainsi, le régime de Bachar Al-Assad était appuyé par des alliés influents, la Russie, l'Iran, et le Hezbollah qui lui fournissaient des armes et un soutien militaire important (Indyk *et al.*, 2012b, p. 173). Ceux-ci avaient investi des efforts non négligeables pour préserver leurs intérêts géopolitiques et économiques dans ce pays se trouvant au centre d'importantes rivalités régionales et internationales.³⁷ Concernant l'option d'imposer une zone d'exclusion aérienne, les Américains auraient eu à faire face à une armée déterminée et possédant du matériel beaucoup plus sophistiqué qu'en Libye puisque celui-ci provenait de la Russie. D'ailleurs, cette opération aurait été très difficile logistiquement, car les opposants ne possédaient pas, en 2011, d'enclave territoriale que l'on aurait pu protéger (Sanger, 2013, p. 360). Cela rendait l'opérationnalité d'une telle action extrêmement compliquée, sans oublier que les risques de tuer une grande quantité de civils étaient à

³⁷ L'unique base militaire russe internationale à l'extérieur des anciens territoires soviétiques était alors située en Syrie. Le pays est aussi au cœur du corridor d'influence chiite entre l'Iran et le Hezbollah libanais. Finalement, la Syrie se trouve au centre de deux importants corridors énergétiques de la région et de nombreux champs gaziers sont situés sur son territoire (Vandal et Aoun, 2013, p. 246).

prévoir dans un tel contexte. De plus, l'opposition au régime n'avait pas demandé l'assistance de l'Occident dans sa lutte et semblait complètement désorganisée et désunie (Indyk *et al.*, 2012b, p. 177).

Dans ce contexte, les États-Unis ont jugé imprudent de s'ingérer dans la crise syrienne. Le président Obama résume les difficultés internes et internationales auquel les États-Unis faisaient face en Syrie dans ces deux extraits :

[...] in Syria right now, where the degree to which the various groups are armed and hardened fighters and are supported by a whole host of external actors with a lot of resources requires a much larger commitment of forces. (Goldberg, 2016)

We live in a world of imperfect choices. Different nations will not agree on the need for action in every instance, and the principle of sovereignty is at the center of our international order. (Obama, 2013d)

Devant ces choix imparfaits, l'administration Obama a jugé qu'il n'était pas dans l'intérêt national d'intervenir en Syrie. Le processus de construction discursive de cet enjeu sera examiné dans la section suivante.

3.2 Obama et les lacunes de la puissance américaine dans un monde dangereux

Dans cette section, l'approche théorique de Weldes sera une fois de plus employée pour analyser le processus décisionnel et la construction de l'intérêt national relativement à la crise syrienne. À l'aide de ce travail, il sera possible de constater que les responsables de la Maison-Blanche ont reproduit le discours empathique et sécuritaire ayant servi à représenter le Printemps arabe libyen (3.2.1). On perçoit ainsi que les Syriens tentent d'obtenir le respect de leurs droits universels, mais que la répression du régime d'Assad les en empêche. La violence qui en résulte est aussi représentée comme une menace pour la sécurité internationale. Ensuite, la difficulté à transposer ce discours en une

définition claire de l'intérêt national sera abordée à travers l'analyse du discours sécuritaire et identitaire des États-Unis (3.2.2). Plus précisément, il sera démontré que la situation syrienne ne répondait pas aux critères sévères (multilatéralisme et consensus) établis pour qu'une intervention militaire soit comprise comme étant aptes à résoudre la crise syrienne. De plus, beaucoup d'insistance a été mise sur la complexité de la situation et sur les conséquences imprévues des actions américaines. Finalement, les contradictions de ce discours avec les prétentions de l'exceptionnalisme américain seront analysées en fin de chapitre dans le but de clore sur les incohérences des politiques américaines durant le Printemps arabe (3.3.3).

3.2.1 L'importance du maintien de la stabilité d'un pays névralgique

3.2.1.1 Stabilité 2.0 : La brève réappropriation du discours sécuritaire sur les États autoritaires

Dès le départ, l'administration Obama a semblé aborder la crise syrienne différemment de la Libye. Dans ses mémoires Robert Gates rappelle comment l'ambassadeur américain en Syrie, Robert Ford, semblait convaincu que le leader syrien ne suivrait pas le même parcours que son homologue libyen : « Assad is no Qaddafi. There is little likelihood of mass atrocities. The Syrian regime will answer challenges aggressively but will try to minimize the use of lethal force » (Ford cité dans Gates, 2014). De la même manière qu'ils avaient d'abord accueilli les manifestations en Égypte, les hauts responsables de l'administration Obama avaient d'abord représenté le régime syrien comme un pôle de stabilité au sein d'un pays situé au confluent des rivalités du Moyen-Orient (Patman, 2015, p. 45). Les conseillers considéraient ainsi que le départ du président Assad pourrait laisser un vide politique dangereux qui menacerait la stabilité du Liban et la sécurité d'Israël, particulièrement si l'Iran en profitait pour accroître son influence dans cette région (Landler et Sanger, 2011).

Abordant la crise syrienne avec ces considérations géopolitiques et sécuritaires à l'esprit, les hauts responsables américains choisirent de mettre l'accent sur les capacités d'implanter des réformes du président syrien, comme l'indiquait un conseiller de la Maison-Blanche en avril 2011 : « He sees himself as a Westernized leader and we think he'll react if he believes he is being lumped in with brutal dictators » (Sanger, 2011). Seulement trois mois plus tôt, en janvier 2011, Obama avait envoyé l'ambassadeur Robert Ford en Syrie. Il poursuivait ainsi les efforts qu'il avait entamés dans le début de son mandat pour améliorer les relations avec ce pays et ainsi pouvoir l'impliquer dans le processus de paix israélo-palestinien et l'éloigner de la sphère d'influence iranienne (Indyk *et al.*, 2012b, p. 168-169). Les États-Unis comptaient aussi sur la Turquie qui avait entrepris d'exercer des pressions sur Assad pour qu'il cesse la répression violente et qu'il s'inspire de la démocratie turque dans la mise en place de réformes (Indyk *et al.*, 2012b, p. 177). Pendant ces premières semaines, le président Obama garda donc un profil bas au profit des actions plus modérées entreprises par son gouvernement envers Assad (Indyk *et al.*, 2012b, p. 176).

Alors que l'intervention libyenne battait son plein, l'absence d'actions similaires en Syrie était cependant de plus en plus questionnée. Clinton répondit en relativisant l'urgence de la crise syrienne : « Well, there's not an aircraft - there's not an air force being used. There is not the same level of force. The situation is significantly different enough that the world has not come together » (Clinton, 2011k). Puis dans une seconde entrevue, elle affirmait qu'il n'était pas certain que la Syrie s'enfoncerait dans le même genre de violence : « I don't think that it's yet clear what will occur, what will unfold » (Clinton, 2011j). Ainsi, la situation en Syrie était appréhendée avec beaucoup moins de certitude morale dans ces premiers mois. Ayant dépeint Assad comme un réformateur et une garantie de stabilité dans le pays, l'administration Obama semblait avoir estimé qu'il était préférable de travailler avec le régime syrien. Cette trame narrative évolua cependant avec l'accélération de la répression.

3.2.1.2 Le président universel confronté à la brutalité d'Assad

Dans son premier discours sur les événements en Syrie, un mois après le début des manifestations, le président Obama reprit les mêmes thématiques qu'il avait jusque-là mises de l'avant durant le Printemps arabe :

I strongly condemn the abhorrent violence committed against peaceful protesters by the Syrian government today and over the past few weeks. [...] Throughout this time of upheaval, the American people have heard the voices of the Syrian people, who have demonstrated extraordinary courage and dignity, and who deserve a government that is responsive to their aspirations. (Obama, 2011l)

Une fois de plus, la situation était identifiée comme la quête d'un peuple pour ses droits universels. Le président et ses conseillers se feront ainsi de plus en plus critiques envers les exactions du régime syrien au fil des mois. De même, dès le 29 avril 2011, Obama signa un ordre exécutif qui représentait la crise syrienne comme une menace pour la sécurité nationale américaine :

The Government of Syria's human rights abuses, including those related to the repression of the people of Syria, manifested most recently by the use of violence and torture against, and arbitrary arrests and detentions of, peaceful protestors by police, security forces, and other entities that have engaged in human rights abuses, constitute an unusual and extraordinary threat to the national security, foreign policy, and economy of the United States. (Obama, 2011n)

La description des abus aux droits humains en Syrie comme une menace pour la sécurité nationale américain s'apparente au discours de la sécurité commune mis de l'avant en Libye. Ainsi, dans ses discours, Obama utilisa une rhétorique de plus en plus critique envers le régime syrien et il souligna constamment l'importance de la défense des droits universels pour la sécurité internationale. De même, l'identité exceptionnelle des États-Unis a été reproduite des les premiers mois de ce conflit par le président : «

The United States will continue to stand up for democracy and the universal rights that all human beings deserve, in Syria and around the world » (Obama, 2011m).

Considérant l'emploi des mêmes représentations discursives qu'en Libye, il serait cohérent de penser que la formulation de l'intérêt national serait similaire envers les deux pays. Le président a effectivement déclaré, le 18 août 2011, que les États-Unis voulaient voir Assad quitter le pouvoir (Obama, 2011e). De même, au tournant de l'année 2012, la majorité des membres de l'administration Obama considérait qu'il fallait appuyer les rebelles contre le régime (McKelvey, 2015). Finalement, il faut considérer que la Syrie avait aussi été représentée comme un État convoitée dans le contexte des rivalités régionales. L'administration avait ainsi calculé qu'une transition politique pouvait servir les intérêts économiques et géopolitiques des États-Unis (Vandal et Aoun, 2013, p. 246).³⁸ Toutefois, comme il a été mentionné, Washington déterminait qu'il n'était pas dans son intérêt d'intervenir pour protéger la population syrienne. La prochaine section aura pour objectif d'analyser les discours qui se sont concurrencés pour construire un intérêt national cohérent avec le discours empathique, cosmopolite et sécuritaire d'Obama envers le sort des manifestants syriens.

3.2.2 La société du risque, la puissance américaine et les conséquences imprévues

3.2.2.1 Les leçons de l'Irak et le plaidoyer anti-interventionniste

Durant son discours sur l'état de l'Union de janvier 2012, le président Obama avait décrit le futur de la Syrie avec l'une de ses formules prophétiques auxquelles il avait

³⁸ Il ne faut cependant pas surévaluer cette motivation au sein de l'administration Obama. Les discours et les témoignages provenant de la Maison-Blanche indiquent que celle-ci voyait le départ d'Assad comme le moyen le plus efficace et le plus légitime de faire cesser la violence. Ainsi, durant les premières semaines de la crise, les États-Unis tentèrent de travailler avec le leader syrien plutôt que de chercher à profiter de la situation pour exiger son départ. Enfin, plus les mois passeront et plus les États-Unis seront préoccupés par la stabilité de la région et l'émergence de groupes terroristes dans le pays (Entous, 2013).

habitué le public américain lorsqu'il parlait du Printemps arabe : « And in Syria, I have no doubt that the Assad regime will soon discover that the forces of change cannot be reversed, and that human dignity cannot be denied » (Obama, 2012a). Par le fait même, il positionnait toujours plus les États-Unis du côté des opposants syriens. Un conseiller de la Maison-Blanche avait déclaré que la position officielle américaine était que « toutes les options étaient sur la table » (Entous, 2013). Toutefois, au sein de la Maison-Blanche, il apparaissait évident que le président était foncièrement réfractaire à l'idée d'une intervention militaire sans l'accord de la communauté internationale (Patman, 2015, p. 46). Il faut ainsi rappeler que dans l'imaginaire sécuritaire du président et de quelques-uns de ses proches conseillers, le multilatéralisme et la reconnaissance de la légitimité des actions américaines par les populations locales étaient essentiels pour mener avec succès une opération militaire qui serait à la fois efficace et qui ne provoquerait pas l'émergence d'un sentiment antiaméricain contre-productif et dangereux. La « tempête parfaite » du cas libyen ne s'appliquait pas en Syrie. Il n'y avait pas de consensus international quant à une intervention, puis l'opposition syrienne n'avait pas indiqué vouloir recevoir une aide militaire. Dans son discours du 18 août où il avait exigé le départ d'Assad, Obama avait expliqué dans ces termes son refus d'intervenir en Syrie :

The United States cannot and will not impose this transition upon Syria. It is up to the Syrian people to choose their own leaders, and we have heard their strong desire that there not be foreign intervention in their movement. What the United States will support is an effort to bring about a Syria that is democratic, just, and inclusive for all Syrians.³⁹ (Obama, 2011p)

Même lorsque certains groupes rebelles commencèrent à demander un appui de l'Occident à la fin de l'année 2011 (Zenko, 2011), les États-Unis refusèrent d'intervenir sans mandat international. Certes, le Pentagone avait bien soumis des plans

³⁹ Clinton avait repris sensiblement le même discours le même jour : We understand the strong desire of the Syrian people that no foreign country should intervene in their struggle, and we respect their wishes (Clinton, 2011d).

d'interventions militaires à la Maison-Blanche, mais ceux-ci étaient considérés comme imparfaits par les militaires (Entous, 2013). L'activisme en ce sens était plus important au département d'État, mais l'option militaire ne fut pas défendue avec suffisamment d'agressivité pour venir à bout de la résistance de la Maison-Blanche (Entous, 2013). Pour comprendre cette intransigeance de la part du président, il faut examiner plus en détail les contours de sa pensée en matière sécuritaire.

On se rappellera que l'analyse de Walling sur les interventions humanitaires lui avait permis de conclure que la description d'une crise humanitaire comme étant le résultat d'une utilisation intentionnelle de la violence permettait souvent de diriger le débat vers une intervention. De même, il était courant pour l'administration Obama d'identifier avec certitude le régime d'Assad comme la source des atrocités en Syrie. Toutefois, Walling constate que la représentation des événements comme étant complexe peut construire un contexte discursif qui évacue la notion de contrôle sur les événements et qui amenuise la confiance envers les possibles leviers qui permettraient de freiner la violence (2013, p. 26). En mars 2012, Obama justifia sa position en utilisant une formule de ce type :

For us to take military action unilaterally, as some have suggested, or to think that somehow there is some simple solution, I think is a mistake. What happened in Libya was we mobilized the international community, had a U.N. Security Council mandate, had the full cooperation of the region, Arab states, and we knew that we could execute very effectively in a relatively short period of time. *This is a much more complicated situation.* (Obama, 2012b)

La définition de critères aussi exigeants envers l'usage de la force émane en majeure partie de l'articulation de la complexité de ce genre de situations et de l'inaptitude des interventions militaires à régler des troubles d'ordres sociaux. Ce raisonnement est largement tributaire de la représentation que le président faisait de la guerre en Irak. Dans son discours sur le Moyen-Orient de 2011, Obama avait effectivement repris l'idée selon laquelle les interventions militaires peuvent être difficiles et mener à un

enlissement : « we have learned from our experience in Iraq just how costly and difficult it is to try to impose regime change by force - no matter how well-intentioned it may be » (Obama, 2011o).

À bien des égards, cette articulation s'apparente au concept de la « société du risque » qu'ont entre autres théorisé Ulrich Beck et Anthony Giddens (Beck, 1992; Giddens, 2003). Selon Giddens, la société du risque est marquée par l'émergence de nouvelles incertitudes, un plus grand individualisme et des changements importants dans les institutions sociales (Giddens, 2003, p. 87). Cette théorie met beaucoup l'accent sur le puissant et complexe processus d'interactions propre à la mondialisation au sein duquel les actions ont des conséquences qui sont amplifiées et imprévues (Chandler, 2014, p. 444). De même, Obama s'est appuyé sur des expériences récentes liées à l'imaginaire sécuritaire américain pour construire le même type de raisonnement. Celui-ci a ainsi constaté comment la guerre en Irak a eu des contrecoups involontaires tels la galvanisation d'une opposition antiaméricaine dans le pays et la région, le renforcement du recrutement d'Al-Qaïda et l'investissement d'une quantité astronomique de ressources américaines pour répondre à ces défis (Toal, 2009, p. 386). La guerre en Irak est ainsi perçue comme une leçon qui a démontré la futilité de tenter d'identifier dans un contexte social donné les causes de certains problèmes sécuritaires et d'appliquer une solution *top-down* qui permettrait d'obtenir les résultats voulus sans conséquence imprévue (Chandler, 2016). Le recours à ces représentations et analogies amène le président à articuler une vision de l'intérêt national américain selon laquelle l'emploi de la force militaire doit reposer sur un consensus international ou bien répondre à une menace imminente.⁴⁰

⁴⁰ Comme le démontre son usage immodéré des drones, Obama n'est pas réfractaire à faire usage de la force lorsqu'il considère qu'un phénomène menace directement la sécurité des États-Unis. Ainsi, malgré qu'il ait discursivement intégré l'insécurité humaine aux phénomènes qui menacent la sécurité américaine, cette catégorie de menace demeure soumise à des critères plus élevés pour justifier une action militaire. Cette distinction sera examinée de nouveau en conclusion.

Comme dans les autres pays, la situation syrienne fut présentée comme l'éveil d'un peuple réclamant ses droits universels par le gouvernement américain. Néanmoins, la complexité de la situation sur le terrain et le contexte régional tendu furent aussi constamment mis de l'avant. Ainsi, la désorganisation de l'opposition et le soutien russe au régime d'Assad faisaient craindre qu'une intervention puisse envenimer la situation plutôt que l'améliorer (Patman, 2015, p. 46; Mintz et Wayne, 2016). Progressivement, l'accent fut de plus en plus souvent mis sur la complexité de la crise syrienne. On comprend mieux alors le contexte discursif qui a permis le rejet de toute velléité d'intervention militaire dans la formulation de l'intérêt national. Clinton explique dans ses mémoires la position qui prévalait au sein de l'administration : « Intervene militarily, and risk opening Pandora's Box and wading into another quagmire, like Iraq » (Clinton, 2014). Le président est d'ailleurs très clair à ce sujet :

But the notion that the way to solve every one of these problems is to deploy our military, that hasn't been true in the past and it won't be true now. We've got to think through what we do through the lens of what's going to be effective, but also what's critical for U.S. security interests. (Obama, 2012b)

Obama semble si convaincu de cette notion qu'il sous-entend qu'une intervention militaire nuirait aux intérêts sécuritaires américains.

Cette articulation est très intéressante dans le contexte où il avait aussi été déclaré que les exactions commises par le régime syrien représentaient aussi une menace pour la sécurité américaine. Les États-Unis avaient donc établi le double objectif de voir Assad quitter le pouvoir sans que Washington n'ait à recourir à la force. Les contradictions sous-jacentes à une telle approche se manifestèrent ouvertement durant l'année 2012 alors que des débats difficiles eurent lieu au sein de l'administration Obama. Celle-ci eut à déterminer laquelle de ces deux démarches était la plus déterminante pour l'intérêt national américain. Les articulations discursives concurrentes des membres de l'équipe de sécurité nationale seront analysées dans la section suivante.

3.2.2.2 Armer les rebelles ? Le dictat des conséquences imprévues dans un monde dangereux

Au mois de février 2012, Clinton réussit à trouver un compromis avec la Ligue arabe pour présenter une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU qui demanderait un cessez-le-feu en Syrie. La Secrétaire d'État allait toutefois à nouveau se buter aux vétos russes et chinois. Ayant rejeté toute intervention militaire, le gouvernement américain s'était ainsi tourné vers le déploiement d'un important effort diplomatique pour dénouer l'impasse du conflit. Après cet échec, l'administration Obama en était rendue à discuter l'élaboration de politiques unilatérales pour mettre fin au conflit et organiser une transition politique.

Dans cette optique, les débats de 2012 à la Maison-Blanche portèrent plutôt sur la possibilité d'armer des groupes rebelles. L'équipe de sécurité nationale fut divisée en deux camps qui, une fois de plus, eurent des opinions totalement opposées sur le sujet. Les conseillers qui favorisaient l'idée d'armer les rebelles étaient Hillary Clinton, le directeur de la CIA David Petraeus, le nouveau secrétaire à la Défense Leon Panetta et la plupart de l'establishment de politique étrangère (McKelvey, 2015). Ceux-ci étaient de plus en plus inquiets à propos de l'escalade de la violence et des impacts que pourrait avoir un désastre humanitaire pour la région (Clinton, 2014, p. 460). La situation en Syrie était perçue par la plupart au sein du gouvernement américain comme un fouillis total (« a mess ») (Clinton, 2014). Les partisans de l'armement des rebelles avaient comme intention de donner aux États-Unis la chance d'exercer un peu de contrôle sur la situation. Dans un sens, ces conseillers persistaient à croire en l'exceptionnalisme américain et en la capacité de leur pays à influencer avec succès les événements sur le terrain. La secrétaire d'État décrit ainsi le sentiment qu'elle partageait avec Panetta :

Our military's top brass, reluctant to get involved in Syria, consistently offered dire projections [...] But Secretary of Defense Panetta had become as frustrated

as I was with the lack of options in Syria; he knew from his own time leading the CIA what our intelligence operatives could do. (Clinton, 2014)

Par ailleurs, leur plan n'avait pas pour objectif d'investir suffisamment de ressources pour bâtir une force d'opposition capable de renverser le gouvernement, mais plutôt d'envoyer le signal au régime syrien qu'une victoire militaire serait impossible (Clinton, 2014). Ces conseillers soulignaient avec insistance les coûts d'une non-intervention alors qu'il percevait que des extrémistes pouvaient profiter du chaos dans le pays pour y accroître leur influence. Ceux-ci pourraient ainsi miner la stabilité régionale et même mettre en danger les avancées américaines en Irak en reprenant possession de certains territoires (Entous, 2013).⁴¹ À cet égard, Clinton, Panetta et Petraeus reprenaient à leur compte l'argument selon lequel l'instabilité en Syrie représentait une menace pour la sécurité américaine. De plus, ces conseillers recouraient aux leçons de l'analogie de Munich pour défendre leur idée que la stratégie de l'apaisement en Syrie pouvait mener à l'émergence de graves menaces pour les États-Unis (Patman, 2015, p. 49).⁴² En bref, les partisans d'une action plus musclée considéraient qu'il était dans l'intérêt national d'intervenir pour faire cesser la violence malgré l'absence d'un consensus multilatéral.

Comme mentionné déjà, Obama était beaucoup plus pessimiste quant aux chances de succès d'une implication américaine dans un conflit complexe. Aux multiples occasions où ce genre de plan fut proposé au président et à sa garde rapprochée durant l'année 2012, ceux-ci donnèrent toujours une réponse négative (Strobel et Rohde, 2014). Comme ce fut souvent le cas dans ce deuxième mandat, la prise de décision s'était concentrée auprès des loyalistes du président (Mintz et Wayne, 2016). Ainsi, les Obamiens comme Denis McDonough et Susan Rice s'opposaient à toute implication

⁴¹ Les dernières troupes américaines en Irak avaient quitté le pays le 18 décembre 2011 conformément à l'engagement pris par le président Obama (Reuters, 2011).

⁴² L'analogie de Munich est un « truisme » issu de l'imaginaire sécuritaire américain et couramment mis de l'avant en politique étrangère. Elle rappelle comment la politique de l'apaisement avec Hitler n'avait pas empêché ce dernier de poursuivre ses actions belliqueuses en Europe (Weldes, 1999, p. 47).

américaine directe en Syrie (Entous, 2013). Toute une série de représentations discursives a servi à construire une trame narrative selon laquelle il n'était pas dans l'intérêt national de fournir des armes aux rebelles. Comme pour la question d'une intervention militaire, c'est la complexité et les nuances propres à la situation qui étaient mises en exergue pour justifier la prudence. D'une part, les motivations des rebelles étaient remises en doute, ceux-ci étant soupçonnés de ne pas chercher à défendre leurs droits universels, mais plutôt de mener une guerre sectaire contre les Alaouites qui contrôlaient le gouvernement (Murray, 2013). D'autre part, le président n'était pas du tout certain qu'armer les rebelles serait suffisant pour mener Assad à quitter le pouvoir. Il soulignait ainsi qu'une grande quantité d'armes avaient déjà été remises aux rebelles par d'autres pays et il demandait qu'on lui fournisse des exemples historiques convaincants où les États-Unis avaient eu du succès avec une telle tactique (Clinton, 2014; Entous, 2013).

Puis, progressivement, l'imagerie d'un peuple qui se levait pour réclamer ses droits fut de plus en plus remplacée par la description de la situation comme étant une guerre civile au sein de laquelle des groupes extrémistes avaient pris pied (Obama, 2012b). Ce qui était une analyse nouvelle en 2012 faisait ainsi partie du sens commun en 2013 : « America and others have worked to bolster the moderate opposition, but extremist groups have still taken root to exploit the crisis » (Obama, 2013d). Dans ce contexte, armer les rebelles n'était pas perçu comme une façon de juguler ces groupes, mais plutôt comme une action imprévisible qui comportait le risque important que ces armes se retrouvent entre les mains de groupes extrémistes (Patman, 2015, p. 46). L'analogie qui était présente à leur esprit était l'armement des Mujahideen en Afghanistan en 1979, celui-ci étant alors jugé comme un avertissement concernant toutes les conséquences imprévues et néfastes que pouvait avoir une telle stratégie (Clinton, 2014).⁴³

⁴³ Durant l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en 1979, les États-Unis de Reagan avaient armé les groupes combattants Mujahideen. Considéré comme un succès à l'époque, cette tactique a plus tard été décrite comme une action imprudente ayant permis un groupe extrémiste de prendre le contrôle de l'Afghanistan et de transformer ce pays en terre d'accueil pour des terroristes.

En définitive, Obama et ses conseillers continuaient de représenter la situation en Syrie avec le vocabulaire de la société du risque. La crise était ainsi perçue comme étant complexe et dangereuse. Pour ces acteurs, les exemples historiques démontraient que les actions américaines risquaient fortement de provoquer des conséquences imprévues. Les décideurs avaient donc décidé qu'il n'était pas dans l'intérêt national d'armer les rebelles. Il s'agissait d'une position réfléchie de la part du président, car celui-ci avait estimé que la question de l'élaboration d'un programme d'armement était très sensible et qu'elle devait être approuvée directement par son cabinet (Strobel et Rohde, 2014). La section suivante abordera brièvement les événements de 2013 durant lesquels l'utilisation d'armes chimiques en Syrie faillit pousser le président Obama à réévaluer sa position.

3.2.3 L'utilisation d'armes chimiques, l'amplification de la menace transnationale et la permanence du discours l'inefficacité de l'usage de la force

3.2.3.1 Marche arrière sur le recours à des frappes aériennes en Syrie

L'année 2012 avait démontré que le président Obama considérait que toute intervention américaine en Syrie serait inefficace en raison de la complexité de la situation. En définitive, la situation syrienne ne constituait pas une menace sécuritaire assez sérieuse pour qu'il considère être dans l'intérêt national d'entreprendre une opération qui comportait encore plus de risques pour la sécurité américaine. En conférence de presse le 20 août 2012, celui-ci avait cependant émis un bémol à cette évaluation alors qu'il avait déclaré que l'utilisation d'armes chimiques par le régime syrien représentait une « ligne rouge » pour son administration :

We have been very clear to the Assad regime, but also to other players on the ground, that a red line for us is we start seeing a whole bunch of chemical weapons moving around or being utilized. That would change my calculus. That would change my equation. (Obama, 2012c)

Lorsqu'un tel événement eut lieu dans l'enclave de la Ghouta en août 2013, le président représenta effectivement cette action comme une menace pour la sécurité nationale américaine :

This attack is an assault on human dignity. It also presents a serious danger to our national security. It risks making a mockery of the global prohibition on the use of chemical weapons. It endangers our friends and our partners along Syria's borders, including Israel, Jordan, Turkey, Lebanon and Iraq. It could lead to escalating use of chemical weapons, or their proliferation to terrorist groups who would do our people harm. (Obama, 2013b)

Il est notable de constater que l'utilisation d'armes chimiques est considérée comme une menace plus directe et plus importante pour la sécurité internationale que les violences que subissent quotidiennement les Syriens. Ainsi, le président semble à nouveau interpellé par l'imaginaire sécuritaire des menaces transnationales : « In a world with many dangers, this menace must be confronted » (Obama, 2013b). Les discours de l'administration Obama ne laissent ainsi pas de doutes quant à la question de l'intérêt national. Il apparaît évident aux décideurs qu'il est nécessaire d'agir pour dissuader la reproduction d'une attaque chimique.

Néanmoins, le président sembla avoir des réserves tardives quant à la stratégie impliquant des frappes militaires en Syrie sans atteindre un consensus international ou sans l'appui du Congrès (Goldberg, 2016). Celui-ci discuta des conséquences d'une telle action avec son conseiller le plus réfractaire aux interventions militaires, Denis McDonough. Le président lui fit part de ses inquiétudes quant aux risques associés au plan américain, de sa réticence à engager une fois de plus l'armée dans des actions agressives envers un pays musulman puis de sa déception d'avoir vu la Grande-Bretagne se retirer de l'opération (Goldberg, 2016). Finalement, le président retarda sa décision concernant une intervention militaire et décida de demander une autorisation au Congrès. Des conseillers comme Susan Rice soutinrent qu'un refus d'intervenir causerait des dégâts importants pour la crédibilité américaine, mais Obama avait déjà

pris la décision d'avancer avec prudence (Goldberg, 2016). Une fois de plus, celui-ci avait eu recours à la même logique de l'intérêt national qui soulignait l'importance d'un consensus international dans le contexte de l'inefficacité et de l'imprévisibilité des frappes militaires.

3.2.3.2 L'exceptionnalisme post-américain et les exigences de l'intérêt national

Durant la majeure partie de la crise syrienne, Washington avait adopté un ton très ferme à l'égard du régime de Bachar al-Assad. Dans leurs discours, le président et ses conseillers avaient aussi dépeint les États-Unis comme une nation spéciale qui était toujours prête à défendre les droits universels des Syriens. Lorsque la « ligne rouge » du président fut outrepassée, ce dernier réintégra à nouveau le langage de l'exceptionnalisme américain dans son discours. Ainsi, les États-Unis étaient à nouveau différents des autres nations en raison de sa volonté d'agir pour protéger les droits humains et les normes du système international. Quatre jours avant d'annoncer que son gouvernement avait plutôt trouvé une solution diplomatique avec l'aide de la Russie, le 14 septembre 2013, le président avait donné un discours révélateur sur sa conception de l'identité américaine. Celui-ci annonçait alors que des frappes militaires de précision aurait contre le régime syrien si le Congrès les approuvaient : « I determined that it is in the national security interests of the United States to respond to the Assad regime's use of chemical weapons through a targeted military strike » (Obama, 2013c). De plus, le commandant en chef avait exploité l'identité américaine pour justifier ces frappes :

When, with modest effort and risk, we can stop children from being gassed to death, and thereby make our own children safer over the long run, I believe we should act. That's what makes America different. That's what makes us exceptional. With humility, but with resolve, let us never lose sight of that essential truth. (Obama, 2013c)

Les États-Unis étaient ainsi décrits comme une nation exceptionnelle qui agissait avec détermination pour protéger des enfants contre des attaques chimiques. Il s'agit une fois de plus du discours de la nation indispensable qui a la responsabilité d'agir pour préserver la sécurité internationale. Il est aussi intéressant de remarquer qu'Obama lie cette responsabilité à la sécurité américaine puisqu'il articule que l'action militaire américaine permettra d'assurer « la sécurité des enfants américains ». C'est à ce niveau qu'on retrouve la deuxième grande contradiction dans le discours de Barack Obama et de son administration. D'une part, le monde est représenté comme un endroit dangereux au sein duquel les États-Unis, par leur caractère exceptionnel, ont la capacité et la responsabilité de répondre à ces menaces. D'autre part, ce chapitre a démontré comment les membres de l'administration Obama considéraient les États-Unis impuissants à agir de manière positive sur des situations complexes. Il était alors difficile de confronter des phénomènes qui avaient été identifiés comme des menaces pour la sécurité américaine. Obama semblait ainsi rejeter l'idée du déclin américain tout en abordant les relations internationales avec une conception post-américaine de l'hégémonie des États-Unis. En effet, l'exceptionnalisme américain a servi à justifier l'élaboration d'une politique non exceptionnelle (Löfflmann, 2015).

Toute cette tension est présente dans ce même discours du président où il annonçait des frappes en Syrie :

Why should we get involved at all in a place that's so complicated, and where - as one person wrote to me - "those who come after Assad may be enemies of human rights?" It's true that some of Assad's opponents are extremists. But Al Qaeda will only draw strength in a more chaotic Syria if people there see the world doing nothing to prevent innocent civilians from being gassed to death. (Obama, 2013c)

Ainsi, même lorsqu'Obama souligne tous les dangers que comporte le chaos causé par la guerre civile en Syrie, ce dernier rappelle qu'il s'agit d'une situation complexe pour laquelle les actions américaines pourraient avoir des conséquences encore plus dangereuses. Le président considère que les États-Unis doivent rester engagés dans le

monde pour le rendre plus sûr, tout en croyant que les actions américaines peuvent potentiellement le rendre plus dangereux. Il n'est pas surprenant alors de constater qu'Obama se désistera à la dernière minute et annulera les frappes militaires en Syrie qu'il avait annoncées à la nation américaine.

Ce commentaire de Ben Rhodes résume bien les représentations de la puissance américaine parmi les conseillers proches du président : « But when it comes to shaping events in cultures that are foreign to the United States we have to have some degree of realism » (Rhodes cité dans Strobel et Rohde, 2014). Seulement dix jours plus tard, à l'ONU, le président démontrait comment deux instincts contradictoires orientaient sa pensée lorsqu'il parla de la crise syrienne :

We understand such longstanding issues cannot be solved by outsiders; they must be addressed by Muslim communities themselves. [...] But I believe America must remain engaged for our own security. I also believe the world is better for it. Some may disagree, but I believe America is exceptional - in part because we have shown a willingness through the sacrifice of blood and treasure to stand up not only for our own narrow self-interests, but for the interests of all. (Obama, 2013d)

Comme il a été abordé dans le chapitre II, Obama défend l'exceptionnalisme américain pour justifier le maintien de l'implication internationale des États-Unis, mais il fait aussi appel à la résilience des Syriens pour assurer leur sécurité. Dans le contexte où son administration a jugé qu'il était trop risqué d'intervenir pour appuyer les Syriens dans leur lutte, le discours de l'exceptionnalisme américain perd en crédibilité. Certes, le président est sensible à cette dichotomie, c'est pourquoi il soutient que l'engagement américain dans le monde doit se matérialiser par un leadership fondé sur l'exemple et le consensus (Hallams, 2011; Obama, 2014). Cette approche a toutefois été surnommée de leadership « discret » en Libye. Löfflmann souligne ainsi l'immense difficulté pour le président de défendre sa conception nuancée de l'identité américaine au sein de la population (2015). En effet, la perception de la puissance américaine a historiquement été associée à la capacité de recourir à la force (Löfflmann, 2015, p. 328).

En définitive, la disparité entre les politiques libyenne et syrienne peut être comprise comme un reflet de l'ambivalence des discours du président et de ses conseillers. D'un côté, Obama a pu justifier une implication militaire en se basant sur les éléments linguistiques historiques de l'exceptionnalisme américain. D'un autre côté, c'est plutôt le discours concurrent de l'inefficacité de la puissance américaine devant la complexité de la mondialisation et des phénomènes sociaux qui a été plus influent pour déterminer l'inaction américaine dans le domaine militaire. Dans le contexte de cette négociation hautement contestée entre ces deux séries de représentations discursives qui ont accompagné les dirigeants américains durant le Printemps arabe, il semblerait donc que les particularités du contexte syrien, bien que mineures en surface, aient été suffisantes pour permettre la construction d'un intérêt national différent de celui établi par rapport à la situation libyenne. Par conséquent, attribuer toute la charge explicative aux contraintes de la situation syrienne pour interpréter les actions américaines serait faire fausse route. Cette analyse suggère plutôt que c'est l'ambivalence permanente des discours de l'administration Obama qui a permis à ces représentations de résonner si fort et finalement de s'imposer par rapport aux conceptions de l'imaginaire sécuritaire qui furent mises de l'avant en Libye.

Les soulèvements populaires en Syrie ont dès le départ été abordés de manière différente par le gouvernement américain. Certes, le président et ses conseillers ont continué de décrire la lutte des Syriens comme un mouvement légitime pour l'obtention de leurs droits universels. Néanmoins, ces derniers ont été beaucoup plus prudents et circonspects dans leurs critiques au commencement des manifestations. Cette approche a révélé que la construction discursive du Printemps syrien intégrait des enjeux qui ne se rapportaient pas uniquement à l'insécurité des Syriens, mais qui prenaient aussi en compte les impacts géopolitiques d'une déstabilisation du régime d'Assad. Ce n'est que lorsque le niveau de violence fut perçu comme indécent que le gouvernement américain commença à accentuer la pression sur le gouvernement syrien comme l'analyse de la rhétorique très critique d'Obama l'a démontré. Toutefois, en mettant

l'accent sur la complexité de la situation, le cercle rapproché du président a contribué à construire une version de l'intérêt national selon lequel il ne fallait pas recourir à des actions coercitives sur le terrain dans le but d'appuyer les exigences américaines envers le régime syrien pour qu'il cesse ses actions violentes. Cette conviction fut tellement forte que les États-Unis privilégièrent une solution diplomatique lorsque le régime syrien posa une action qui était considérée comme une menace importante pour la sécurité américaine et internationale, c'est-à-dire l'utilisation d'armes chimiques contre sa population. En quelque sorte, la crise syrienne a illustré les contradictions importantes se retrouvant dans les discours de l'administration Obama. En effet, les contre-discours qui avaient été articulés dans les cas égyptien et libyen ont été beaucoup plus influents dans le contexte de la crise syrienne. Ainsi, le maintien de la stabilité a initialement été perçu comme un impératif sécuritaire plus important que la mise en place d'actions coercitives qui auraient permis aux Syriens d'obtenir le respect de leurs droits universels. Puis, lorsque l'instabilité dans le pays a été perçue comme une menace importante, l'administration Obama a jugé qu'il n'était pas dans l'intérêt national d'intervenir pour régler une situation jugée trop complexe. Confrontée à une situation où une intervention militaire était perçue comme trop inefficace et contre-productive, Washington a eu beaucoup de difficulté à maintenir de façon cohérente la posture selon laquelle les États-Unis étaient cette nation exceptionnelle qui était en mesure de soutenir les droits universels partout sur la planète.

CONCLUSION

Ce mémoire a débuté en s'interrogeant sur les disparités entre les politiques que l'administration Obama avait mises en œuvre au Moyen-Orient en réaction aux bouleversements provoqués par les mouvements de protestation du Printemps arabe. Les États-Unis n'ont pas donné un soutien équivalent à tous les mouvements de protestations des pays qui sont entrés en effervescence à partir du début de l'année 2011. L'explication la plus commune, au sein de l'administration comme chez les commentateurs, était que les États-Unis avaient adopté une politique pragmatique s'étant adaptée aux particularités de chaque cas. À l'aide de l'approche de Jutta Weldes, ce mémoire avait comme objectif d'analyser la construction de l'intérêt national dans ce contexte pour comprendre quelles pratiques discursives avaient encadré l'élaboration de politiques aussi variées. Ainsi, à chaque étude de cas, les articulations, les arguments quasi-causaux et les interpellations mises de l'avant pour représenter les événements, l'identité américaine et les scénarios envisagés ont été examinés en détail. Selon Jutta Weldes, en établissant une vision du monde et en donnant du sens aux divers objets qui l'habitent, ces représentations fournissent les significations qui permettent de définir l'intérêt national (1996, p. 14). Derrière le paravent de ce pragmatisme, il était question d'analyser les constructions discursives « normalisées » qui avaient permis aux décideurs américains de considérer qu'un mouvement populaire méritait de recevoir un appui rhétorique, un appui militaire ou bien pas d'appui du tout.

L'analyse de ce processus a cependant rapidement révélé que la définition de l'intérêt national avait été l'objet d'une « négociation » plutôt ardue. Dans les trois cas, les différents membres de l'administration Obama ont constamment été divisés, ceux-ci adoptant des discours bien souvent incompatibles et contradictoires qui relevaient de conceptions du monde aux antipodes. Ce phénomène laissait entrevoir que certains ancrages culturels de l'imaginaire sécuritaire américain sur lesquels s'étaient appuyés

les dirigeants américains étaient largement contestés et en redéfinition au moment du Printemps arabe. Ainsi, dans aucun des cas a-t-il été possible de conclure qu'une vision relevant du « sens commun » a émergé des débats. La prise en compte de ces discours divergents était donc essentielle pour interpréter la pratique versatile de la politique étrangère américaine dans le contexte du Printemps arabe. À cet égard, le travail d'analyse effectué dans ce mémoire a permis de conclure que la cohabitation de ces représentations contraires au sein du processus décisionnel a permis l'émergence de plusieurs intérêts nationaux. Il a été constaté que la politique étrangère pragmatique et flexible des États-Unis était le prolongement du processus par lequel des discours concurrents furent intégrés, puis amalgamés différemment d'un cas à l'autre, menant à la construction d'intérêts nationaux contradictoires à travers le temps et l'espace.

Plus précisément, l'analyse de ce processus particulier a permis de conclure que ces constructions particulières d'intérêts nationaux pouvaient être liées à deux grandes contradictions dans les discours des membres de l'administration Obama. D'une part, cette performance discursive a réuni des représentations contraires du Printemps arabe dans lesquelles celui-ci était perçu à la fois comme un mouvement progressiste et bénéfique pour la sécurité américaine et comme un phénomène imprévisible pouvant être dangereux pour les États-Unis. Cette double articulation est reflétée par une tension dans la définition de l'intérêt national entre une politique étrangère cosmopolite et un repli sur les intérêts étroits des États-Unis. D'autre part, cette administration a articulé une vision conflictuelle de l'identité américaine qui défendait l'exceptionnalisme des États-Unis, mais qui insistait sur les limitations de sa puissance dans un monde mondialisé et post-américain. L'élaboration de l'intérêt national a alors été déchirée entre une importante volonté d'intervenir pour améliorer la situation et une disposition à demeurer humble et prudent. Le tableau 1.1 qui suit revient sur ces séries de représentations qui se sont entrechoquées au sein de l'administration Obama durant le Printemps arabe. Il permet ainsi de mieux saisir les différents intérêts nationaux qui ont émergé de ces pratiques discursives dans le contexte des trois études de cas.

Tableau 1.1 Synthèse des représentations des enjeux et des intérêts nationaux concurrents	
<u>Égypte</u>	
Représentations (Biden, Clinton, Donilon) ⁴⁴	• Les révolutions sont imprévisibles et dangereuses • Le président égyptien a toujours été un allié loyal et utile pour assurer la stabilité régionale • Les États-Unis agissent dans le monde pour défendre leurs intérêts sécuritaires
➤ Intérêt national	Continuer de soutenir le régime Moubarak malgré les manifestations
Représentations (Brennan, McDonough, Power, Rhodes)	• Les manifestations en Égypte représentent un mouvement légitime et progressiste menant aux respects des droits humains et à l'instauration de la démocratie • Les Américains partagent des droits universels (démocratie, liberté, etc.) avec l'humanité (identité cosmopolite) • Le respect des droits universels des populations amène plus de stabilité dans la région et plus de sécurité aux États-Unis
➤ Intérêt national	Appuyer une transition immédiate
Décision finale	<u>Appuyer une transition immédiate et ordonnée tout en maintenant le soutien à l'appareil militaire égyptien</u> ➤ Le président Obama choisit d'appuyer les manifestants pour raffermir la stabilité du pays, mais il fait un compromis en insistant sur la nécessité de préserver les bases de la relation sécuritaire avec l'Égypte
<u>Libye</u>	
Représentations (Biden, Brennan Daley, Donilon, Gates, McDonough)	• La situation en Libye est complexe, imprévisible et ne touche pas les États-Unis directement • Dans ces contextes, les interventions militaires sont ardues et il y a un risque d'enlèvement (Analogie de l'Irak) • Les interventions américaines doivent servir à défendre les États-Unis contre des menaces existentielles uniquement
➤ Intérêt national	Écarter toute intervention et laisser aux Européens la tâche d'agir en Libye

⁴⁴ On retrouve ici une liste non-exhaustive des membres de l'administration qui ont adopté les représentations auxquelles ils sont associés dans le tableau. Toutefois, l'analyse plus détaillée présentée dans ce mémoire a démontré comment certains d'entre eux, notamment Hillary Clinton, ont parallèlement articulé des idées associées à d'autres contre-discours avant d'appuyer une certaine conception de l'intérêt national.

Représentations (Daalder, Clinton, Power, Rhodes, Rice, Weinstein)	• Le régime libyen entreprend des actions violentes contre sa population qui vont mener à une crise humanitaire • Le refus de protéger les populations menace la sécurité internationale et mine le leadership américain (Analogie du Rwanda) • Les Américains sont exceptionnels, car ils sont des leaders qui défendent les droits universels
➤ Intérêt national	Prévenir une catastrophe humanitaire en Libye (Responsabilité de protéger)
Décision finale	<u>Mobiliser la communauté internationale vers une action multilatérale visant à protéger la population libyenne</u> ➤ Le président Obama appuie complètement la position interventionniste, mais il met de l'avant l'humilité des États-Unis en insistant sur le multilatéralisme et le consentement des populations locales
Syrie	
Représentations (Clinton, Panetta, Petraeus)	• Le régime syrien exerce une répression violente contre sa population • Les Américains sont exceptionnels, car ils sont des leaders qui défendent les droits universels • Le refus de protéger les populations menace la sécurité internationale et l'apaisement n'empêchera pas une grave détérioration de la situation (Analogie de Munich)
➤ Intérêt national	Appuyer les rebelles d'une façon ou d'une autre dans le but de mettre fin à la violence et de débiter une transition politique
Représentations (McDonough, Rice)	• La Syrie est engouffrée dans une guerre civile éminemment complexe qui implique des puissances étrangères • Dans ces contextes, les interventions militaires sont ardues et on risque l'enlèvement ainsi que des conséquences imprévues et négatives (Analogie de l'Irak) • Les Américains n'ont pas les capacités d'influencer avec certitude ce genre de situation
➤ Intérêt national	Éviter toute intervention directe en Syrie
Décision finale	<u>Employer la voie diplomatique pour tenter de mettre fin aux violences en Syrie</u> ➤ Le président Obama se range du côté de la non-intervention militaire, mais il exerce une pression rhétorique et diplomatique forte pour que le régime syrien cesse les hostilités

L'analyse des trois études de cas a démontré comment les représentations divergentes identifiées dans ce tableau ont marqué les processus décisionnels. Considérant les luttes de pouvoir et les contradictions dans les pratiques discursives de l'administration Obama, il a été possible de conclure que l'intérêt national n'a pas émergé de ce processus comme une certitude absolue. En effet, en l'absence de consensus qui se serait appuyé sur des représentations relevant du « sens commun » au sein de l'équipe décisionnelle, l'intérêt national s'est plutôt retrouvé à être une notion vague, fragile et sujette à une constante réévaluation. Ultimement, les décisions prises par Washington ont toutes été des compromis entre les diverses compréhensions du Printemps arabe et du rôle américain. Toutefois, l'influence de ces représentations concurrentes dans les différents compromis a grandement changé d'un cas à l'autre. À ce sujet, les discours du président américain ont été révélateurs. D'une part, il a été remarqué que les discours d'Obama étaient très riches et offraient des justifications détaillées des actions américaines. Le président a ainsi effectué un important travail discursif d'interpellation des Américains au sein de l'identité qu'il essayait de défendre en présentant les intérêts nationaux sous-jacents aux actions des États-Unis. D'autre part, le rôle de ce dernier a été crucial dans la prise de décision et la définition de l'intérêt national alors qu'en Égypte, en Libye et en Syrie, le président a effectivement été appelé à trancher pour dénouer l'impasse décisionnelle entre ses conseillers. L'analyse en profondeur des articulations contradictoires dans les discours du président a ainsi permis de mieux comprendre comment a évolué l'interprétation de ce contexte discursif contesté. De cette façon, il a été possible de rendre plus intelligible l'émergence d'intérêts nationaux ambivalents et contradictoires durant le Printemps arabe.

De manière générale, Barack Obama a représenté le Printemps arabe dans ses discours comme un mouvement progressiste où des populations se levaient pour réclamer leurs droits universels et construire une société plus digne, sûre et prospère. Dans ce contexte, les États-Unis ont été représentés comme une nation cosmopolite qui partageait une humanité commune avec toutes les populations. Celle-ci avait donc

intérêt à voir ces droits universels qui lui étaient chers triompher au Moyen-Orient. Il s'agissait d'une ouverture envers le monde arabe selon laquelle les États-Unis devaient adopter une attitude plus humble et abandonner toute volonté de dicter la marche à suivre à ces populations. Le président intégrait aussi une dimension sécuritaire à son discours de citoyen du monde puisque celui-ci considérait que les Américains et les autres peuples avaient des intérêts mutuels à ce niveau. Selon cette représentation de l'international, écouter avec empathie les aspirations de ces populations et défendre leurs droits permettraient de réduire leur insécurité et par ricochet améliorer la sécurité des États-Unis. Obama avait appréhendé les manifestations du Printemps arabe avec le discours de la « sécurité commune pour une humanité commune ». Cette construction de l'intérêt national dictait aux États-Unis une orientation « humble » envers les mouvements populaires du Printemps arabe. Il était ainsi indispensable que ce soutien se fasse en partenariat avec ces populations et avec le consensus de la communauté internationale si une intervention était envisagée. Washington avait ainsi misé sur une transition politique en Égypte dans l'optique de mettre fin à la violence et de construire un État plus légitime. De même, en Libye, les États-Unis ont participé une intervention militaire multilatérale dans le but de protéger les Libyens, de les habiliter à défendre leurs droits et de maintenir la stabilité au Moyen-Orient.

Toutefois, cette série de représentation sur la nature progressiste du Printemps arabe et sur l'identité cosmopolite et humble des États-Unis était concurrencée par un discours plus pessimiste sur les dangers inhérents au système international. Ainsi, le président et ses conseillers considéraient le monde comme un endroit dangereux où des nouvelles menaces diffuses et non étatiques pouvaient facilement émerger et représenter un danger important pour la sécurité des États-Unis. Dans ce contexte, les manifestations du Printemps arabe étaient aussi dépeintes comme des bouleversements sociaux qui pouvaient aboutir sur l'émergence de menaces importantes pour les États-Unis et leurs intérêts. Dès lors, les membres de l'administration Obama ont aussi repris le discours identitaire historique des États-Unis qui marquait une démarcation entre la nation

américaine et le système international alors représenté comme une altérité dangereuse pour la sécurité nationale. À cet égard, il est révélateur de constater qu'Obama a reproduit le discours de l'exceptionnalisme américain. Les États-Unis étaient dépeints comme une nation qui, en intégrant la défense de ces droits à son identité, avait atteint un statut exceptionnel au sein de la communauté internationale. Le chapitre II a cependant décortiqué comment ce discours soulignait la supériorité américaine et maintenait paradoxalement la distinction entre les États-Unis et les autres États et populations. Dans ce contexte discursif, la construction d'un intérêt national étroit selon lequel les États-Unis devaient assurer leur sécurité immédiate au détriment du respect des droits fondamentaux des populations arabes restait possible. Il existe donc une tension importante entre le discours cosmopolite où la sécurité est atteinte par une défense commune et le discours de la sécurité selon laquelle les États-Unis doivent se défendre contre les menaces provenant de l'étranger. Cette tension était ainsi palpable dans les approches américaines des deux premiers cas, Washington ne s'étant pas abstenu de défendre une vision sécuritaire dénuée d'humilité en Égypte (soutien absolu des bases institutionnelles de l'armée égyptienne) et en Libye (ajustement de l'intervention militaire pour y inclure la chute du régime Kadhafi) alors qu'il était officiellement question d'appuyer les revendications des manifestants de ces pays. L'incompatibilité entre ces deux constructions est finalement apparue comme étant insurmontable dans le cas des manifestations au Bahreïn où les États-Unis ont priorisé leur alliance avec le régime en place et l'Arabie Saoudite dans le but de pouvoir s'appuyer sur ces États pour maintenir la sécurité américaine contre d'autres menaces.

La seconde contradiction importante se trouve au niveau de la dichotomie entre l'exceptionnalisme américain et l'impuissance perçue par la Maison-Blanche à pouvoir influencer les événements du Printemps arabe. Ainsi, dans les cas où l'administration Obama avait identifié le non-respect des droits des populations arabes comme une menace pour la sécurité nationale (et qu'une transition politique ne menaçait pas les intérêts américains), celle-ci a tout de même été réfractaire à intervenir pour défendre

cette notion. Dans le cas syrien, la situation a effectivement été représentée comme étant trop complexe pour que les actions américaines aient un impact positif. Cette représentation peut être associée à l'idée de la « société du risque » qui aborde la façon dont les sociétés réagissent aux effets de la mondialisation, ceux-ci étant perçus comme plus imprévisibles, dangereux et incontrôlables. Ces notions semblent ainsi avoir acquis plus d'influence dans l'imaginaire sécuritaire américain depuis la guerre en Irak qui a démontré, selon plusieurs, que les interventions militaires étaient inaptes à résoudre des conflits sociaux importants et qu'elles pouvaient avoir des conséquences imprévues et nuisibles pour les intérêts des États-Unis. En Libye, le discours du risque et de la complexité articulée par des conseillers comme Gates avait moins fait consensus au sein de l'administration, celui-ci ayant été contrecarré avec vigueur et optimisme par les représentations exceptionnalistes qui s'appuyaient alors aussi sur les arguments du discours cosmopolite faisant de la sécurité commune une priorité. Devant l'incapacité de pleinement concevoir une intervention américaine en Syrie selon ces mêmes termes (consensus international, légitimité sur le terrain), il est apparu que l'exaltation de l'exceptionnalisme américain au service de la sécurité des Syriens a été éclipsée par les représentations liées à la complexité de la situation, qui ont été omniprésentes dans les discours des décideurs américains. Dans le contexte de l'opposition entre ces discours concurrents, l'intérêt national qui a finalement été formulé dictait qu'il était impératif de ne pas impliquer directement les États-Unis dans la guerre civile, mais qu'il était nécessaire de chercher une solution de paix par des moyens diplomatiques. En définitive, on remarque qu'une grande tension était présente entre la construction identitaire des États-Unis comme un État exceptionnel toujours prêt à défendre la sécurité internationale et la perception selon laquelle le pays était incapable de mettre un frein aux situations complexes comme la guerre civile syrienne.

Il est ressorti de cette analyse que Barack Obama n'avait aucune difficulté à articuler de nouvelles compréhensions des différents phénomènes qui se présentaient à lui. Effectivement, il a été abondamment noté dans ce mémoire que le président a toujours

été prêt à réévaluer une problématique et interchanger les objectifs ou les méthodes de sa politique étrangère. Shane J. Ralston estime que l'approche du président se rapprochait du pragmatisme philosophique tel que conceptualisé par John Dewey (2011, p. 91). Ce dernier concevait qu'utiliser des théories ou des schémas de pensée fixe pour prévoir avec certitude les impacts d'un événement ou d'une action avait peu de sens dans un monde riche d'effets sociaux et de conséquences imprévues (Chandler, 2014, p. 449). Plutôt, il fallait adopter une approche flexible qui prenait en compte le changement et qui mettait l'accent sur les conséquences des actions des États-Unis dans le monde. De même, il est possible de considérer qu'Obama a été pragmatique, non parce qu'il n'avait pas d'autres choix devant diverses contraintes, mais parce qu'il avait adopté une approche flexible qui permettait l'articulation de contre-discours, l'analyse des conséquences de certains choix et la reconstruction continuelle de l'intérêt national.

Il est néanmoins important de noter que la prégnance de l'approche pragmatique du président, telle qu'interprétée précédemment, est fortement tributaire de significations culturelles issues de leur contexte sociohistorique. Ainsi, il a déjà été noté que sur un enjeu comme la lutte au terrorisme, l'administration Obama était peu réceptive aux contre-discours qui soulignaient les conséquences imprévues associées aux frappes aériennes menées par les drones. De même, dans son ouvrage *The Audacity of Hope* publié en 2006, Barack Obama avait évoqué l'importance pour les États-Unis d'adopter une stratégie de politique étrangère claire : « Without a well-articulated strategy that the public supports and the world understands, America will lack the legitimacy - and ultimately the power - it needs to make the world safer than it is today » (Obama, 2006, p. 473). Les pratiques discursives de son administration démontrent que celle-ci a à tout le moins tenté de construire une stratégie de ce type. Ainsi, le président et ses conseillers avaient conçu une approche sécuritaire qui serait fondée sur la coopération et le consensus et qui permettrait de répondre plus efficacement aux nouvelles menaces déterritorialisées du XXI^e siècle. L'analyse de la construction de l'intérêt national américain durant le Printemps arabe a toutefois démontré l'incapacité du président de

maintenir cette doctrine dans le contexte où des discours concurrents avaient contribué à sa formulation. Cette analyse a ainsi permis d'entrevoir qu'à l'occasion du Printemps arabe, il existait une contestation importante au niveau de l'imaginaire sécuritaire lié aux droits humains, aux menaces internationales et la sécurité commune.

En 2013, le président résumait ainsi les tensions au cœur de sa stratégie sécuritaire :

To summarize, the United States has a hard-earned humility when it comes to our ability to determine events inside other countries. The notion of American empire may be useful propaganda, but it isn't borne out by America's current policy or by public opinion. Indeed, as recent debates within the United States over Syria clearly show, the danger for the world is not an America that is too eager to immerse itself in the affairs of other countries or to take on every problem in the region as its own. The danger for the world is that the United States, after a decade of war - rightly concerned about issues back home, aware of the hostility that our engagement in the region has engendered throughout the Muslim world - may disengage, creating a vacuum of leadership that no other nation is ready to fill. (Obama, 2013d)

Obama considère que les États-Unis doivent rester engagés dans le monde pour assurer la sécurité humaine ainsi que leur propre sécurité nationale. Toutefois, il perçoit aussi que les actions américaines à l'étranger sont souvent inaptes à résoudre des situations complexes et qu'elles peuvent être contre-productives ou avoir des conséquences imprévues et néfastes. Comme il a été remarqué dans le cas syrien, l'approche multilatérale et humble mise de l'avant par l'administration Obama pour contourner ce dilemme était plutôt instable et difficile à mettre en pratique. Ainsi, Washington n'a pas considéré opportun de toujours maintenir l'engagement américain malgré que cette inaction soit perçue comme menant à plus d'insécurité. De plus, les États-Unis ont aussi, par moment, ignoré les principes de cette stratégie puisqu'ils persistaient à défendre le recours à des actions unilatérales. Obama est d'ailleurs clair à ce sujet :

The United States will use military force, unilaterally if necessary, when our core interests demand it - when our people are threatened, when our livelihoods are at stake, when the security of our allies is in danger. (Obama, 2014)

La stratégie sécuritaire du président fondée sur la coopération et le consensus international a donc été minée par l'application inconstante de ces principes. Les populations du Moyen-Orient ont de plus en plus été désillusionnées par les politiques inconstantes des États-Unis. Cette perception a été amplifiée au fur et à mesure que les États-Unis s'éloignaient de leurs idéaux démocratiques pour revenir aux vieilles habitudes du maintien de la stabilité (Huber, 2015a). Ainsi, au-delà du cas du Barheïn, les États-Unis finirent aussi par s'accommoder du coup d'État militaire de 2013 contre le gouvernement élu en Égypte dans le but de maintenir une alliance avec ce régime. En somme, le président Obama percevait le monde comme un endroit dangereux où la peur, la corruption et la violence mènent trop souvent à l'émergence de forces dangereuses. Toutefois, il considérait aussi que les humains cherchent à obtenir des droits universels et qu'il était possible de s'appuyer sur ces aspirations pour construire un monde plus juste. Dans une certaine mesure, la politique étrangère d'Obama est le reflet de toute la tension qui existe entre ces deux façons de concevoir le monde. Goldberg décrit ainsi le président Obama comme un Hobbesien optimiste (2016). Inspiré par ces représentations, le président Obama avait tenté d'orienter l'identité américaine vers un réengagement américain qui permettrait de s'attaquer aux forces dangereuses dans le monde en défendant certains droits universels lorsque c'était légitime. Les actions américaines disparates durant le Printemps arabe ont toutefois démontré les difficultés qu'ont eues les États-Unis à poursuivre de manière unifiée ces objectifs. Cette tentative était contrecarrée par des représentations pessimistes qui minaient la confiance placée dans cette stratégie. L'administration Obama n'a effectivement pas réussi à amalgamer de manière tout à fait cohérente ces discours concurrents qui ont exercé une influence importante dans la période suivant la guerre en Irak. En s'y essayant, le président avait tenté de revigorer l'image américaine dans le monde qui avait été mise à mal par son prédécesseur. Tout comme l'avait vécu Jimmy Carter après la guerre du Vietnam, Barack Obama a néanmoins eu beaucoup de difficulté à rétablir le mythe de la puissance vertueuse et exceptionnelle des États-Unis.

BIBLIOGRAPHIE

- Adler, E. (1997). Seizing the Middle Ground: Constructivism in World Politics. *European Journal of International Relations*, 3(3), 319-363.
- Arena, M. do C. P. (2017). Changing foreign policy: the Obama Administration's decision to oust Mubarak. *Revista Brasileira de Política Internacional*, 60(1), 1-17.
- Atlas, P. M. (2012). U.S. Foreign Policy and the Arab Spring: Balancing Values and Interests. *Digest of Middle East Studies*, 21(2), 353-385.
- Beck, U. (1992). *Risk Society : Towards a New Modernity*. Londres : SAGE.
- Biden, J. (2011, 27 janvier). *Exclusive: Biden Discusses Unrest in Egypt, Keeping U.S. Competitive*. Récupéré de <https://www.pbs.org/newshour/politics/exclusive-biden-discusses-unrest-in-egypt-keeping-us-competitive>
- Billig, M. (1995). *Banal Nationalism*. Londres : SAGE.
- Blomdahl, M. (2016). Bureaucratic Roles and Positions: Explaining the United States Libya Decision. *Diplomacy & Statecraft*, 27(1), 142-161.
- Borg, S. (2016). The Arab Uprisings, the Liberal Civilizing Narrative and the Problem of Orientalism. *Middle East Critique*, 25(3), 211-227.
- Bouchet, N. (2013). The democracy tradition in US foreign policy and the Obama presidency. *International Affairs*, 89(1), 31-51.
- Bouchet, N. (2016). Hard choices in democracy promotion: Obama and Egypt. [Chapitre de livre]. Dans M. Bentley et J. Holland (dir.), *The Obama Doctrine: A Legacy of Continuity in US Foreign Policy?* (p. 150-165). Londres : Routledge.
- Brown, C. (2007). Universal human rights: A critique. *The International Journal of Human Rights*, 1(2), 41-65.
- Brubaker, R. et Cooper, F. (2000). Beyond « Identity ». *Theory and Society*, 29, 1-47.

- Brysk, A. (2009). *Global Good Samaritans: Human Rights as Foreign Policy* (1^{ère} éd.). Oxford : Oxford University Press.
- Burke-White, W. (2004). Human Rights and National Security: The Strategic Correlation. *Faculty Scholarship*.
- Bush, G. W. (2001a, 12 septembre). *President Bush Meets with National Security Team*. Récupéré de <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/09/20010912-4.html>
- Bush, G. W. (2001b, 16 septembre). *Remarks on Arrival at the White House and an Exchange With Reporters*. Récupéré de <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=63346&st=&st1=#axzz>
- Bush, G. W. (2005, 11 novembre). *Remarks on the War on Terror in Tobyhanna, Pennsylvania*. Récupéré de <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=64753&st=&st1=#axzz1QqSXP6Zd>
- Byman, D. (2013). Explaining the Western Response to the Arab Spring. *Journal of Strategic Studies*, 36(2), 289-320.
- Carothers, T. (2012). *Democracy Policy Under Obama: Revitalization or Retreat?* Carnegie Europe.
- Chandler, D. (2012). Resilience and human security: The post-interventionist paradigm. *Security Dialogue*, 43(3), 213-229.
- Chandler, D. (2014). Beyond good and evil: Ethics in a world of complexity. *International Politics*, 51(4), 441-457.
- Chandler, D. (2016). New narratives of international security governance: the shift from global interventionism to global self-policing. *Global Crime*, 17(3-4), 264-280.
- Chesterman, S. (2011). "Leading from Behind": The Responsibility to Protect, the Obama Doctrine, and Humanitarian Intervention after Libya. *Ethics & International Affairs*, 25(3), 279-285.
- Cho, Y. C. (2009). Conventional and Critical Constructivist Approaches to National Security: An Analytical Survey. *The Korean Journal of International Relations*, 49(3), 75-102.

- Clinton, H. (2011a). *America's Pacific Century. Foreign Policy*. Récupéré de <https://foreignpolicy.com/2011/10/11/americas-pacific-century/>
- Clinton, H. (2011b, 25 janvier). *Remarks With Spanish Foreign Minister Trinidad Jimenez After Their Meeting*. Récupéré de <https://2009-2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2011/01/155280.htm>
- Clinton, H. (2011c, 30 janvier). Interview With Chris Wallace of Fox News Sunday. Récupéré de <https://2009-2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2011/01/155589.htm>
- Clinton, H. (2011d, 30 janvier). Interview With David Gregory of NBC's Meet The Press. Récupéré de <https://2009-2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2011/01/155585.htm>
- Clinton, H. (2011e, 5 février). *Remarks at the Munich Security Conference Plenary Session*. Récupéré de <https://2009-2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2011/02/156044.htm>
- Clinton, H. (2011f, 6 février). Interview With Michele Kelemen of NPR. Récupéré de <https://2009-2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2011/02/156050.htm>
- Clinton, H. (2011g, 21 février). *Situation in Libya*. Récupéré de <https://2009-2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2011/02/156836.htm>
- Clinton, H. (2011h, 26 février). *Holding the Qadhafi Government Accountable*. Récupéré de <https://2009-2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2011/02/157187.htm>
- Clinton, H. (2011i, 27 mars). Clinton: No military action in Syria for now. Récupéré de <https://www.cbsnews.com/news/clinton-no-military-action-in-syria-for-now/>
- Clinton, H. (2011j, 27 mars). Interview With Bob Schieffer of CBS's Face the Nation. Récupéré de <https://2009-2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2011/03/159210.htm>
- Clinton, H. (2011k, 27 mars). Interview With Jake Tapper of ABC's This Week. Récupéré de <https://2009-2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2011/03/159207.htm>

- Clinton, H. (2011, 27 mars). NBC's « Meet the Press » interview with Secretary Gates and Secretary Clinton on Libya. Récupéré de <http://archive.defense.gov/transcripts/transcript.aspx?transcriptid=4801>
- Clinton, H. (2014). *Hard Choices*. New York : Simon and Schuster.
- CNN/Opinion Research Corporation. (2011, 14 mars). *CNN Poll: Americans say yes to no fly zone, no to ground troops*. Récupéré de <http://politicalticker.blogs.cnn.com/2011/03/14/cnn-poll-americans-say-yes-to-no-fly-zone-no-to-ground-troops/>
- Cronogue, G. (2012). Responsibility to Protect: Syria The Law, Politics, and Future of Humanitarian Intervention Post-Libya. *Journal of International Humanitarian Legal Studies*, 3(1), 124-159.
- Crothers, L. (2011). The cultural roots of isolationism and internationalism in American foreign policy. *Journal of Transatlantic Studies*, 9(1), 21-34.
- Croucher, S. (2015). From world citizenship to purified patriotism: Obama's nation-shaping in a global era. *Identities*, 22(1), 1-18.
- Crowley, M. (2016). 'We Caved'. *POLITICO Magazine*. Récupéré de <https://www.politico.com/magazine/story/2016/01/we-caved-obama-foreign-policy-legacy-213495>
- Daalder, I. H. et Brainard, L. (2008). *Strategic Leadership: Framework for a 21st Century National Security Strategy*. Récupéré de <https://www.brookings.edu/research/strategic-leadership-framework-for-a-21st-century-national-security-strategy/>
- Dalacoura, K. (2012). The 2011 uprisings in the Arab Middle East: political change and geopolitical implications. *International Affairs*, 88(1), 63-79.
- David, C.-P. (2015). *Au sein de la Maison-Blanche : De Truman à Obama : la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des Etats-Unis* (3^e éd.). Paris : Les Presses de Sciences Po.
- Douthat, R. (2011, 6 février). Obama the Realist. *The New York Times*, section Opinion. Récupéré de <https://www.nytimes.com/2011/02/07/opinion/07douthat.html>
- Douzet, F. et Vaïsse, J. (2013). Obama, le président du pivot. *Hérodote*, (149), 7-21.

- Dueck, C. (2011). The Accommodator: Obama's Foreign Policy. *Policy Review*, 169, 13-28.
- Dunne, T. et Wheeler, N. J. (2004). 'We the Peoples': Contending Discourses of Security in Human Rights Theory and Practice. *International Relations*, 18(1), 9-23.
- Durakçay, F. A. et Güneş, A. G. (2012). The Dilemma of Humanitarian Intervention: Cases of Libya and Syria. *International Human Security Conference Series*, 202-211.
- Entous, A. (2013, 30 mars). Inside Obama's Syria Debate. *Wall Street Journal*, section World. Récupéré de <http://www.wsj.com/articles/SB10001424127887323639604578368930961739030>
- Fabbrini, S. et Yossef, A. (2015). Obama's wavering: US foreign policy on the Egyptian crisis, 2011-13. *Contemporary Arab Affairs*, 8(1), 65-80.
- Fisher, M. (2013, 12 février). Is Israel the only U.S. ally in the Middle East? An answer in map form. *The Washington Post*. Récupéré de <https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2013/02/12/is-israel-the-only-u-s-ally-in-the-middle-east-an-answer-in-map-form/>
- Fitzgerald, D. et Ryan, D. (2014). *Obama, US Foreign Policy and the Dilemmas of Intervention*. New York : Springer.
- Forsythe, D. P. (2011). US Foreign Policy and Human Rights: Situating Obama. *Human Rights Quarterly*, 33(3), 767-789.
- Forsythe, D. P. (2012). *Human Rights in International Relations* (3^e éd.). Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Gates, R. M. (2011, 27 mars). NBC's « Meet the Press » interview with Secretary Gates and Secretary Clinton on Libya. Récupéré de <https://archive.defense.gov/transcripts/transcript.aspx?transcriptid=4801>
- Gates, R. M. (2014). *Duty: Memoirs of a Secretary at War*. New York : Knopf Doubleday Publishing Group.

- Gates, R. M. et Mullen, M. (2011, 1 mars). *DOD News Briefing with Secretary Gates and Adm. Mullen from the Pentagon*. Récupéré de <https://archive.defense.gov/transcripts/transcript.aspx?transcriptid=4777>
- Gause, F. G. (2011). Why Middle East Studies Missed the Arab Spring: The Myth of Authoritarian Stability. *Foreign Affairs*, 90(4), 81-90.
- Gerges, F. A. (2013). The Obama approach to the Middle East: the end of America's moment? *International Affairs*, 89(2), 299-323.
- Ghattas, K. (2013). *The Secretary: A Journey with Hillary Clinton from Beirut to the Heart of American Power*. New York : Macmillan.
- Giddens, A. (2003). *Runaway World*. New York : Routledge.
- Goldberg, J. (2016, avril). The Obama Doctrine. *The Atlantic*. Récupéré de <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2016/04/the-obama-doctrine/471525/>
- Gorski, P. S. et McMillan, W. (2012). Barack Obama and American Exceptionalisms. *The Review of Faith & International Affairs*, 10(2), 41-50.
- Grillo, M. C. et Pupcenoks, J. (2017). Let's Intervene! But Only If They're Like Us: The Effects of Group Dynamics and Emotion on the Willingness to Support Humanitarian Intervention. *International Interactions*, 43(2), 349-374.
- Guerlain, P. (2014). Obama's Foreign Policy: "Smart Power," Realism and Cynicism. *Society*, 51(5), 482-491.
- Guiora, A. N. (2011). Intervention in Libya, Yes; Intervention in Syria, No: Deciphering the Obama Administration. *Case Western Reserve Journal of International Law*, 44(1).
- Ha, J. S. (2017). Tailoring the Arab Spring to American values and interests: A framing analysis of U.S. elite newspapers' opinion pieces. *International Communication Gazette*, 79(3), 276-297.
- Hallams, E. (2011). From Crusader to Exemplar: Bush, Obama and the Reinvigoration of America's Soft Power. *European journal of American studies*, 6(1).

- Hartnett, S. J. (2013). The Folly of Fighting for Providence, or, the End of Empire and Exceptionalism. *Cultural Studies ↔ Critical Methodologies*, 13(3), 201-214.
- Hassan, O. (2013). *Constructing America's Freedom Agenda for the Middle East: Democracy and Domination*. New York : Routledge.
- Hayes, J. (2013). *Constructing National Security: U.S. Relations with India and China*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Herschinger, E. (2012). 'Hell Is the Other': Conceptualising Hegemony and Identity through Discourse Theory. *Millennium*, 41(1), 65-90.
- Heurtebize, F. (2007). Exceptionnalisme et impérialisme dans le discours de politique étrangère américain des années Clinton. *Revue LISA*, V(3), 24-46.
- Hodgson, G. (2009). *The Myth of American Exceptionalism*. New Haven : Yale University Press.
- Holland, J. (2014). Introduction: Why is Change so Hard? Understanding Continuity in Barack Obama's Foreign Policy. [Chapitre de livre]. Dans M. Bentley et J. Holland (dir.), *Obama's Foreign Policy: Ending the War on Terror* (p. 1-16). Abingdon : Routledge.
- Hopf, T. (1998). The Promise of Constructivism in International Relations Theory. *International Security*, 23(1), 171-200.
- Hrnjaz, M. et Krstić, M. (2015). Obama's Dual Discourse on American Exceptionalism. *Croatian International Relations Review*, 21(73), 25-56.
- Huber, D. (2014). Obama, the Arab Spring and US Foreign Policy in the Middle East. Change or Continuity? *The International Spectator*, 49(1), 149-151.
- Huber, D. (2015a). A Pragmatic Actor - The US Response to the Arab Uprisings. *Journal of European Integration*, 37(1), 57-75.
- Huber, D. (2015b). *Democracy Promotion and Foreign Policy: Identity and Interests in US, EU and Non-Western Democracies*. Londres : Palgrave Macmillan UK.
- Ignatieff, M. (2005). Introduction: American Exceptionalism and Human Rights. Dans M. Ignatieff (dir.), *American Exceptionalism and Human Rights* (p. 1-26). Oxford : Princeton University Press.

- Indyk, M. S., Lieberthal, K. G. et O'Hanlon, M. E. (2012a). Scoring Obama's Foreign Policy: A Progressive Pragmatist Tries to Bend History. *Foreign Affairs*, 91(3), 29-43.
- Indyk, M. S., Lieberthal, K. G. et O'Hanlon, M. E. (2012b). *Bending History: Barack Obama's Foreign Policy*. Washington, D.C. : Brookings Institution Press.
- Ives, A. (2007). The Importance of the Idealist Discourse in Defence of American Foreign Policy Initiatives: beyond rhetoric towards a new form of imperialism. *LISA*, V(3), 90-98.
- Johnson, C. (2004). *Blowback : The Cost and Consequences of American Empire*. New York : Holt Paperbacks.
- Kagan, R. (2012, 11 janvier). Against the Myth of American Decline. *New Republic*. Récupéré de <https://newrepublic.com/article/99521/america-world-power-declinism>
- Kanat, K. B. (2015). *A Tale of Four Augusts: Obama's Syria Policy*. Washington, D.C. : The SETA Foundation.
- Kane, J. (2003). American Values or Human Rights? U.S. Foreign Policy and the Fractured Myth of Virtuous Power. *Presidential Studies Quarterly*, 33(4), 772-800.
- Kaplan, F. (2014, mars/avril). The Realist. *POLITICO Magazine*. Récupéré de <http://www.politico.com/magazine/story/2014/02/barack-obama-realist-foreign-policy-103861.html>
- Krauthammer, C. (2005, 1 avril). Syria and the New Axis of Evil. *The Washington Post*. Récupéré de <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A17354-2005Mar31.html>
- Krieg, A. (2016). Externalizing the burden of war: the Obama Doctrine and US foreign policy in the Middle East. *International Affairs*, 92(1), 97-113.
- Kuperman, A. J. (2015, mars/avril). Obama's Libya Debacle. *Foreign Affairs*. Récupéré de www.foreignaffairs.com <https://www.foreignaffairs.com/articles/libya/obamas-libya-debacle>

- Landler, M. et Sanger, D. E. (2011, 12 juillet). White House, in Shift, Turns Against Syria Leader. *The New York Times*. Récupéré de <https://www.nytimes.com/2011/07/13/world/middleeast/13policy.html>
- Lebow, R. N. (2008). Identity and International Relations. *International Relations*, 22(4), 473-492.
- Lizza, R. (2011, 2 mai). The Consequentialist. *The New Yorker*. Récupéré de <http://www.newyorker.com/magazine/2011/05/02/the-consequentialist>
- Löffmann, G. (2015). Leading from Behind - American Exceptionalism and President Obama's Post-American Vision of Hegemony. *Geopolitics*, 20(2), 308-332.
- Lynch, T. J. (2014). Obama, Liberalism And Foreign Policy. [Chapitre de livre]. Dans I. Parmar, L. B. Miller, et M. Ledwidge (dir.), *Obama and the World: New Directions in US Foreign Policy* (2^e éd., p.41-52). New York : Routledge.
- MacDonald, A. (2011, 1 mars). Cameron Doesn't Rule Out Military Force for Libya. *Wall Street Journal*. Récupéré de <http://www.wsj.com/articles/SB10001424052748704615504576172383796304482>
- Macleod, A., Masson, I. et Morin, D. (2004). Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales. *Études internationales*, 35(1), 7-24.
- Maison-Blanche. (2010). *National Security Strategy 2010*. US Government Printing Office. Récupéré de <http://nssarchive.us/national-security-strategy-2010/>
- Mann, J. (2012). *The Obamians: The Struggle Inside the White House to Redefine American Power*. New York : Penguin.
- Marienstras, É. (1976). *Les mythes fondateurs de la nation américaine: essai sur le discours idéologique aux États-Unis à l'époque de l'indépendance, 1763-1800*. Bruxelles : Editions Complexe.
- Marsh, K. (2014). "Leading from behind": neoclassical realism and operation Odyssey Dawn. *Defense & Security Analysis*, 30(2), 120-132.
- McCrisken, T. (2003). *American Exceptionalism and the Legacy of Vietnam: U.S. Foreign Policy Since 1974*. New York : Palgrave Macmillan.

- McDonough, D. (2011, 28 mars). *Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney and Deputy National Security Advisor Denis McDonough*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/03/28/press-gaggle-press-secretary-jay-carney-and-deputy-national-security-adv>
- McKelvey, T. (2015, 10 octobre). Obama and the Syria training fiasco. *BBC News*. Récupéré de <http://www.bbc.com/news/magazine-33997408>
- McSweeney, B. (1999). *Security, Identity and Interests: A Sociology of International Relations*. Cambridge, U.K. ; New York : Cambridge University Press.
- Mead, W. R. (2010, 4 janvier). The Carter Syndrome. *Foreign Policy*. Récupéré de <https://foreignpolicy.com/2010/01/04/the-carter-syndrome/>
- Miller, B. (2012). Regional threats and global management of conflicts in regions: The case of the US in the Middle East. *International Politics*, 49(3), 346-382.
- Miller, L. B. (2014). The Arab Spring And The Obama Administration. [Chapitre de livre]. Dans I. Parmar, L. B. Miller, et M. Ledwidge (dir.), *Obama and the World: New Directions in US Foreign Policy* (2^e éd., p. 231-242). New York : Routledge.
- Milliken, J. (1999). The Study of Discourse in International Relations: A Critique of Research and Methods. *European Journal of International Relations*, 5(2), 225-254.
- Milne, D. (2012). Pragmatism or what? The future of US foreign policy. *International Affairs*, 88(5), 935-951.
- Mintz, A. et Wayne, C. (2016). *The Polythink Syndrome: U.S. Foreign Policy Decisions on 9/11, Afghanistan, Iraq, Iran, Syria, and ISIS*. Stanford : Stanford University Press.
- Morey, D. S., Thyne, C. L., Hayden, S. L. et Senters, M. B. (2012). Leader, Follower, or Spectator? The Role of President Obama in the Arab Spring Uprisings: Leader or Follower? *Social Science Quarterly*, 93(5), 1185-1201.
- Murray, D. (2013). Military action but not as we know it: Libya, Syria and the making of an Obama Doctrine. *Contemporary Politics*, 19(2), 146-166.

- Nye, J. S. (2004). *Soft Power: The Means To Success In World Politics*. New York : PublicAffairs.
- Obama, B. (2006). *The Audacity of Hope*. New York : Crown Publishers.
- Obama, B. (2007a, 23 avril). *Remarks to the Chicago Council on Global Affairs*. Récupéré de <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77043>
- Obama, B. (2007b, 1 juillet). *Renewing American Leadership. Foreign Affairs*, (July/August 2007). Récupéré de <https://www.foreignaffairs.com/articles/2007-07-01/renewing-american-leadership>
- Obama, B. (2009a, 4 juin). *Remarks by the President at Cairo University, 6-04-09*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-cairo-university-6-04-09>
- Obama, B. (2009b, 9 novembre). *Remarks by President Barack Obama at Suntory Hall*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/realitycheck/node/6407>
- Obama, B. (2011a, 14 janvier). *Statement by the President on Events in Tunisia*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/01/14/statement-president-events-tunisia>
- Obama, B. (2011b, 25 janvier). *Remarks by the President in State of Union Address*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/01/25/remarks-president-state-union-address>
- Obama, B. (2011c, 28 janvier). *Remarks by the President on the Situation in Egypt*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/01/28/remarks-president-situation-egypt>
- Obama, B. (2011d, 1 février). *Remarks by the President on the Situation in Egypt*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/02/01/remarks-president-situation-egypt>
- Obama, B. (2011e, 23 février). *Remarks by the President on Libya*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/02/23/remarks-president-libya>

- Obama, B. (2011f, 25 février). Executive Order 13566 --Libya. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/02/25/executive-order-13566-libya>
- Obama, B. (2011g, 25 février). *Letter from the President Regarding Libya Sanctions*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/02/25/letter-president-regarding-libya-sanctions>
- Obama, B. (2011h, 3 mars). *Remarks by President Obama and President Calderón of Mexico at Joint Press Conference*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/03/03/remarks-president-obama-and-president-calder-n-mexico-joint-press-confer>
- Obama, B. (2011i, 18 mars). *Remarks by the President on the Situation in Libya*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/03/18/remarks-president-situation-libya>
- Obama, B. (2011j, 19 mars). *Remarks by the President on Libya*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/03/19/remarks-president-libya>
- Obama, B. (2011k, 28 mars). *Remarks by the President in Address to the Nation on Libya*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/03/28/remarks-president-address-nation-libya>
- Obama, B. (2011l, 8 avril). *Statement from the President on the Violence in Syria*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/04/08/statement-president-violence-syria>
- Obama, B. (2011m, 22 avril). *A Statement by President Obama on Syria*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/blog/2011/04/22/statement-president-obama-syria>
- Obama, B. (2011n, 29 avril). *Executive Order 13572 --Blocking Property of Certain Persons with Respect to Human Rights Abuses in Syria*. Récupéré de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/04/29/executive-order-13572-blocking-property-certain-persons-respect-human-ri>
- Obama, B. (2011o, 19 mai). *Remarks by the President on the Middle East and North Africa*. Récupéré de <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/05/19/remarks-president-middle-east-and-north-africa>

- Obama, B. (2011p, 18 août). *Statement by President Obama on the Situation in Syria*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/08/18/statement-president-obama-situation-syria>
- Obama, B. (2011q, 30 novembre). *Barack Obama: Remarks at an Obama Victory Fund 2012 Fundraiser in New York City*. Récupéré de <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=97335>
- Obama, B. (2012a, 24 janvier). *Remarks by the President in State of the Union Address*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2012/01/24/remarks-president-state-union-address>
- Obama, B. (2012b, 6 mars). *Press Conference by the President*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2012/03/06/press-conference-president>
- Obama, B. (2012c, 20 août). *Remarks by the President to the White House Press Corps*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2012/08/20/remarks-president-white-house-press-corps>
- Obama, B. (2013a, 12 février). *Remarks by the President in the State of the Union Address*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/02/12/remarks-president-state-union-address>
- Obama, B. (2013b, 31 août). *Statement by the President on Syria*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/08/31/statement-president-syria>
- Obama, B. (2013c, 10 septembre). *Remarks by the President in Address to the Nation on Syria*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/09/10/remarks-president-address-nation-syria>
- Obama, B. (2013d, 24 septembre). *Remarks by President Obama in Address to the United Nations General Assembly*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/09/24/remarks-president-obama-address-united-nations-general-assembly>
- Obama, B. (2014, 28 mai). *Remarks by the President at the United States Military Academy Commencement Ceremony*. Récupéré de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/05/28/remarks-president-united-states-military-academy-commencement-ceremony>

- Patman, R. G. (2015). The Obama Doctrine and the Syrian Crisis, 2011-2015. *Politika*, 42-54.
- Patman, R. G. et Southgate, L. (2016). Globalization, the Obama administration and the refashioning of US exceptionalism. *International Politics*, 53(2), 220-238.
- Payne, R. J. (1995). *The Clash with Distant Cultures: Values, Interests, and Force in American Foreign Policy*. Albany, NY : State University of New York Press.
- Perlmutter, A. (1997). *Making the World Safe for Democracy: A Century of Wilsonianism and Its Totalitarian Challengers*. Chapel Hill : University of North Carolina Press.
- Phillips, C. (2012). Syria's Torment. *Survival*, 54(4), 67-82.
- Power, S. (2001, septembre). Bystanders to Genocide. *The Atlantic*. Récupéré de <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2001/09/bystanders-to-genocide/304571/>
- Power, S. (2007). « *A Problem from Hell* »: *America and the Age of Genocide* (1^{ère} éd.). New York ; Toronto : Harper Perennial.
- Purcell, D., Heitmeier, B. et Van Wyhe, C. (2017). Critical Geopolitics and the Framing of the Arab Spring Through Late-Night Humor*. *Social Science Quarterly*, 98(2), 513-531.
- Putra, B. A. (2015). Obama's Legacy of Unfinished Businesses: Coercive Rhetoric and the Defiance of American Exceptionalism. *Journal of International Relations and Foreign Policy*, 3(2), 13-26.
- Quinn, A. (2011). The art of declining politely: Obama's prudent presidency and the waning of American power. *International Affairs*, 87(4), 803-824.
- Ralston, S. J. (2011). Obama's Pragmatism in International Affairs. *Contemporary Pragmatism*, 8(2), 81-98. doi : 10.1163/18758185-90000203
- Reuters. (2011, 18 décembre). Timeline: Invasion, surge, withdrawal; U.S. forces in Iraq. *Reuters*. Récupéré de <https://www.reuters.com/article/us-iraq-usa-pullout/timeline-invasion-surge-withdrawal-u-s-forces-in-iraq-idUSTRE7BH08E20111218>

- Rogin, J. (2012, 26 janvier). Obama embraces Romney advisor's theory on 'The Myth of American Decline'. *Foreign Policy*. Récupéré de <https://foreignpolicy.com/2012/01/26/obama-embraces-romney-advisors-theory-on-the-myth-of-american-decline/>
- Rowley, C. et Weldes, J. (2012). Identities and US foreign policy. [Chapitre de livre]. Dans M. Cox et D. Stokes, *U.S. Foreign Policy* (2^e éd., p. 178-194). New York : Oxford University Press.
- Salaita, S. (2012). Corporate American media coverage of Arab revolutions: the contradictory message. *Interface*, 4(1), 131-145.
- Sanger, D. E. (2011, 25 avril). U.S. Faces a Challenge in Trying to Pressure Syria. *The New York Times*. Récupéré de <https://www.nytimes.com/2011/04/26/world/middleeast/26diplo.html>
- Sanger, D. E. (2013). *Confront and Conceal: Obama's Secret Wars and Surprising Use of American Power*. New York : Crown Publishers.
- Schmitt, E. (2012, 21 juin). C.I.A. Said to Aid in Steering Arms to Syrian Rebels. *The New York Times*. Récupéré de <https://www.nytimes.com/2012/06/21/world/middleeast/cia-said-to-aid-in-steering-arms-to-syrian-rebels.html>
- Selim, G. M. (2013). The United States and the Arab Spring: The Dynamics of Political Engineering. *Arab Studies Quarterly*, 35(3), 255-272.
- Smeltz, D. (2012). *Foreign Policy in the New Millennium Results of the 2012 Chicago Council Survey of American Public Opinion and U.S. Foreign Policy*. The Chicago Council on Global Affairs. Récupéré de https://www.thechicagocouncil.org/sites/default/files/2012_CCS_Report.pdf
- Sober, E. (2013). *Core Questions in Philosophy: A Text with Readings*. Upper Saddle River, N.J. : Pearson Education.
- Strobel, W. et Rohde, D. (2014, 9 octobre). The Micromanager in Chief. *The Atlantic*. Récupéré de <https://www.theatlantic.com/international/archive/2014/10/obama-micromanager-syria-foreign-policy/381292/>

- Thakur, R. (2013). R2P after Libya and Syria: Engaging Emerging Powers. *The Washington Quarterly*, 36(2), 61-76.
- Toal, G. (2009). 'In No Other Country on Earth': The Presidential Campaign of Barack Obama. *Geopolitics*, 14(2), 376-401.
- Tuathail, G. Ó. et Agnew, J. (1992). Geopolitics and discourse. *Political Geography*, 11(2), 190-204.
- Vaïsse, J. (2012). *Barack Obama et sa politique étrangère (2008-2012)*. Paris : Odile Jacob.
- Vandal, G. et Aoun, S. (2013). *Barack Obama et le Printemps arabe : le repositionnement de la politique américaine au Moyen-Orient*. Outremont (Québec) : Athéna éditions.
- Vaughn, J. et Dunne, T. (2015). Leading from the front: America, Libya and the localisation of R2P. *Cooperation and Conflict*, 50(1), 29-49.
- Walling, C. B. (2013). *All Necessary Measures: The United Nations and Humanitarian Intervention*. [All Necessary Measures]. Philadelphie : PENN, University of Pennsylvania Press.
- Walt, S. (2016, 7 avril). Obama Was Not a Realist President. *Foreign Policy*. Récupéré de <https://foreignpolicy.com/2016/04/07/obama-was-not-a-realist-president-jeffrey-goldberg-atlantic-obama-doctrine/>
- Weldes, J. (1996). Constructing National Interests. *European Journal of International Relations*, 2(3), 275-318.
- Weldes, J. (1999). *Constructing National Interests: The United States and the Cuban Missile Crisis*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Weldes, J. et Laffey, M. (2004). Methodological Reflections on Discourse Analysis. *Qualitative Methods*, 2 (1), 28-30.
- Wittes, T. C. (2008). *Freedom's Unsteady March: America's Role in Building Arab Democracy*. Washington, D.C. : Brookings Institution Press.
- Zakaria, F. (2009, 4 décembre). Obama the Realist. *Newsweek*. Récupéré de <http://www.newsweek.com/zakaria-obama-realist-75621>

Zenko, M. (2011, 29 novembre). Some Syrian Oppositions Groups Want Intervention - Sort Of. *The Atlantic*. Récupéré de <https://www.theatlantic.com/international/archive/2011/11/some-syrian-oppositions-groups-want-intervention-sort-of/249161/>

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

- Banita, G. (2010). « Home Squared »: Barack Obama's Transnational Self-Reliance. *Biography*, 33(1), 24-45.
- Beck, U. et Levy, D. (2013). Cosmopolitanized Nations: Re-imagining Collectivity in World Risk Society. *Theory, Culture & Society*, 30(2), 3-31.
- Bellamy, A. J. (2011). Libya and the Responsibility to Protect: The Exception and the Norm. *Ethics & International Affairs*, 25(3), 263-269.
- Bricmont, J. (2009). *Impérialisme humanitaire: Droits de l'Homme, droit d'ingérence, droit du plus fort ?* Bruxelles : Éditions Aden.
- Brown, C. (2002). On Morality, Self-interest and Foreign Policy. *Government and Opposition*, 37(2), 173-189.
- Brown, C. (2007). Universal human rights: A critique. *The International Journal of Human Rights*, 1(2), 41-65.
- Burleigh, N. (2014, 1 avril). Obama Vs. The Hawks. *Rolling Stone*. Récupéré de <http://www.rollingstone.com/politics/news/obama-vs-the-hawks-20140401>
- Campbell, D. (1990). Global Inscription: How Foreign Policy Constitutes the United States. *Alternatives: Global, Local, Political*, 15(3), 263-286.

- Campbell, D. (1998). *Writing Security: United States Foreign Policy and the Politics of Identity*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Cha, T. (2015). American Exceptionalism at the Crossroads: Three Responses: American Exceptionalism at the Crossroads. *Political Studies Review*, 13(3), 351-362.
- Chandler, D. (2001). The Road to Military Humanitarianism: How the Human Rights NGOs Shaped a New Humanitarian Agenda. *Human Rights Quarterly*, 23(3), 678-700.
- Charountaki, M. (2014). U.S. Foreign Policy in Theory and Practice: From Soviet-Era Containment to the Era of the Arab Uprising(s). *American Foreign Policy Interests*, 36(4), 255-267.
- Cho, Y.C. (2009). Conventional and Critical Constructivist Approaches to National Security: An Analytical Survey. *The Korean Journal of International Relations*, 49(3), 75-102.
- Choi, S.-W. (2013). What determines US humanitarian intervention? *Conflict Management and Peace Science*, 30(2), 121-139.
- Cillia, R. D., Reisigl, M. et Wodak, R. (1999). *The Discursive Construction of National Identity*. Édimbourg : Edinburgh University Press.
- Choi, S.-W. (2013). What determines US humanitarian intervention? *Conflict Management and Peace Science*, 30(2), 121-139.
- Cmiel, K. (2004). The Recent History of Human Rights. *The American Historical Review*, 109(1), 117-135.
- Cox, M. (1995). *US foreign policy after the Cold War: superpower without a mission?* Londres : Pinter : Royal Institute of International Affairs.
- Creech, B. (2015). Disciplines of truth: The ‘Arab Spring’, American journalistic practice, and the production of public knowledge. *Journalism*, 16(8), 1010-1026.
- Cronogue, Graham. (2012). Responsibility to Protect: Syria The Law, Politics, and Future of Humanitarian Intervention Post-Libya. *Journal of International Humanitarian Legal Studies*, 3(1), 124-159.

- Crothers, L. (2011). The cultural roots of isolationism and internationalism in American foreign policy. *Journal of Transatlantic Studies*, 9(1), 21-34.
- Davidson, J. (2012). Humanitarian Intervention as Liberal Imperialism: A Force for Good? *POLIS Journal*, 7, 128-164.
- Davis, J. (2016). *The Arab Spring and Arab Thaw: Unfinished Revolutions and the Quest for Democracy*. New York : Routledge.
- Deudney, D. et Ikenberry, G. J. (2012). *Democratic Internationalism: An American Grand Strategy for a Post-exceptionalist Era*. International Institutions and Global Governance Program.
- Eric Engle. (2012). Humanitarian Intervention and Syria. *Barry Law Review*, 18(1).
- Evans, T. (1998). *Human Rights Fifty Years On: A Reappraisal*. Manchester : Manchester University Press.
- Falk, R. A. (2000). *Human Rights Horizons: The Pursuit of Justice in a Globalizing World*. New York : Routledge.
- Finnemore, M. (2004). *The Purpose of Intervention: Changing Beliefs about the Use of Force*. Ithaca : Cornell University Press.
- Gasper, D. (2005). Securing Humanity: Situating 'Human Security' as Concept and Discourse. *Journal of Human Development*, 6(2), 221-245.
- Gilmore, J. (2014). Translating American Exceptionalism: Comparing Presidential Discourse About the United States at Home and Abroad. *International Journal of Communication*, 8(22), 2416-2437.
- Guth, J.L. (2012). The Religious Roots of Foreign Policy Exceptionalism. *The Review of Faith & International Affairs*, 10(2).
- Graubart, J. (2013). R2P and Pragmatic Liberal Interventionism: Values in the Service of Interests. *Human Rights Quarterly*, 35(1), 69-90.
- Haar, R. (2015). When Does the United States Intervene Militarily for Humanitarian Reasons? *Politics & Policy*, 43(2), 287-314.

- Hodgson, G. (2009). *The Myth of American Exceptionalism*. New Haven : Yale University Press.
- Hopf, T. (2002). *Social Construction of Foreign Policy: Identities and Foreign Policies, Moscow, 1955 and 1999*. Ithaca, NY : Cornell University Press.
- Houghton, D. P. (2007). Reinvigorating the Study of Foreign Policy Decision Making: Toward a Constructivist Approach. *Foreign Policy Analysis*, 3(1), 24-45.
- Huber, D. (2013). US and EU Human Rights and Democracy Promotion since the Arab Spring. Rethinking its Content, Targets and Instruments. *The International Spectator*, 48(3), 98-112.
- Huber, D. (2015). *Democracy Promotion and Foreign Policy: Identity and Interests in US, EU and Non-Western Democracies*. Londres : Palgrave Macmillan UK.
- Huysmans, J. (2002). Defining Social Constructivism in Security Studies: The Normative Dilemma of Writing Security. *Alternatives: Global, Local, Political*, 27(1), 41-62.
- Huysmans, J. (2011). What's in an act? On security speech acts and little security nothings. *Security Dialogue*, 42(4-5), 371-383.
- Ibrahim, A.H. 2016. The Arab Uprisings and the United States: The Dichotomy Between Balancing Stability and Upholding Commitment to Democracy. *Digest of Middle East Studies*, 25(1), 70-87.
- Ikenberry, J.G. (2009). Liberal Internationalism 3.0: America and the Dilemmas of Liberal World Order. *Perspectives on Politics*, 7(1), 71-87.
- Jarvis, S. A. J. (2013). Obama's Adoption of the Responsibility to Protect: A Constructivist Analysis. *Journal of Politics and International Studies*, 9, 212-249.
- Kane, J. (2008). *Between Virtue and Power: The Persistent Moral Dilemma of U.S. Foreign Policy*. New Haven : Yale University Press.
- Kayser, C. (2015). The Power of Ideas in Politics: Social Constructivism and Obama's Foreign Policy in Iraq. *Political Analysis*, 17(1), 46-56.

- Kitchen, N. (2012). *After the Arab Spring: power shift in the Middle East?: the contradictions of hegemony: the United States and the Arab Spring*. (IDEAS reports) (p. 53-58). Londres : London School of Economics and Political Science. Récupéré de <http://www2.lse.ac.uk/IDEAS/Home.aspx>
- Kerton-Johnson, N. (2012). *Justifying America's Wars: The Conduct and Practice of US Military Intervention*. Abingdon, Oxon : Routledge.
- Kivimäki, T. (2013). The United States and the Arab Spring. *Journal of Human Security*, 9(1), 15-26.
- Koh, H. H. (2005). America's Jekyll-and-Hyde Exceptionalism. [Chapitre de livre]. Dans M. Ignatieff (dir.), *American Exceptionalism and Human Rights* (p. 111-144). Oxford : Princeton University Press.
- Kuperman, A. J. (2013). A Model Humanitarian Intervention?: Reassessing NATO's Libya Campaign. *International Security*, 38(1), 105-136.
- Lapid, Y. et Kratochwil, F. V. (1997). *The Return of Culture and Identity in IR Theory*. Boulder, Colorado : Lynne Rienner Publishers.
- Lieven, A. (2012). *America Right or Wrong: An Anatomy of American Nationalism*. Oxford : Oxford University Press.
- Lindemann, T. (2004). Les guerres américaines dans l'après-guerre froide. Entre intérêt national et affirmation identitaire, Abstract. *Raisons politiques*, 13(1), 37-57.
- Lindsay, J. M. (2011). George W. Bush, Barack Obama and the future of US global leadership. *International Affairs*, 87(4), 765-779.
- Lipschutz, R. D. (1995). *On Security*. New York : Columbia University Press.
- Markakis, D. (2015). *US Democracy Promotion in the Middle East: The Pursuit of Hegemony*. New York : Routledge.
- Marsden, L. (2011). Religion, Identity and American Power in the age of Obama. *International Politics*, 48(3), 326-343.
- Mead, W.R. (2003). *Sous le signe de la providence: comment la diplomatie américaine a changé le monde*. Paris : Odile Jacob.

- Mgbeoji, I. (2006). The civilised self and the barbaric other: imperial delusions of order and the challenges of human security. *Third World Quarterly*, 27(5), 855-869.
- Morris, J. (2013). Libya and Syria: R2P and the spectre of the swinging pendulum. *International Affairs*, 89(5), 1265-1283.
- Nayak, M. V. et Malone, C. (2009). American Orientalism and American Exceptionalism: A Critical Rethinking of US Hegemony. *International Studies Review*, 11(2), 253-276.
- Neumann, I.B. (1996). Self and Other in International Relations. *European Journal of International Relations*, 2(2), 139-174.
- Newman, E. (2010). Critical human security studies. *Review of International Studies*, 36(1), 77-94.
- Ninkovich, F. (2001). *The Wilsonian Century: U.S. Foreign Policy Since 1900*. Chicago : University of Chicago Press.
- Onuf, N.G.. (1989). *World of Our Making: Rules and Rule in Social Theory and International Relations*. Columbia, S.C. : University of South Carolina Press
- Oren, I. (2000). Is Culture Independent of National Security? How America's National Security Concerns Shaped 'Political Culture' Research. *European Journal of International Relations*, 6(4), 543-573.
- Patterson, E. (2012). Obama and Sustainable Democracy Promotion. *International Studies Perspectives*, 13(1), 26-42.
- Pieterse, J.N. (2003). Hyperpower Exceptionalism: Globalisation the American Way. *New Political Economy*, 8(3), 299-319.
- Pollack, K. M., Byman, D. L., Al-Turk, A., Baev, P., Doran, M. S., Elgindy, K., ... Yerkes, S. E. (2011). *The Arab Awakening: America and the Transformation of the Middle East*. Washington, DC : Brookings Institution Press.
- Restad, H. E. (2012). Old Paradigms in History Die Hard in Political Science: US Foreign Policy and American Exceptionalism. *American Political Thought*, 1(1), 53-76.

- Roberts, L. et Schostak, J. (2012). Obama and the 'Arab Spring': desire, hope and the manufacture of disappointment. Implications for a transformative pedagogy. *Discourse: Studies in the Cultural Politics of Education*, 33(3), 377-396.
- Ruggie, J. G. (1997). The Past as Prologue?: Interests, Identity, and American Foreign Policy. *International Security*, 21(4), 89-125.
- Santini, R. H. et Hassan, O. (2012). Transatlantic Democracy Promotion and the Arab Spring. *The International Spectator*, 47(3), 65-82.
- Setty, S. (2016). Obama's National Security Exceptionalism. *Chicago-Kent Law Review*, 91(1), 91-113.
- Skidmore, D. (2012). The Obama Presidency and US Foreign Policy: Where's the Multilateralism? *International Studies Perspectives*, 13(1), 43-64.
- Sjöstedt, R. (2013). Ideas, identities and internalization: Explaining securitizing moves. *Cooperation and Conflict*, 48(1), 143-164.
- Smith, T. (2012). *America's Mission: The United States and the Worldwide Struggle for Democracy*. Princeton : Princeton University Press.
- Suhrke, A. (1999). Human Security and the Interests of States. *Security Dialogue*, 30(3), 265-276.
- Watson, S. (2011). The «Human» as Referent Object? Humanitarianism as Securitization. *Security Dialogue*, 42(1), 3-20.
- Wheeler, N. J. (2003). *Saving Strangers: Humanitarian Intervention in International Society*. Oxford : Oxford University Press.
- Williams, P. (2016). President Obama's Approach to the Middle East and North Africa: Strategic Absence. *Case Western Reserve Journal of International Law*, 48(1), 1-19.
- Williams, P. R., Ulbrick, J. T. et Worboys, J. (2012). Preventing Mass Atrocity Crimes: The Responsibility to Protect and the Syria Crisis. *Case Western Reserve Journal of International Law*, 45(2), 473-503.
- Woodward, B. (2011). *Obama's Wars*. New York : Simon and Schuster.

Zylberman, A. (2016). Human rights and the rights of states: a relational account.
Canadian Journal of Philosophy, 46(3), 291-317.